

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

Force ouvrière ou faiblesse autonome

par R. HAGNAUER

Le Manifeste a cent ans

par J. PÉRA

Le Carnet du Sauvage

par Pierre MONATTE

La nouvelle Centrale syndicale

par R. LAPEYRE

L'expérience Berliet et son sabotage
par les politiciens

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 170 fr.
Un an 300 fr.

EXTERIEUR

Six mois 200 fr.
Un an 380 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-P. Fimdorff, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FOND

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 11

(Février 1948)

Une nouvelle mystification : La revue Esprit au service de l'impérialisme sta- linien	J.-D. MARTINET
Après le massacre de Sfax : Les travaux for- cés, la réclusion, la prison pour les mili- tants	
La Fédération anarchiste et les syndicats ..	
Les juges de Petkov	
Le Carnet du Sauvage : Grabuge ou oura- gan ? — Pourquoi minimiser les causes de la scission ? — Une C. G. T. seulement réformiste ? — Le referendum du Livre. — Quelques mots à Jayat	P. MONATTE R. HAGNAUER R. LAPEYRE
Force Ouvrière ou faiblesse autonome	
La nouvelle Centrale syndicale	
L'opinion d'un syndicaliste	
En Tunisie : Défense de parler d'indépen- dance	R. L.
L'expérience Berliet et son sabotage par les politiciens	
Le Manifeste a cent ans	J. PERA

Parmi nos lettres

Un tour d'horizon A. LAPRAZ

Notes d'économie et de politique

De la fausse monnaie au vol pur et simple. — Après le vol,
le chantage. — L'opération des billets de 5.000 francs tiendra à
accélérer la hausse des prix. — Les « quarante centimes » et les
cinq mille francs. — Union douanière avec l'Italie et le Bene-
lux ? R. LOUZON

Faits et documents

Au pays du socialisme. — « Salut aux marins américains ». —
Le Conseil d'Etat et l'épuration syndicale de 1944. — Elections
caractéristiques.

Entre nous

Au service exclusif du syndicalisme révolutionnaire. — Il nous
faut les 48 pages ! — Il nous faut des listes de possibles. — Aux
nouveaux abonnés.

Les faits du mois

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-
lisme révolutionnaire et au redressement de la
C. G. T., en faisant prédominer dans les syndicats
l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte
ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action
contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme
à l'égard du gouvernement comme à l'égard des
partis. La charte d'Amiens vaut en 1947 comme
en 1906. La théorie de la direction unique du
parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle diri-
geant du parti, conduit la C. G. T. à la division
et à l'impuissance. La politique de la présence,
sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dé-
pendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique
une maison confédérale habitable pour tous les
syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée
du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires
syndicaux ne se considérant pas comme une bu-
reaucratie omnipotente et ne regardant pas les
syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale
en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier,
en préconisant la formation de Cercles d'études
syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique
journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'ex-
cluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle
jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale
mondiale. La place des travailleurs n'est ni der-
rière l'impérialisme américain ni derrière l'impé-
rialisme russe. Elle est derrière une Internationale
syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bu-
reau international du Travail ni avec l'Organisa-
tion des Nations Unies. Une Internationale qui
appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les
prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque ef-
fort donné à une institution gouvernementale est
un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme
ne peut s'édifier avec puissance que sur les tri-
ples fondations de l'indépendance, de la lutte de
classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-
mière Internationale : l'émancipation des travail-
leurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-
mêmes.

Un passé de probité intellectuelle et de courage personnel ne tient pas lieu d'intelligence politique. Je crois en la bonne foi d'Emmanuel Mounier et de la part des gens de son équipe. Il n'est que plus urgent de dénoncer leur position actuelle (1).

C'est mal servir la cause de l'individu dans la Cité (que Mounier pense être la sienne) que de condamner unilatéralement le danger fasciste gaulliste — ce qui est bien — sans dénoncer en même temps et avec netteté son frère ennemi le fascisme stalinien. Assimiler ce dernier (à l'instar des trotskystes et des « marxistes » de la *Revue Internationale*) à un mouvement socialiste authentique, bien que dégénéré, c'est, me semble-t-il, trahir la cause d'*Esprit*. Cette revue chrétienne « de gauche » nous avait habitué, avant cette guerre, à plus de lucidité, encore que son antimunichisme farouche soit la préfiguration de sa position actuelle. Emmanuel Mounier ne rappelle-t-il pas dans l'introduction à son enquête intitulée : « La pause des fascismes est terminée », qu'en 1938 il avait déjà démasqué « la trahison de Munich » ?

Certes on n'a pas à être fier d'avoir été munichoïse (ou antimunichoïse) ; les événements de 1938, où le mouvement proprement ouvrier n'avait plus sa place, ne sont que les amères conséquences du grand abandon de 1936 : les occupations d'usines en France et surtout la Révolution espagnole auront été la dernière chance, l'ultime avertissement du destin à la classe ouvrière. Nous n'avons pas su, ou pas pu, en profiter. Il ne restait qu'à payer et laisser passer la vague guerrière. **L'heure de la lutte des classes était momentanément dépassée**, ce qui explique les prises de position contradictoires des militants sincères : les uns dans l'inaction, d'autres dans la résistance, certains même avec la Charte du travail de Pétaïn !

Bien franchement et avec le recul nécessaire, un militant ouvrier avait-il à choisir obligatoirement entre les camps de concentration de Staline et ceux de Hitler, entre la barbarie fasciste et les bombes au phosphore et la civilisation atomique des démocraties anglo-saxonnes ? En tout cas n'est-il pas excusable celui qui a hésité au moment de Munich et n'a pas voulu que les classes ouvrières d'Europe fassent les frais d'un conflit proprement impérialiste et sans contenu socialiste, ni d'un côté ni de l'autre ?

Chacun a obéi, durant ces années sombres, à des impulsions personnelles, fonction de son tempérament et des hasards de la destinée. Il ne pouvait alors y avoir de vrai choix pour un socialiste.

Mais après cette mise au point du passé, qui a conditionné l'attitude actuelle de l'équipe d'*Esprit*, il me semble que la peur d'être aux côtés des bourgeois catholiques, d'une part, l'auréole qu'a gardé à ses yeux le communisme par son attitude héroïque dans la résistance, d'autre part, expliquent l'essentiel.

(1) *Esprit*, numéro spécial sur le nouveau fascisme, décembre 1947.

Son erreur, c'est de confondre actuellement communisme et mouvement ouvrier. Et l'on regrette qu'un esprit aussi libre et distingué qu'Elie Baussart (démocrate-chrétien) se sente petit garçon devant la mystification stalinienne alors qu'il sait dire de dures vérités à ses amis catholiques, témoin la citation qu'il fait du Dr Schumacher à propos de l'Union démocratique allemande :

« Il y a une aile cléricale et réactionnaire qui fait la politique et une aile cléricale et socialisante qui fait la réclame. »

Tout autant que cet auteur nous résistons à la tentation d'un anticommunisme stérile et pro-américain; nous n'en sommes que plus libres pour offrir au monde autre chose qu'un socialisme policier et c'est pourquoi jamais nous ne pourrions marcher (même par antigauillisme) avec les charlatans planistes totalitaires. Il faut crever leurs baudruches alors qu'il en est encore temps; et c'est, je l'avoue, infiniment plus difficile que de dénoncer les palinodies des princes de l'Eglise traditionnelle. Car **s'il existe une Eglise qui menace de triompher et de durer, c'est celle du Kremlin.**

Signalons au passage également l'article où P. Debray faisant la critique du paternalisme gaulliste tombe dans le panneau des « politiques » d'extrême gauche :

« Son programme social (celui de de Gaulle) nettement paternaliste et corporatiste est encore plus caractéristique. Sous prétexte de « dépolitiser » les syndicats, il préconise l'abolition de tout professionnalisme des syndicalistes, c'est-à-dire en fait de toute centrale syndicale, puisque, **sans permanents détachés de la profession d'origine, aucune organisation ouvrière centralisée n'est possible.** »

C'est moi qui souligne cette conception que nous avons toujours combattue du « permanent » indispensable. Sans pour cela tomber moi aussi dans un nouveau panneau, celui du gauillisme : il suffit de s'en référer à ce sujet à l'excellent article de Guilloré, dans la *R. P.* de janvier.

Un autre personnaliste, Joseph Rovin, étudie les responsabilités des sociaux-démocrates, dont nous ne contesterons certes pas le poids. Mais c'est au nom des crimes de Noske et Ebert contre Spartacus qu'il défend les crimes de Staline ! La réponse est trop aisée pour mériter un développement. C'est dans le même esprit qu'il justifie les grévistes de décembre dernier, quitte à lier les revendications ouvrières avec les palinodies et les volte-face successives de l'état-major stalinien.

« Nous n'accusons certes pas les communistes d'être aux ordres de Moscou », écrit Jean Lacroix. Alors que c'est justement de cela que nous les accusons, au nom de l'internationalisme et de la révolution socialiste.

Je demande simplement à Jean Lacroix de méditer quelques instants sur la condamnation prononcée par *La Pravda* contre un des hommes de main de l'U.R.S.S. les plus populaires, Georges Dimitrov. Boycoter un projet de Fédération balkanique, parce qu'elle pourrait acquérir trop d'autonomie, n'est-ce pas la preuve que

Moscou exige de ses hommes une inféodation totale et aveugle ?

L'heure n'est plus en 1947 à faire des coquetteries au prétendu communisme russe. Il ne suffit plus de critiquer dans le détail l'un quelconque des deux impérialismes aux prises : tâchons de les renvoyer dos à dos au diable, ce sera de la bonne besogne personnaliste !

Je lis également (dans l'article de Maurice Didier, dirigé principalement contre la Troisième Force politicienne) :

« C'est le centre qui, au moment où j'écris ces lignes, a pris la direction de la lutte anti-communiste. Il est certain qu'il ne pourra pas indéfiniment la conserver et que la voie dans laquelle il s'est engagé précipite l'arrivée au pouvoir de de Gaulle. »

Cette apparente vérité ne me convainc guère, et je vois au contraire dans ce centre pourri et d'esprit bourgeois, mais dirigé par des financiers avertis, une dernière tentative de barrage antigauilliste accompli par ce qui reste de plus raisonnable dans la bourgeoisie française. Si ce barrage cède, c'est de Gaulle demain, et sans doute la guerre, et Staline après-demain. Nos communistes le savent bien qui poussent aux grèves politiques et au sabotage de la production, avec la même touchante unanimité qui leur faisait dire hier (lorsque l'U.R.S.S. croyait avoir encore un pied en Occident) : **produire et pas de grèves !**

Emmanuel Mounier, dès l'introduction à ce numéro spécial, ne s'attaque en fait qu'au gaullisme. Il donne d'emblée l'impression à ses lecteurs qu'il y a d'un côté un fascisme rétrograde (et c'est exact) et de l'autre les « bons », les révolutionnaires dont les plus représentatifs, malgré leurs tares, sont les communistes. **Alore qu'il s'agit en fait d'une lutte à mort entre deux conceptions fascistes.** Et l'on ne sortira de cette situation qu'en clamant bien haut la vérité, en condamnant les uns et les autres au nom de notre conception syndicaliste, en préparant ainsi la renaissance d'un véritable mouvement ouvrier autonome, s'il est encore temps.

Dès le premier article de cette enquête, Paul Fraisse pressent tout le danger de sa fausse position :

« **Esprit** consacre un nouveau numéro au péril « fasciste ». Dès le sommaire nos lecteurs auront constaté qu'il est entièrement orienté contre le danger fasciste polarisé sur une réaction de droite. Serions-nous assez aveugles pour oublier qu'il peut aussi exister un fascisme de gauche ? N'y a-t-il pas deux fascismes que nous devons rejeter simultanément ? »

Après avoir ainsi fort bien défini le problème, Fraisse conclut à aller au plus pressé : face au danger immédiat (qui pour lui est gaulliste) il négige un danger infiniment plus fatal à la personne humaine et à l'avenir même de notre civilisation. On peut dire, sans grande exagération, que le triomphe du stalinisme, appuyé sur les masses, pour les mieux écraser, constituerait la tyrannie la plus exécrationnelle et la plus durable, car fondée sur une économie pharaonique et planifiée infiniment plus viable que le vieux capitalisme empêtré dans ses contradictions et ses crises périodiques.

Il est curieux de constater à quel degré d'opportunisme leur désir de choisir entre deux périls entraîne les personnalistes :

« Ne ferons-nous pas, dit Fraisse, pour autant le lit du communisme ? Quand le danger est là, à moins de s'évader dans l'intemporalité

du Yogui (ce qui ne peut être qu'une vocation, mais ne doit pas être une démission), on ne choisit pas ses alliés. Churchill et Staline ont-ils hésité à s'unir devant l'agression hitlérienne ? Mais ils nous ont montré l'un et l'autre que l'alliance ne signifie pas l'abandon des buts propres à chacun. »

Cette alliance avec le diable a de quoi tenter les plus machiavéliques de nos politiciens, encore que Fraisse pouvait corser le tableau en nous parlant de l'alliance Hitler-Molotov de 1939 !

« Et pour finir avec cet article opportuniste : « Tiendrions-nous ce langage en Roumanie ? Mais nous sommes en France, fin 1947, au seuil d'une année décisive pour notre liberté ! »

Voilà une fameuse position de repli pour un personnaliste, en cas de victoire stalinienne, comme en Roumanie.

C'est un avis semblable que nous donne Jean-Marie Domenach, dans l'article suivant :

« Une opposition purement politique est aujourd'hui impensable. Petkov et Maniu étaient des saboteurs ; les chefs communistes le seront peut-être demain en France... »

Une telle interprétation de l'histoire laisse rêveur. Les staliniens n'en demandent pas plus aux intellectuels de gauche : assimiler au sabotage la résistance au totalitarisme, c'est ce qu'on a bien vu à l'occasion des procès de Moscou.

Mais c'est surtout sous la plume de J.-W. Lapierra dans l'article intitulé : « Les chemins de la mystification » qu'on voit le berger personnaliste hurler avec les loups du Kremlin. Son analyse du R.P.F. rappelle en presque tous les points celle du nazisme et du mussolinisme par Daniel Guérin, dans **Fascisme et grand capital**. On ne peut que souscrire à cette critique du « néo-fascisme » qui s'appuie, le cas échéant, sur les cadres actuels du capitalisme, sur la police et sur l'armée. Mais c'est faire la partie trop belle aux gens du R.P.F. que de ne pas mettre dans le même sac qu'eux les staliniens.

Le corporatisme gaulliste paraîtra peut-être une idyllique conception humanitaire si le malheur veut qu'un jour triomphe en France le totalitarisme stalinien. La classe ouvrière connaîtra la même oppression (avec en plus la mauvaise conscience d'avoir favorisé directement l'arrivée au pouvoir des nouveaux maîtres) ; les classes moyennes seront bernées par Staline comme par de Gaulle. Mais si Staline triomphe, il y aura plus de sang versé pour rien, plus de gens dans les camps de concentration ; et surtout la tyrannie sera plus durable, car assise sur une infrastructure économique infiniment plus habile et mieux agencée que celle du génial général.

La guerre ne sera évitée ni dans un cas ni dans l'autre. Mais le triomphe des Russes s'accompagnerait plus sûrement d'un ravage quasi total du continent européen et de sa vieille civilisation.

Bien entendu nous pensons, comme J.-W. Lapierra, que l'antibolchévisme reste le grand cheval de bataille des fascistes de droite. Il est bien normal que les tenants du capitalisme privé luttent à mort contre leur concurrent étatique pour la conquête du monde.

Demandez donc aux émigrés de la Révolution française ce qu'ils pensaient de l'ogre de Corse ? Cela n'a pas rendu tous les anciens Jacobins bonapartistes.

Pour J.-W. Lapierra il semble ne faire aucun

doute que le stalinisme soit l'expression (certes outrée et dégénérée) de la dictature du prolétariat, alors qu'il ne s'agit là que d'une nouvelle forme d'oppression du prolétariat, d'autant plus virulente qu'elle est plus jeune, combative et militante.

En lisant ce numéro d'**Esprit**, on croirait revivre les propos de ces « sympathisants » communistes de 1936, qui acceptaient toujours une critique de détail sur le régime de l'U.R.S.S., bien assez bon pour des moujiks (et de quelconques roumano-bulgares), mais restaient « sympathisants » quand même, car ils étaient intimement persuadés que chez nous le communisme serait tout autre chose. Alors qu'en fait nous savons bien que si le stalinisme triomphait en France et en Occident nous tomberions de plus haut que les Russes, mais la chute n'en serait que plus vertecale.

Il n'est pas niable qu'un fascisme américain puisse naître demain, mais quand on voit J. Rovin assimiler les séances du « Comité d'enquête sur les activités non américaines » à un véritable fascisme en préparation, qu'il soit permis de dire : Que se passe-t-il d'autre en U.R.S.S. depuis près de 20 ans, et sur une échelle infiniment plus vaste dans le bourrage de crâne et la coercition ? Pourquoi omettez-vous d'en parler ? L'ignorez-vous ou votre personnelisme s'accommode-t-il de tels procédés en Russie, mais pas aux U.S.A. ? Au lieu de coller l'étiquette fasciste dans le dos de l'oncle Sam, parlons plus simplement de l'impérialisme américain.

La planification (avec ce qu'elle suppose en Russie de formes oppressives et de gabegie) apporte-t-elle un correctif suffisant et tel qu'on puisse crier : « Haro sur le baudet capitaliste ! » et passer sous silence les ruades de l'âne rouge ?

C'est ainsi par exemple que Marcel Ferney, muet sur le pacte germano-russe, s'étend avec complaisance sur le conflit grec et sur les liaisons des Alliés avec Mihailovitch (l'adversaire bourgeois de Tito) dont le double jeu ne fait certes aucun doute.

Si je comprends bien la pensée de l'équipe personaliste (avec peut-être plus de nuances en ce qui concerne François Goguel), elle est obnubilée par la mystique d'une unité ouvrière à tout prix et par une perpétuelle confusion entre ce qu'a été pour nous tous la Russie en 1917 et ce qu'elle est en 1947. Elle laisse à l'homme du Kremlin le soin d'instituer le planisme universel et totalitaire, en réservant son espoir d'humanisation du régime pour demain, « au delà du totalitarisme ». Avec de tels principes idéalistes, on peut fonder des espérances à longue portée sur n'importe quel régime oppressif, puisque, ici bas, rien n'est éternel. Mais c'est une piètre consolation pour les malheureux mortels que nous sommes.

J'ai souvent au cours des années qui viennent de s'écouler mis en doute le bien-fondé de notre position syndicaliste, que l'on peut définir : **Au-dessus de la mêlée politique, toujours en pleine mêlée sociale.** Ni avec la réaction capitaliste ni avec la réaction étatiste russe.

J'ai parfois cru que notre attitude de refus aux grandes idéologies du temps présent masquait une carence et que, dépassés par les événements, nous étions bons à être remis au musée de l'histoire. C'était une erreur de ma part et une enquête comme celle d'**Esprit** sur le fascisme indique assez clairement où mène une prise de position unilatérale en face des

éternels ennemis de l'homme : les puissances d'argent et la toute-puissance de l'État.

Notre position à nous, matérialistes, respecte plus les forces spirituelles du monde que celle de ces chrétiens les plus libres et les mieux intentionnés.

La naïveté de la position actuelle d'**Esprit** est redoutable. Elle fait de ces spiritualistes les fourriers du fascisme stalinien. Et si celui-ci devait triompher à l'occasion d'un conflit armé, on imagine trop bien l'attitude d'« opposition loyale » de l'équipe des amis d'Emmanuel Mounier à l'impérialisme des étatistes : elle servirait une fois de plus innocemment le stalinisme... jusqu'au jour où on la liquiderait (au moins dans ses meilleurs éléments).

J.-D. MARTINET.

Après le massacre de Sfax

Les travaux forcés la réclusion et la prison pour les militants

La R. P. d'août-septembre 1947 a publié sur le Massacre de Sfax un article dont nos lecteurs n'ont pas perdu le souvenir.

Le 5 août, vingt-six grévistes sont tombés, devant la gare de Sfax, sous les balles de soldats français.

Le procès des militants de l'U. G. T. T. s'est ouvert le 12 janvier 1948 devant le Tribunal criminel de Sfax, composé de trois magistrats et de six jurés tirés au sort.

Dès la première séance, M^e Duran-Angliciel, vieil avocat socialiste, obtint du Tribunal confirmation de ces deux précisions essentielles :

1^o La grève de l'U. G. T. T. n'avait aucun caractère politique ;

2^o Aucun des inculpés n'était poursuivi pour entrave à la liberté du travail.

Les militants syndicalistes de Sfax, poursuivis comme responsables du massacre, sont apparus au cours des débats, comme des hommes d'une haute conscience ouvrière. Ferhat Hached, secrétaire général de l'U. G. T. T., a pu rendre au secrétaire de l'Union locale, Habib Achour, un hommage que personne n'a discuté.

Il a été établi que la troupe avait tiré sans les sommations réglementaires, que le contrôleur civil voulant profiter de « l'effet de surprise » n'avait pas fait connaître aux représentants de l'U. G. T. T., ni même au remplaçant du caïd-gouverneur, l'ordre de réquisition du Sfax-Gafsa et l'utilisation éventuelle de la troupe.

La provocation était flagrante.

Mais il fallait frapper l'U. G. T. T. et terroriser ceux qui n'avaient pas compris après la fusillade du 5 août.

Voici le verdict qui se passe de commentaires :

Habib Achour, 5 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour.

Béchir ben Salah ben Naceur, 7 ans de réclusion, 10 ans d'interdiction de séjour.

Ali ben Mohamed ben Hadj Ahmed, 5 ans de réclusion, 10 ans d'interdiction de séjour.

Mohamed ben Hassen Baklouti, 3 ans de prison.

Mokhtar ben Mansour Chibouk dit Bardo, 5 ans de travaux forcés, 10 ans d'interdiction de séjour.

Khemais ben Ali ben Sliman, 5 ans de réclusion, 10 ans d'interdiction de séjour.

Amor ben Mohamed ben Boubaker, acquitté.

Ali ben Amor El Abidi, 4 mois de prison, 1.000 fr. d'amende.

Azaï ben Abouda ben Hamouda, 1 an de prison avec sursis.

La Fédération anarchiste et les syndicats

Dans son dernier congrès, tenu à Angers, les 9, 10 et 11 novembre, la Fédération anarchiste a procédé à l'examen de la situation présente et fixé ses perspectives et ses tâches. Voici les passages essentiels de la résolution votée, d'après le *Libertaire* du 30 novembre :

Dans la première moitié du XIX^e siècle, l'Etat s'est révélé comme « instrument » du capitalisme en particulier de la Haute Banque.

En est-il encore ainsi ?

Nous constatons que le capitalisme privé proprement dit et l'Etat simple gendarme ne sont plus que des survivances.

Il semble que l'Etat ne soit plus le serviteur du capitalisme mais déjà l'appareil d'autres classes ou castes.

Nous assistons à la naissance d'une forme nouvelle de société autoritaire.

Capitalisme et Etat semblent devoir se résoudre en une seule forme, et la suprématie à la fois politique et économique est recherchée par des formations que nous appellerons castes technobureaucratiques, tendant vers « l'ère des directeurs ».

Le phénomène se produit partout, mais avec des nuances.

Avec le P. C. F. au pouvoir, c'est l'écrasement de toute libération humaine, de toute renaissance ouvrière, et le travail forcé pour l'U. R. S. S. Dans le second cas, c'est l'entrée de la France dans le bloc occidental pour la guerre contre l'U. R. S. S. Le régime au début peut s'exercer avec une apparente démocratie mais, qu'il soit de type travailliste ou réactionnaire traditionnel, il évoluerait vers l'étatisme totalitaire et même le fascisme technobureaucratique. Blum, Reynaud ou Herriot en pourraient être les agents aussi bien que de Gaulle.

Un regain d'activité économique pourrait en résulter, c'est-à-dire une consolidation momentanée du capitalisme, avec, ensuite, surproduction et malthusianisme économique, donc crise... et marche vers la guerre mondiale.

Devant la montée des divers néo-fascismes, la F.A. fera porter sa propagande et son action en particulier contre l'Etat et contre les tendances technobureaucratiques. Elle soulignera donc le danger des nationalisations, fera la preuve de la duperie qu'elles représentent, dénoncera l'intégration des syndicats de la C. G. T. dans l'Etat et le danger des systèmes de protection illusoire, genre « Sécurité Sociale », qui poussent le peuple à remettre son sort dans les mains de ses dirigeants étatisés.

Parallèlement, elle fera naître dans la conscience populaire la méfiance envers le paternalisme d'Etat et la confiance dans les possibilités d'organisation autonome des producteurs et consommateurs.

La F. A. doit viser à la généralisation, à la simultanéité et à l'internationalisation des grèves et autres mouvements sociaux.

Elle doit agir pour détruire le caractère politique ou réformiste des mouvements actuels ; les conduire à la grève générale expropriatrice et gestionnaire de la production et des services publics ; inciter à la création de comités et syndicats de consommateurs et d'usagers, pour combattre les intermédiaires, le commerce accapareur et entraîner les consommateurs à la répartition des produits, à l'utilisation sociale des locaux et des services publics.

Le problème de l'internationalisation des luttes pose la nécessité de liaisons internationales.

Enfin, l'aspect culturel, moral, de la transformation à accomplir, est à garantir par le fédéralisme de toutes les structures.

La F. A. doit constamment défendre la liberté et la dignité de l'homme, pour lequel la société doit être transformée.

Si les anarchistes considèrent que les organismes (syndicats révolutionnaires par exemple), menant la lutte contre la société actuelle, peuvent préfigurer les organes de la société de demain, ils doivent considérer aussi que la constitution dans le cadre de la société actuelle d'îlots de société libertaire, comme

les coopératives et communautés de production et de consommation, ne peuvent avoir que la valeur d'exemples ou d'écoles de gestion.

En effet, de même que les grèves gestionnaires partielles, la création de ces organismes n'a en elle-même pas de lendemain. Les sociétés ainsi constituées ne se maintiennent qu'au prix de compromissions ou de soumissions devant le capitalisme et l'Etat, c'est-à-dire qu'elles dégèrent. Ou bien encore, elles sont brisées par les coalitions économiques (trusts) ou politiques (pouvoir d'Etat).

Toutefois, la dégénérescence est moins certaine, moins rapide dans les coopératives de consommation que dans les communautés de production. Elle n'est guère à craindre dans les organismes libres d'éducation, où les conditions économiques se posent, mais ne sont pas la raison d'être.

Le travail spécifique de la F. A. est de fortifier la conscience des hommes et leur volonté de lutte contre toutes les oppressions.

L'autre tâche de la F. A. est l'élaboration d'accords visant à l'accroissement de l'influence anarchiste dans les diverses organisations de lutte révolutionnaire.

Il ne peut s'agir d'imposer dans ces organisations des directives ou mots d'ordre, mais d'y proposer des idées et d'y généraliser des comportements libertaires.

Les membres de la F. A. ne doivent militer que dans des organisations dont les buts et les principes ne s'opposent pas à ceux de la F. A.

Ils militeront donc dans les syndicats révolutionnaires de la C. N. T. affiliés à l'A. I. T., mais pourront également — dans certains syndicats affiliés par pure forme ou par tradition à la C. G. T. — accomplir un travail syndicaliste révolutionnaire vers le ralliement à la C. N. T.

Ils militeront également dans les organisations révolutionnaires de consommateurs et usagers.

Ils militeront, enfin, dans les organisations dont le fédéralisme et l'esprit sont garants du travail de libération qu'on peut y mener. En particulier, dans le mouvement laïque des Auberges de Jeunesse et dans certaines maisons de Jeunes ou groupements d'éducation physique ou artistique et dans les universités populaires.

Les juges de Petkov

La revue *Esprit*, qui avait parlé du procès Petkov, a reçu d'un de ses amis établis dans les Balkans la lettre suivante, dans son numéro de décembre 1947 :

A. Rhimbaut se demande, dans un papier d'ailleurs sympathique, si tous les juges de Petkov étaient communistes. Combien cette question naïve nous paraît puérile ici, lorsque notre coupe-papier tranche dans le vif la revue !

Mais s'ils n'étaient pas communistes, c'était pire ! Dans les « démocraties réelles », si les juges ne sont pas communistes, ce sont d'anciens collaborateurs si compromis qu'ils auront toutes les complaisances : le juge de Mihailovitch jouait au billard avec de beaux officiers allemands pendant l'occupation, celui de Mgr Stepinats avait prêté serment à Pavelitch, celui de Rezman s'était compromis avec les Italiens...

Ne triomphez pas : en France même, au procès de Pétain... Souvenez-vous !

Petkov est mort, parce qu'il était Petkov, c'est-à-dire le seul obstacle de quelque efficacité à la dictature communiste en Bulgarie.

Une seule question à poser : A-t-il commis un crime en estimant qu'il avait le droit de rechercher l'appui des Anglo-Saxons ? Les communistes bulgares en commettent-ils un en recherchant, acceptant et provoquant l'intervention de l'U. R. S. S. en Bulgarie ? Cette conception manichéenne du monde est-elle valable : d'un côté le Bien (l'U. R. S. S.) de l'autre le Mal (U. S. A.) ?

Le Carnet du Sauvage

— Ne donnez-vous pas trop d'importance à la scission confédérale et à la formation de la nouvelle centrale syndicale ? On dirait que vous ne pensez qu'à cela. Vos derniers Carnets ne parlent pas d'autre chose. Il y a pourtant, dans ce pays et par le monde, d'autres événements, et de plus importants.

— Sans doute il y a d'autres événements. Mais en voyez-vous beaucoup qui n'aient pas des liens extrêmement étroits avec l'action de nos syndicats, donc avec la scission confédérale ?

Bien sûr, il y a ce mois-ci l'assassinat de Gandhi par un fanatique nationaliste hindou. Un meurtre qui grandit encore la victoire. Gandhi avait terminé la tâche de sa vie ; il était au bout de sa route. Il avait incarné une lutte, celle du peuple hindou pour sa libération de la domination anglaise. Il touchait à la victoire. Mais les autres luttes, surtout celle des travailleurs contre le capitalisme, étaient restées pour lui un autre monde, un monde fermé.

Sa réponse aux questions que je lui avais fait poser par Romain Rolland en 1932, et que je viens seulement de lire dans les extraits du « Journal » de Rolland publiés dans « le Figaro littéraire » du 7 février, est là pour le confirmer. Il ne comprenait pas nos problèmes du travail et de la révolution. Les plus grands eux-mêmes ne peuvent tout embrasser. Nous sommes excusables, les hommes de format courant, de laisser accaparer notre pensée par un seul événement. Surtout quand cet événement a des racines qui vont loin et dans plusieurs sens, des racines plus internationales peut-être que nationales. Il est vrai qu'aujourd'hui tout est internationalisé.

Ce qui me surprend le plus, c'est le peu d'importance qu'attachent trop de nos camarades, sans parler des militants de syndicats, sans parler de la grande masse des syndiqués, à la désagrégation présente de la C. G. T. On dirait qu'ils n'en perçoivent que les aspects secondaires. Ils se refusent à en voir les causes profondes et les résultats certains. Ne comprendraient-ils pas la situation où nous sommes, le temps qui nous entraîne, les dangers qui nous menacent ?

Grabuge ou ouragan ?

Frachon continue à faire l'agneau stalinien. Il est tout à fait dans son rôle. Et ça prend admirablement. C'est curieux comme les gens d'aujourd'hui oublient ce qu'ils ont vu hier et vont les yeux fermés et la cervelle endormie vers ce qui les attend demain.

Notre secrétaire général de la C. G. T. stalinienne a publié une grande étude sur les grèves de novembre-décembre dans la revue « Servir la France » de janvier ; drôle de titre, doublement cocasse, pour une revue syndicalo-stalinienne. Tartufe n'aurait pas trouvé mieux.

D'après cette longue étude, il faut être le dernier des sots, le plus fieffé des hypocrites, ou bien un filou dévoué corps et âme à l'impérialisme yankee, pour chercher des causes mystérieuses à cette vague de grèves.

Dommage que Frachon dise tout cela après que Molotov — Molotov en personne — ait fait à Bevin et à M. Bidault les déclarations que Bevin a rapportées à la Chambre des Communes le 22 janvier.

D'après « le Populaire » du 23, Molotov a menacé la Grande-Bretagne et la France de « grabuge » si nos deux pays s'engageaient sur la voie du plan de reconstruction européenne.

D'après « le Monde » du 24, Bevin aurait déclaré : « A Paris, M. Molotov nous a averti que si nous continuions avec la France à poursuivre la réalisation du

plan Marshall nous irions au-devant de l'ouragan. J'ai répondu que la Grande-Bretagne était habituée aux menaces et qu'elle y ferait face. »

Ainsi « le Populaire » parle de grabuge tandis que « le Monde » parle d'ouragan. Lequel des deux journaux rend exactement la pensée de Molotov ? Ne nous cassons pas la tête. Admettons ce qui paraît vraisemblable : cela commencera par du grabuge et cela ira jusqu'à l'ouragan.

Nous avons eu déjà plusieurs scènes de grabuge très savamment orchestrées et allant crescendo. La première remonte déjà assez loin. Au congrès confédéral d'avril-1946, Frachon avait tenu ferme sur le blocage des salaires. Au début de juin, brusque revendication générale des salaires de 25 p. 100. Entre temps, fin mai, il y avait eu la signature à Washington par Léon Blum d'un accord financier franco-américain. La dernière scène de grabuge est formée par les grèves de novembre-décembre. Le « Libertaire » avait trouvé le mot juste en parlant de grèves Molotov. Cette scène suivait de peu la grande opération, sur les péniches de sucre dirigées vers l'Allemagne avec les exploits de Verdun et de Nancy.

De quoi sera faite la prochaine ?

Car il ne faut pas douter qu'il y en aura une prochaine. Et même une toute prochaine. Le ton monte dans la presse stalinienne. Frachon quittera bientôt sa pelisse d'agneau ; il réentonnera ses chants de guerre.

Quel sera le terrain d'opérations ? Il n'y a, dans le malaise général, que l'embaras du choix. Il semble cependant qu'on prépare particulièrement les usines nationalisées, celles d'aviation en particulier.

Dans son étude de « Servir la France » — encore une fois quel titre à se payer la tête des gens ! — Frachon déclare que les nationalisations sont à reconquérir.

Si l'on veut vraiment les reconquérir, la première chose qui s'impose, c'est d'abord d'en dresser le bilan, de montrer comment elles ont été faites et mal faites, comment elles ont été mal gérées, pourquoi et par qui ? Pénible mais utile confession ! Si c'est pour introduire dans la ruche un nouvel essaim affamé, merci bien.

En ces temps de commémoration du centenaire de 1848, on ne peut s'empêcher de penser aux ateliers nationaux et aux journées de Juin. Les usines nationalisées, qui n'ont pourtant pas grand-chose de commun avec les fameux ateliers nationaux, sont-elles vouées au même sort et délibérément entraînées vers des journées de juin 1948 ? Les hommes qui ont si bien obéi déjà aux ordres de Molotov, et si expertement organisé le grabuge, en utilisant les revendications ouvrières et la puissance confédérale, n'hésiteront pas, on peut en être sûr, à déchaîner l'ouragan quand l'ordre leur en sera donné.

Et soyez tranquilles, l'opération faite, ils sauront aussi bien que M. de Falloux prendre leur air le plus benoît et demander comment de pareilles journées ont pu se produire.

Pourquoi minimiser les causes de la scission ?

Des diverses déclarations que Jouhaux a faites ces temps derniers, notamment dans son interview de « l'Intransigeant » du 14 janvier, il se dégage comme un effort de minimiser les causes de la scission.

Quand le rédacteur de l'« Intransigeant » lui demande s'il ratifie le jugement porté par M. Robert

Schuman sur les soubresauts sociaux de novembre-décembre qualifiés de grève insurrectionnelle, Jouhoux esquive la question. On comprend qu'il n'ait pas voulu foire chorus avec Schuman. Mais il lui étoit facile de séparer son point de vue de celui du chef du gouvernement. Après avoir dit que Schuman avait parlé en homme politique qui envisage les événements sous un certain angle, il auroit pu porter, lui, en militant syndical.

Or qu'o-t-il dit ? « S'il y a eu exploitation politique des grèves, il ne faut pas oublier qu'elle n'aurait pu avoir lieu sans le mécontentement général. Pour maintenir l'ordre social, il faut d'abord donner aux travailleurs des conditions de vie plus décentes. » Jouhoux ne doute évidemment pas qu'il y ait eu exploitation politique des grèves. Mais il n'est pas loin de l'admettre du fait du mécontentement général. Comme le mécontentement n'est pas près de finir, comme les conditions de vie plus décentes sont encore éloignées, les stalinien n'ont pas besoin de se gêner. Ils peuvent continuer leur exploitation politique des grèves. Il y a vingt-cinq ans, contre les communistes d' alors et contre Lénine, à la seule ombre d'une exploitation politique des grèves dans un but révolutionnaire, Jouhoux employait un langage autrement vif. Aujourd'hui devant la politisation des grèves dans l'intérêt de la politique impérialiste de l'Etat russe, il y met des formes. Il est poli avec Staline. Ça, c'est autre chose qu'un Lénine ou qu'un Trotsky.

Jouhoux ne se représente pas exactement ce que sont les stalinien. Il s'obuse sur leurs méthodes et sur leurs conceptions. Dans la même interview il parle du danger fasciste que représente de Gaulle. En bon quoronteuhaiter il voit facilement la réaction qui vient de droite, hobbillée en général. Mais, il est incapable de voir que débouche sur la gauche un fascisme aussi dangereux. Il ne se fait sans doute pas à l'idée que le fascisme peut aussi bien être incarné par Tharez et Frachon que par de Gaulle.

De là qu'il ne comprenne pas le sens exact des grèves de novembre-décembre ; qu'il se laisse abuser par la sotte stratégie de nos stalinien ; qu'il ne mesure pas tout le danger représenté par une C.G.T. complètement aux mains des hommes à tout faire de Staline et de Molotov.

Ne comprenant pas, il est tout naturellement amené à minimiser les causes de la scission.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la lutte soit menée mollement et que la construction de la C. G. T. nouvelle se poursuive sans beaucoup d'élan ou de passion.

Une C.G.T. seulement réformiste ?

Force Ouvrière a publié déjà plusieurs manifestes. Je ne sois pas s'ils ont été attirants pour beaucoup de syndiqués. Ils ont en tout cas défrisé pas mal de militants. Pourquoi mettre l'enseigne réformiste avec tant de hâte ? Pour marquer que la maison est à une tendance et que les arrivants ne puissent dire demain qu'ils l'avaient ignoré.

Les intérêts de la classe ouvrière, dit-on, sont liés à ceux de la Nation tout entière. Entend-on par là que les intérêts de la classe ouvrière sont liés aux intérêts des autres classes qui forment la Nation ? Il n'y paraît guère dans la pratique journalière.

Lo C. G. T. F. O. donne son adhésion au plan Monnet, garantie de l'indépendance nationale et condition de la prospérité du pays. La vieille maison lui avait, je sais bien, déjà donné mieux que son adhésion. Elle avait des Arrachard dans toutes les commissions du plan. S'il n'y a pas moyen de ne pas y aller la nouvelle C.G.T. n'aurait peut-être pas mal fait de réétudier la question, afin de donner un mandat précis à ses représentants.

Si j'en crois ce qu'a dit récemment Bothereau, le syndicalisme a tendu tous ses efforts pour avoir son

mot à dire dans la gestion des affaires du pays. Comme cette gestion n'est pas trop fumeuse, il n'y a peut-être pas matière à s'en enorgueillir. On a partagé avec les diverses équipes gouvernementales une responsabilité qui n'est pas tellement légère. Il aurait peut-être mieux voulu s'occuper d'avantage des affaires de la classe ouvrière. La création du Conseil économique de la nation a été un véritable succès, dirait-il ; de même que la mise sur pied des Comités d'entreprise.

J'avoue ne pas m'être aperçu du succès remporté par le Conseil économique. Par contre, je puis dire à Bothereau que les Comités d'entreprise que j'ai eus sous les yeux m'ont rappelé une mise en garde que de vieux militants des métoux m'avaient faite il y a trente ans, au moment du mouvement pour les Comités d'usine. « Les Comités d'usine auront tous les défauts des syndicats de maison. » Souvent, en effet, le résultat le plus frappant des Comités d'entreprise c'est de foire occéder leurs secrétaires successifs à des postes de contremaître ou de chef de service. Résultat moins que brillant aux yeux des ouvriers de l'entreprise. Evidemment les Comités d'entreprise pourroient foire autre chose. Malheureusement ils ne le font pas. Ils ne le feront que dans la mesure où le mouvement syndical lui-même se sera retrempe dans l'esprit lutte de classes. Alors seulement il sera capable d'animer les Comités d'entreprise.

On s'étonne que l'élan vers F. O. soit retombé ; il n'y auroit plus rué vers la rue Modemoiselle. C'est ossez naturel. Qu'o-t-on donné à ceux qui se sont présentés ? Une grande espérance ? Non pas. Une tâche à remplir ? Pas même. On n'a donné à remplir qu'une fiche. Attendez, camarades. Ceux qui se présentaient n'étaient pas de simples cotisants. C'étaient des hommes qui vouloient se donner à un grand mouvement et se battre contre tout ce qui menace la classe ouvrière. C'étoient, les uns des militants en herbe, les autres des militants chevronnés. Il falloit utiliser leur dévouement. J'ai peur qu'on ne l'ait pas fait. Ainsi risque de persister et même de s'aggraver un malaise entre les dirigeants et les militants de la base.

Rien n'est perdu ; une maison comme celle-là ne se dresse pas en un jour. Ceux qui sont déjà venus reviendront. A une condition cependant, c'est que la maison soit attirante, qu'elle ne soit pas la chose exclusive de la vieille tendance réformiste, qu'elle veuille être de plus en plus la maison habitable pour toutes les tendances. Elle a peut-être moins de conditions à poser à son entrée que de garanties à donner. Qu'on y réfléchisse bien.

Le referendum du Livre

Les résultats du referendum du Livre sont maintenant connus. Par 28.000 voix contre 18.000 les syndiqués du Livre ont décidé de rester à la C. G. T. Cela ne manquera pas de causer quelque surprise.

A quoi tient ce résultat ? A des raisons particulières au Livre ; à d'autres qui sont plus générales, celles mêmes que j'évoquais il y a un instant et qui viennent en somme d'être mises à l'épreuve. Quand en haut on réduit les causes de la scission à un désaccord assez peu important, il ne faut pas s'étonner que les syndiqués en bas ne comprennent plus. Quand la maison n'est pas rayonnante comment veut-on que les gens soient attirés ? Disons aussi que souvent dans les grandes circonstances les gens habiles sont extrêmement maladroits.

J'aurai été seul dans le Livre, je crois, à préconiser, moi qui n'appartiens, fichtre pas, à cette tendance, le ralliement à Force Ouvrière. Et je ne l'ai fait d'ailleurs qu'à l'atelier où je travaille et dans notre revue qui ne compte pas tellement de lecteurs dans le Livre. La plupart de mes camarades du syn-

dicat des correcteurs étaient résolument pour l'autonomie. Ceux qui appartenaient à la tendance F. O. sont restés silencieux. On attendait que parle Brisset, d'Orléans, l'ami et le successeur de Bothereau à l'Union départementale du Loiret. Il n'a pas donné signe de vie. Au moins publiquement. Pourtant le rôle important qu'il avait tenu au dernier congrès fédéral assurait qu'il serait écouté. Aucun des socialistes, assez nombreux dans le Livre, n'a élevé la voix non plus. Conséquence : l'autonomie, qui était une position centriste, a manqué d'une aile faisant contrepoids à l'aile stalinienne particulièrement active.

Il faut dire que pour beaucoup le succès de l'autonomie était assuré d'avance. La province l'imposait. On se basait sur le rapport des forces au dernier congrès fédéral à Soint-Etienne. Une importante majorité du Comité fédéral s'étoit prononcée pour l'autonomie, malgré le secrétaire Ehni, dans une déclaration publiée par « l'Imprimerie française ».

Au referendum, les fédérés du Livre n'ont pas suivi la majorité de leur Comité fédéral. C'est la preuve qu'il y a quelque chose de changé dans le Livre. Lionchon n'est plus là. Déjà, le Comité fédéral avait montré sa faiblesse. Jomois autrefois un Comité fédéral du Livre n'aurait accepté que son secrétaire cumulât deux fonctions : celle de secrétaire fédéral et celle de directeur de l'imprimerie de la C. G. T.

D'un côté action vive et sérieuse des partisans de la C. G. T. On pense bien qu'Ehni n'est pas resté inactif. Quant aux stalinien, ils en ont mis un bon coup. L'on a même pu constater que dans beaucoup d'ateliers, particulièrement dans le Labeur, les postes de délégués avaient été pris par eux. Quand les autres tendances n'ont plus de militants dévoués il est tout normal que les fonctions soient cueillies par ceux qui ont le plus d'activité.

Il ne faut pas oublier non plus que l'ancien syndicat des imprimeurs, devenu le syndicat général du Livre, a toujours été situé à gauche des typos. C'est lui qui avait été avec Dudilleux et Bourquart, à la base de l'ancienne Fédération unitaire du Livre. Il croit maintenir sa tradition. En réalité il ne s'aperçoit pas qu'il lui tourne le dos. Certaines de ses sections, comme les rotativistes, étaient pour l'autonomie. Ceux-ci ne paraissent pas avoir fait ouprès des sections voisines l'effort de propagande dont ils ont été si souvent capables. Sans doute croyaient-ils la partie gagnée. C'est par les stalinien qu'elle a été gagnée.

Si cela donne à réfléchir aux camarades du Livre la leçon, si dure qu'elle soit, ne sera pas perdue. Le Livre reste à la C. G. T. Une bonne partie de ses éléments sera ainsi obligée de mener la lutte à l'intérieur. Voilà des années que les révolutionnaires du Livre étaient restés dispersés, sans organe et sans organisation. Eux aussi, depuis le cercle typographique d'Allemane, le Comité de vigilance de Normand, de Sergent, de Villeval, puis le C. S. R. de Godonnèche, ils ont une tradition. Ils vont devoir la réveiller.

Quelques mots à Jayat

Jayat m'a adressé une assez longue lettre. Il me reproche d'avoir bien changé. La R. P. ourait sambré dans l'anticommunisme le plus vulgaire. Où est le temps où elle faisait campagne pour l'unité syndicale ? où elle se réjouissait de sa réalisation et regardait la fin de la scission comme une victoire révolutionnaire ? Nous aurions versé, nous aussi, quoi qu'en dise la Ligue syndicaliste, dans l'ornière de la collaboration bourgeoise.

Et enfin, Jayat, particulièrement touché sur ce point, a cru rêver en lisant qu'aucun militant resté syndicaliste n'aurait dû accepter de présider et de siéger à cette commission d'épuration syndicale qu'il a présidée.

J'ai connu un Jayat qui avait plus de perspicacité.

Je n'oublie pas le coup de main qu'il nous a donné pour l'aide aux réfugiés allemands hérétiques et la publication de leur bulletin. Il voyait plus large que la plupart de nos fonctionnaires syndicaux.

Aujourd'hui où les soi-disant communistes déshonorent le communisme, en rivalisant de chauvinisme avec les pires chauvins, en flattant tour à tour, suivant les besoins, toutes les couches de la petite et de la grande bourgeoisie, paysans, commerçants, petits et grands patrons, en se faisant les champions du fascisme rouge, c'est ce moment que choisit Jayat pour leur tendre la main. Qu'il fasse encore un pas et leur donne son adhésion. Il est peut-être nécessaire d'avoir passé dans leurs rangs pour les bien connaître.

Nous avons été d'acharnés partisans de l'unité syndicale et nous le sommes restés. Ce n'est pas nous qui avons dit : C. G. T. unique, C. G. T. de trahison. Nous pensons qu'une C. G. T. unique de libération est possible, mais ce que nous savons par expérience c'est qu'elle ne le sera pas sous l'égide des soi-disant communistes. Là où ils sont les maîtres, il n'y a plus de liberté pour aucune des autres tendances, sauf pour celles qui acceptent d'être leur instrument. C'est en vertu de cela que la Ligue syndicaliste avait dit dans sa déclaration que l'unité syndicale impliquait une maison habitable pour tous les syndiqués. La maison a été rendue inhabitable. La scission, ce sont les stalinien qui l'ont rendue fatale. Quels que soient les inconvénients et les dangers qu'elle présente, le danger est infiniment plus grand d'une C.G.T. unique acceptant, sous le couvert des revendications ouvrières, de faire la besogne de grabuge commandée par l'impérialisme russe, en attendant de tenter d'instaurer chez nous un régime totalitaire, véritable fascisme rouge. Si Jayat ne s'en rend pas compte et y prête la main, tant pis pour lui.

Nous verserions dans l'ornière du syndicolisme de collaboration bourgeoise. Où a-t-il vu ça ? Nous accepterions de vivre dans la même C. G. T. que Jouhaux. Et hier donc ? Nous ne sommes pas de ceux qui font alliance avec la partie du patronat français qui tremble devant la concurrence de l'industrie américaine. Pas plus que nous n'oublions que l'Amérique est la terre du capitalisme. Nous faisons la distinction qui s'impose entre les ouvriers américains et leurs organisations syndicales, et le patronat et le gouvernement américain. Jayat ne fera pas mal d'en faire autant.

S'il est un fait éclatant de collaboration bourgeoise, de collaboration gouvernementale, c'est bien cette commission d'épuration syndicale, fondée par le gouvernement d'Alger, que Jayat a accepté de présider. Même dans ce cas, surtout dans ce cas, nous ne devons pas permettre au gouvernement de mettre le nez dans nos querelles entre courants ouvriers. Je l'ai dit, à l'occasion de la mort d'Antoine Richard, je le répète : « Les syndicats n'avaient pas alors à prêter la main au gouvernement dans sa comédie d'épuration. Les différends qui avaient divisé les militants, c'était à l'intérieur du mouvement ouvrier qu'ils devaient être débattus et tranchés. »

P. MONATTE.

Il y a eu des révolutionnaires plus méchants que ceux de 1848, mais je ne pense pas qu'il y en ait jamais eu de plus sots.

TOCQUEVILLE

Un tour d'horizon Notre vieil ami A. Lapraz, militant savoyard

chevronné du syndicalisme et de la Libre-Pensée, nous a adressé une lettre qui a le mérite de poser franchement et librement les questions les plus brûlantes :

C'est à vous tous ensemble que j'adresse mon fraternel salut de fin d'année avec toutes mes félicitations pour la rédaction de la R. P.

Chaque fois que je reçois la revue, je décide en moi-même de vous écrire, car chaque numéro apporte de quoi alimenter longuement les réflexions des militants, mais comme je ne le fais pas immédiatement, je suis vite repris par la multiplicité du travail quotidien qui absorbe tous les « loisirs » d'une retraite laborieuse.

Au lendemain de la libération, le peuple était tellement pris par l'esprit grégaire — au fond simple réflexe instinctif de défense contre l'occupant et ses collaborateurs — que je craignais ne plus revoir jamais ces multiples revues ou journaux d'hérétiques révolutionnaires qui sont le levain de l'esprit et qui — quoiqu'ils en aient — contraignent parfois les partis à réviser leurs positions. C'est cet esprit grégaire qui sévit toujours et fait que la R. P. n'a pas encore retrouvé son audience d'avant guerre. Il sévit dans le syndicalisme comme ailleurs. La paresse intellectuelle, le manque de curiosité, l'accoutumance aux slogans sont devenus la marque de beaucoup trop d'hommes et de femmes. On veut échapper à l'esprit totalitaire et on est gangrené par cet esprit. On passe sans s'en apercevoir d'un totalitarisme à l'autre. C'est là un des traits du mouvement gaulliste qui n'a pas assez été observé. En adhérant à ce rassemblement aux contours incertains, beaucoup ont cru, par là, échapper à la discipline rigide des partis. Il y aurait peut-être beaucoup à dire sur ce côté sociologique du néo-bonapartisme. C'est là peut-être son point faible. C'est par là qu'il se dissociera, je crois, assez rapidement.

La secousse des dernières grèves a été plus profonde que beaucoup ne le pensent. Elle a fait plus que lézarder la C. G. T., plus que la scinder, il est à craindre qu'elle n'en ait éparpillé les morceaux. Combien aurons-nous de C. G. T. bientôt ? — quatre ou cinq ? Et combien de dégoûtés, de rebelles dorénavant à l'organisation ? Le rassemblement de tous les éléments non staliniens sera pénible et long. Il faut compter sur les événements pour l'opérer, plus que sur la volonté des militants. Ce qui est à craindre plus que l'aventure gaulliste — à mon avis — c'est une offensive réactionnaire, ancien style, sur le plan social, offensive qui serait étayée par les paysans. La véritable révolution de ces dernières années, dans la misère générale, a été la montée constante de la paysannerie dont le niveau de vie s'est accru considérablement par rapport à l'avant-guerre (tout au moins par ce que je vois en Haute-Savoie). Les communistes sentent le danger et, indépendamment de leur volonté de créer des perturbations partout où cela est possible, il faut voir dans ce danger une des raisons de leur nouvelle attitude vis-à-vis des paysans.

La situation syndicale n'est pas comparable à celle de 1926, au moment de la formation de la C.G.T.U. Celle-ci comprenait tous les éléments syndicaux révolutionnaires. La C. G. T. stalinienne sera isolée, à plus ou moins bref délai, jusqu'au nouveau tournant

de la politique russe. Seront traités tous ceux qui ne s'installent pas dans la scission, comme sont traités actuellement tous ceux qui n'acceptent ni la tutelle ni la férule staliniennes. C'est une situation que nous avons connue au temps du « Mouvement des 22 ». L'ennemi n° 1 est actuellement aux yeux des staliniens le parti socialiste. Dans une récente séance de l'Assemblée nationale Jacques Duclos a accusé les socialistes d'être responsables de la scission et s'adressant à eux, à deux reprises, il a menacé : « Vous nous le paierez ! » et encore « Vous ne le porterez pas en paradis ! » Assertions fausses, car, pour une fois, la scission est venue de la pression de la base. Cette animosité haineuse se transmet à la base. J'en sais quelque chose. J'appartiens à la S. F. I. O. J'y suis assez hérétique, même beaucoup. Mais dans une petite ville, il faut militer quelque part. Détail amusant, un communiste me reprochait dernièrement d'être « toujours syndiqué » quoique étant à la retraite et non plus « au travail ». Et les dirigeants syndicaux, qui ont quitté le boulot depuis des années ! Ceci pour donner une idée des prétextes qu'ils peuvent invoquer.

La meilleure analyse de la situation est celle faite par V. Serge, dont nous déplorons la perte, dans la R. P. de novembre. Une autre analyse excellente a été tentée au Conseil de la République par Barré lors de la discussion orageuse sur la « défense de la République ». Encore que je crois erronée son interprétation de la tentative de grève insurrectionnelle par les communistes. Ceux-ci ne connaissent pas le mythe sorélien de la grève générale.

J'ai lu le bouquin de Kravchenko. C'est hallucinant. J'ai tenté de le faire lire à des amis qui, pourtant, ne sont pas communistes. Ils m'ont répondu : « Mais l'auteur est un triste individu, un salopard... » Ce sont, parait-il, les journaux suisses, en particulier, « la Tribune de Genève » qui ont répandu cette opinion. Ce serait celle également de certains milieux non communistes de Paris. Qu'y a-t-il de vrai dans cette affirmation ? J'ai remarqué que Serge ne le cite pas dans son étude, alors qu'il recommande la lecture de l'ouvrage de Dallin et Nicolaesky « Le travail forcé en Russie », non traduit en français. Il est difficile de croire que Serge n'ait pas connu « J'ai choisi la liberté ».

Ce qui est terrible, c'est qu'on ne peut plus parler de la Russie de façon objective. Le P. C. est devenu pire qu'une Eglise, une Congrégation. Et je suis persuadé que les congréganistes sont plus libres, dans certaines de leurs opinions, politiques, littéraires ou artistiques, que ne le sont les communistes.

Je ne crois pas à la troisième force, tout au moins telle qu'elle est conçue dans les milieux politiques socialistes ou M. R. P. La troisième force ne pourrait être conçue qu'à la base, dans le peuple, parmi les centaines de milliers d'inorganisés, dégoûtés du communisme et répugnant à l'aventure. Mais, voilà, ils sont inorganisés !

Il ne faut pas oublier que derrière le M. R. P. il y a l'Eglise. Celle-ci joue actuellement un jeu subtil dont la laïcité de l'école pourrait bien faire les frais. On n'en parle plus guère de la laïcité, alors qu'elle est grignotée chaque jour. Les écoles libres se multiplient, riches et modernes, en face de la misère de nos établissements publics. Dans la décadence des vieilles croyances poussiéreuses de la théologie, on assiste parallèlement à un regain de la puissance politique du clergé. Autre paradoxe apparent.

Et voilà quelques réflexions en vrac, au fil de la plume. Il ne reste, au milieu de tout ce désarroi — conséquence de la guerre, reflet du désarroi économique — qu'à conserver son esprit critique et à espérer quand même, malgré tout, en des temps meilleurs.

Force ouvrière ou faiblesse autonome

Mon titre voudrait être autre chose qu'un simple jeu de mots ; autre chose qu'une confrontation d'étiquettes. La véritable force ouvrière n'existe ni d'un côté ni de l'autre. Il s'agit de la reconstituer. Il s'agit d'orienter le syndicalisme universitaire, pour qu'il participe à cette tâche, avec le maximum d'efficacité. On peut hésiter, on peut discuter. Encore faut-il s'en tenir aux faits, et ne pas appliquer mécaniquement un raisonnement inspiré par une doctrine d'autant plus pure qu'elle est plus abstraite.

Première déformation... « doctrinale » : L'unité syndicale était réalisée dans la C. G. T. ? Nous ne revenons pas sur la démonstration que nous avons tentée dans la R. P. (N° 5-6 d'août-septembre). Nous considérons l'unité syndicale comme une des conditions essentielles de l'action ouvrière et révolutionnaire. Mais une C. G. T. — grouperait-elle l'unanimité de la classe ouvrière — ne réalise pas l'unité syndicale, lorsque ses adhérents ne sont pas animés par une volonté d'action syndicale, lorsqu'elle n'est plus que l'annexe d'un parti ou une institution d'Etat.

Deuxième déformation... doctrinale, encore plus grave actuellement : la scission de 1947 est de même nature que celles de 1921 et de 1939. Elle a été voulue et consommée... au sommet de l'appareil confédéral. A peine, consent-on à partager les responsabilités entre les réformistes de Force Ouvrière et les stalinien.

Allons-y du syllogisme... méthode de raisonnement qui simplifie les choses et facilite le choix. Proposition majeure : la scission est le résultat du heurt de deux bureaucraties. Proposition mineure : nous sommes contre les deux bureaucraties. Conclusion : n'allons ni d'un côté ni de l'autre et demeurons autonomes. On ne dira jamais assez le mal que l'esprit logicien a fait au mouvement ouvrier.

Que les scissions de 1921 et de 1939 soient des opérations d'états-majors, nous en convenons bien volontiers ! Mais justement c'est un mouvement inverse qui vient de se produire. C'est la base qui a imposé — contre l'opinion formelle de Jouhaux — la séparation brutale avec les communistes. Ce sont les militants de base qui se sont opposés « aux grèves sous la matraque », qui n'ont plus voulu jouer le rôle de « Sénégalais de Staline », selon l'heureuse formule du regretté Gilbert Serret. Jouhaux et Frachon discutaient encore dans les bureaux de la rue Lafayette, lorsque des bandes étrangères au pays et à la corporation assommaient des militants du sous-sol, dans la Loire, ou en promenaient un tout nu, dans les rues de sa ville. Je voudrais soumettre à Bouët et à Valière quelques-unes des lettres que nous avons reçues. L'émotion qui y transparait ne relève pas d'une stratégie d'état-major.

Au reste la cassure de décembre est plus une fin qu'un commencement. Certains n'ont pas attendu la décision de Force Ouvrière pour quitter la C.G.T. Dira-t-on que les anarchistes de la C.N.T., les militants du comité de coordination des syndicats autonomes, Mourguès et Mathé des postiers, Violet du métro, Lafond et Mehudin des cheminots, sont des bureaucrates, des politiciens, des agents du parti socialiste, du gouvernement, de Washington ?... Cela participerait de la bouffonnerie !

Laissons ces idées générales... et tentons de voir clair dans la situation de l'Enseignement. D'abord, chez les instituteurs... car c'est là le point décisif. Il y a là un problème de tendances, il y a aussi un problème humain qui n'est pas négligeable.

Les tendances et... les hommes

Le syndicat des Instituteurs se divise schématiquement en trois tendances : la majorité groupée autour d'Aigueperse et de Bonissel (qui dans la C. G. T. s'apparentait au groupe de Force Ouvrière, sans se confondre avec celui-ci), la tendance stalinienne et la tendance « Ecole Emancipée ». La représentation proportionnelle appliquée pour les élections au bureau donne 12 sièges à la majorité, 5 aux stalinien, 3 à l'Ecole Emancipée, pour des moyennes de 761 voix, 329 et 188, ce qui correspond approximativement à la répartition des mandats dans les congrès.

Ce qui ne correspond certainement pas à la classification des syndiqués... car une minorité impose facilement ses textes et ses candidats à une fin d'assemblée générale où ne demeurent que les fidèles (on se réunit au chef-lieu où les communications avec toutes les communes du département ne sont pas souvent régulières et faciles).

Et les instituteurs entendent choisir leurs hommes et briser les cadres rigides de la R. P. Entre le premier et le dernier de la liste, on note des différences de 462 voix pour la première liste, 472 pour la deuxième, 513 pour la troisième. Je disais, avant la guerre, que la R. P. en cristallisant les tendances, présentait de sérieux dangers et que sans cette mécanisation du scrutin, les bons éléments de l'opposition entreraient au bureau — non appelés d'en haut, comme le prétendait notre ami Jacquet — mais poussés d'en bas. L'expérience confirme ma thèse. Valière de l'Ecole Emancipée, comme les stalinien Labrunie, Delanoue, Justaffé et Merville remportent d'indiscutables succès personnels. C'était à prévoir, pour ces derniers. On leur a confié des postes de choix, de ceux qui donneraient du relief à la personnalité la plus mince. Aussi bien leur déclaration de candidature tenait-elle du palmarès. Il n'y manquait que les photos des vedettes !

Les stalinien de stricte obédience ont certainement voté pour toute la liste. Ils se sont comptés sur le dernier qui n'a obtenu que 155 mandats, soit le neuvième des mandats exprimés. Cela ne représente certainement pas un syndiqué sur 20.

Il ne faudrait pas croire surtout que la majorité du S. N. soit une masse passive, qu'on entraîne facilement et qui subit le prestige des leaders. Si elle échappe à la discipline impérative des tendances, c'est souvent par souci d'indépendance, par crainte de l'aventure, par attachement au métier et à l'organisation. Ce ne sont pas là des réactions méprisables. Avant la guerre, elle était représentée par un bureau d'où les débats longs et profonds n'étaient pas exclus et qui avait l'ambition d'être un « moteur » et non un frein. J'appartenais à l'équipe et je ne serais pas gêné pour en reconnaître les insuffisances. Mais, en chaque circonstance, exceptionnelle, nous osions prendre parti, collectivement et individuellement. A lire l'Ecole libératrice de janvier, on s'étonne de la timidité de l'équipe actuelle. On se défend contre les accusations de « scissionnisme », on publie des extraits de « Force Ouvrière », un historique — d'ailleurs discutable — de la scission de 1921... on laisse une large place aux officiers et sous-officiers de l'armée stalinienne... (jusqu'ici, pas de papiers de l'Ecole émancipée...) Si les militants de la majorité du bureau ont arrêté une position commune... qu'ils le disent nettement. Et s'ils ne

son pas d'accord, qu'ils le disent aussi nettement (1).

D'aucuns, dont Vidalenche (*Ecole Emancipée* du 1-2-47) se félicitent de cette prudente expectative. J'avoue ne pas comprendre cette conception particulière de la démocratie syndicale, qui laisse aux seules tendances organisées le droit de s'affirmer. On veut absolument assimiler la majorité au « marais » de la Convention, capable de proscrire successivement les Girondins, les Indulgents, les Enragés et les Robespierriistes. Et c'est là peut-être le véritable drame du syndicat national. Car personne n'exprime plus la pensée de ces syndicalistes indépendants qui furent les meilleurs ouvriers du syndicalisme universitaire.

C'est que les cadres du syndicat se sont renouvelés avec une rapidité sans égale dans les autres organisations. Des fondateurs du syndicat — dont les plus anciens étaient de la génération de Jouhaux — il ne reste personne. Roussel a pris sa retraite, *il y a seize ans*, la même année que Glay (mort en 1936), Marthe Pichorel, *il y a quatorze ans*. En quittant leur école (ils n'ont jamais été permanents, ni l'un ni l'autre), ils ont renoncé à toute participation aux délibérations syndicales. Discretion respectable... Peut-être excessive. Exemple qui a imposé une règle suivie par tous leurs cadets. Retraités aussi : Dumas, Boulanger, Levasseur, Vivès, Jacquemard, Senèze, Cornec... Lapièrre et Rollo sont morts en déportation. Pour complaire aux bolchevisateurs, on a écarté ceux qui avaient quelque expérience des méthodes « bolchevisantes ». Ecarté des hommes... ce n'est pas grave... si l'on reste fidèle au passé qu'ils représentaient... au pacifisme, à l'indépendance à l'égard de l'Etat, des gouvernements et des partis... Je voudrais me garder, en exprimant ces regrets, de tout ce qui pourrait apparaître comme des ressentiments d'ordre personnel. Les anciens se souviennent encore de ces congrès confédéraux de 1931, de 1933, de 1935, de 1936, de 1938, où le Syndicat national exprimait sa pensée commune, par la voix de Vivès et de Delmas. Je suis convaincu que cette pensée commune — solide et claire — est conçue à la base. Qu'elle s'exprime par la voix d'Aigueperse ou de Bonissel... peu importe. Mais qu'on l'entende !

C'est sans doute le choix des instituteurs qui déterminera celui de la Fédération de l'Education nationale, dont le secrétaire général s'est formé dans le primaire. Dix années de collaboration fraternelle n'ont permis de connaître et d'apprécier Lavergne, qui n'était pas de ces réformistes « honteux » dont les compromissions sont toujours précédées d'un coup de chapeau aux principes. Il était de ceux qui ne promettent pas d'aller très loin, mais qui vont aussi loin qu'ils ont promis... quels que soient les obstacles et les dangers — capables de mener sérieusement des négociations, d'organiser sérieusement des institutions, de diriger sérieusement des grèves et des manifestations de rue. Que son attachement à l'unité de la Fédération qu'il a reconstituée l'ait obligé

(1) Ces hésitations de la majorité du bureau à prendre nettement parti ont pesé sur le Conseil national de Noël. Sans doute est-il prévu un congrès en mars pour fixer la position du syndicat. Nous espérons qu'il sera précédé d'un referendum organisé dans la clarté. Mais le Conseil national a été saisi d'une motion stalinienne demandant le respect des statuts, ce qui peut impliquer le versement des cotisations à la C. G. T. Et on a enregistré, pour le vote de cette motion, ces résultats ahurissants :

Pour 373 mandats, contre 232. 240 abstentions, 196 absents et 309 pour le refus de voter — c'est-à-dire qu'officiellement la motion serait votée par 373 mandats sur 1350 !

Nous avons fait allusion à l'*Ecole Libératrice* de janvier. Celle de février a publié un article de Bouët. Mais je ne vois pas encore exactement ce que veut la majorité du bureau. S'incliner devant les résultats du referendum n'implique pas de ne pas prendre parti, avant.

à des sacrifices d'ordre moral assez pénibles... on ne peut en conclure qu'en lui, le fonctionnaire ait tué le militant, « l'administrateur ait tué l'apôtre ».

Impossible d'éviter la rupture avec les staliniens. Mais possibilité de maintenir une Fédération puissante, en adhérant à la C. G. T. Force Ouvrière, vers laquelle ses convictions personnelles le conduisent. Il suffirait de prouver qu'on n'y va pas pour se reposer des bagarres provoquées par la surenchère politique... mais au contraire pour inclure dans un syndicalisme ouvrier, libéré de la tutelle des partis, un syndicalisme universitaire libéré des contraintes de la Raison d'Etat. Ce qui veut dire qu'il faudra encore « bagarrer »... et ferme, à l'extérieur et peut-être à l'intérieur. Ce qui n'aurait pas gêné le Lavergne que j'ai connu. Ce qui ne doit pas le gêner aujourd'hui !

L'autonomie : position facile

Tournons-nous maintenant vers nos amis de l'*Ecole Emancipée*. Nous ne sommes pas aussi loin d'eux qu'ils le pensent. Leur groupe a l'avantage de ne pas être « monolithique », de rassembler les hérétiques irréductibles. Et c'est très bien. Lorsque toutes les convictions s'estompent et se liquéfient, dans les brumes de la Libération, ils ont eu le mérite d'avoir été les premiers à revivifier les plus saines traditions du syndicalisme. S'ils n'avaient pas été là, on se demande ce qui serait resté, dans la C. G. T. politisée, de ce que nous avons aimé et servi. Cela vaut bien qu'on excuse leurs erreurs de tactique.

J'avoue cependant ne pas comprendre leur position actuelle.

La scission est un fait. On peut fort bien en rechercher les responsabilités. On peut établir une sorte de « protocole », fondement de l'unité syndicale. Préoccupations du même ordre que celles des gens qualifiés qui enquêtent sur les causes de l'incendie de Pentrepôt de Charenton, prévoient des mesures de sécurité pour l'avenir... mais qui ne réussiront pas à relever les bâtiments et à reconstituer les stocks.

Il paraît qu'adhérer à la C. G. T. F. O., c'est choisir entre deux tendances également condamnables. Il faudrait donc abdiquer ses idées propres, avant d'entrer. Si c'était vrai, nous resterions à la porte. C'est un terrain que l'on choisit... non un pavillon. Un terrain où il ne sera certainement pas plus difficile de demeurer soi-même, que dans le camp où l'on ne se déplaçait qu'entre les rangs du service d'ordre et les faisceaux des projecteurs. On ne veut pas faire plaisir à Jouhaux, en rentrant à la C.G.T.-F. O. ? Je ne vois pas bien Jouhaux, à la fenêtre de la rue Mademoiselle, guettant avec impatience le cortège de ces instituteurs syndicalistes qui ne furent pas toujours très aimables avec lui. Il les accueillera correctement, sans plus. Et d'autres, derrière lui, — qui n'ont pas sa maîtrise — dissimuleront mal la crispation de leur visage. Si vous vous attendez, amis de l'*Ecole Emancipée*, à partager le veau gras... vous vous préparez une belle crampe d'estomac !

C. G. T. F. O. = C.G. T. socialiste.

Monatte a déjà répondu. Accordons à nos amis que les socialistes ont joué leur rôle, dans la casure. Compare-t-on cependant l'influence socialiste — si elle existe — à la subordination communiste ? Lorsque vous voulez dans vos syndicats, critiquer un ministre socialiste, vous êtes sûrs d'être soutenus par des militants socialistes... inspirés quelquefois par un autre ministre socialiste.

Garder le contact avec tous les ouvriers ? C'est bien sûr, essentiel. Seulement vous ne pouvez pas être dans les deux centrales. Que vous soyez à la

C. G. T., à la C. G. T. F. O. ou dans l'autonomie, entre vous et les ouvriers communistes s'interposera toujours l'écran de l'appareil. C'est hors de l'organisation où il est encadré et surveillé que vous avez le plus de chance de toucher l'ouvrier communiste. C'est au contraire au sein des unions locales et régionales de la C. G. T. F. O. que vous rencontrerez des militants ouvriers qui ne demanderont qu'à vous entendre, surtout si vous les aidez efficacement dans leur besogne quotidienne.

Libre à vous de penser que vous réussirez mieux en demeurant autonomes. Libre à vous de rêver que votre impartialité vous vaudra la considération de tous, que des deux côtés on sollicitera votre avis, et qu'en fin de compte, des millions d'ouvriers abandonneront leurs bâtiments confédéraux pour se regrouper autour de votre tente. En 1931, les militants de la Fédération autonome des Fonctionnaires avaient rêvé aussi de former le centre d'une troisième C.G.T. élevée sur les ruines de la C. G. T. U. et de la C. G. T. réformiste. Celles-ci ont fusionné, en 1935, et les militants autonomes ont pris place, fort modestement, dans la centrale unifiée.

Il n'en a pas été de même en 1927. Lorsque la majorité de la Fédération des Fonctionnaires (autonome depuis la scission de 1921) a rejoint la C.G.T. réformiste. Ce fut un événement... On délibéra, on se congratula... au sommet. On chanta même une timide « Internationale » ! A la base, ce fut absolument sans effet. Les militants confédérés du rang ne pardonnèrent jamais aux fonctionnaires d'avoir attendu, dans un splendide isolement, que la C. G. T. soit consolidée, pour la rejoindre.

Une minorité révolutionnaire — et, il n'est pas établi a priori qu'elle sera minorité — dans la C.G.T. F. O. peut jouer un rôle efficace. Inutile d'insister sur le sort qui l'attend dans la C. G. T. stalinisée.

Je veux être honnête. Je ne nie pas les avantages corporatifs de l'isolement dans l'autonomie d'une puissante Fédération de l'Éducation nationale.

Dans les conseils du gouvernement et aux sommets de la hiérarchie universitaire, on sera moins gêné pour favoriser des égoïsmes particuliers et... « étirer les échelles ». L'autonomisme, qui apparaît comme une position d'indépendance révolutionnaire à des militants de bonne foi, épargne à ceux qui se croient l'élite le contact avec les blouses dans les couloirs des Bourses du Travail. Nous avons connu cela au temps de la Fédération autonome des Fonctionnaires. Boursicot et Piquemal tenaient des propos d'une solide orthodoxie révolutionnaire. Et ils étaient certainement sincères. Mais ce n'étaient pas leurs ambitions sociales qui leur maintenaient la confiance des agents des Indirectes. L'autonomie assurait le maximum d'aisance à leurs démarches corporatives.

Et sur cette voie, il est difficile de s'arrêter. Déjà, on m'annonce la reconstitution du S3 c'est-à-dire du syndicat national autonome et neutre de l'Enseignement secondaire. Il est fortement question d'un syndicat autonome des Instituteurs de la Seine. Dans tous les domaines, nous redescendons la pente que nous avons eu tant de peine à gravir.

Sur le plan corporatif, l'autonomisme n'est pas toujours « limitable ». La solidarité des catégories, la solidarité de tous les salariés s'imposent tôt ou tard comme des réalités permanentes. Mais elles créent des devoirs immédiats, pour des résultats à échéance plus ou moins longue. Dans le désarroi actuel, il semble plus rentable de renforcer ses privilèges particuliers. N'oubliez pas que la Fédération de l'Enseignement ne s'est pas constituée avant d'adhérer à la C. G. T. C'est l'autorité de celle-ci qui a permis de fédérer des syndicats nationaux, déjà confédérés par des voies différentes. Si vous supprimez le lien confédéral, vous ne maintiendrez pas aussi facilement que vous le pensez le lien fédéral. Et même dans le vieux syndicat des Instituteurs, plus attaché qu'on ne le croit à ses traditions, en suppri-

mant toute solidarité organique avec au moins une fraction de la classe ouvrière, n'est-ce pas l'héritage des rédacteurs du Manifeste des Instituteurs syndicalistes et de ceux du Manifeste de Chambéry que vous allez disperser ? Ne verra-t-on pas renaître les vieilles luttes entre Parisiens et provinciaux, directeurs et adjoints, se consolider les associations particulières ? Vous serez là, pour l'empêcher. Mais vous ne serez pas seuls.

Et j'ai peur d'autre chose. J'ai peur que vous n'ayez la nostalgie du groupement de militants, dans lequel les discussions idéologiques se développent sans être gênées par les nécessités de l'organisation de masse. Je ne vous confonds pas avec ces « révolutionnaires en chambre », que leur verbe dispense de l'action. Je sais que la vie de certains d'entre vous est riche de sacrifices. Mais il reste en eux, quelque chose de ce « pessimisme » qui caractérisait, selon Romain Rolland, les premiers syndicalistes. Convaincre par la fermeté de l'attitude ! Seulement, les premiers syndicalistes se groupaient en « minorités agissantes » pour l'action et non sur une doctrine.

Car là encore, — là, surtout — on peut diviser à l'infini. On vient de créer un syndicat de l'Enseignement adhérent à la C.N.T. Ceux qui l'animent sont des gens sérieux et convaincus. Et la tendance libertaire a sa place dans le syndicalisme universitaire, une place importante même, dans le domaine de l'éducation. Encore faut-il que ceux qui le représentent demeurent là où leur influence peut produire un effet certain.

Celui qui écoute et se tait !

Le syndicalisme universitaire doit choisir. J'ai parlé ici aux militants, aux représentants qualifiés des tentatives principales. Mais je pense surtout à l'adhérent de base, à celui qui par sa seule présence dans la C. G. T. marquait l'originalité profonde de notre mouvement : le maître d'école de village. Plus que dans les villes où l'on n'échappe pas facilement aux remous des luttes sociales... c'est dans nos classes rurales que l'autonomie marquera une rupture grave. Il n'est pas vrai que l'unité corporative suffira. Il n'est pas vrai que des motions de congrès — si syndicalistes, si révolutionnaires qu'elles soient — auront le même pouvoir que le simple fait de porter sur soi une carte confédérale, d'être souvent le seul représentant de la C.N.T., dans le village. J'en ai eu la notion précise et concrète, en 1934, dans une petite commune de Loir-et-Cher dont les notables — petits-fils de républicains de 1848 — enrichis par une terre fertile, avaient condamné l'instituteur — un éducateur et un militant — coupable d'avoir participé (le seul dans le pays) à la grève générale du 12 février 1934. J'ai réalisé ce jour-là ce que représentait, dans l'esprit de ces instituteurs ruraux, la lente évolution de la vieille démocratie ou syndicalisme ouvrier.

Lente évolution ? C'est que là, on a le temps de penser, hors de l'entraînement des assemblées fiévreuses. Le soir, alors que les bruits humains auront cessé, l'on méditera la réponse au referendum. Sur un tas de copies d'élèves et de préparations de leçons, s'étaleront peut-être des journaux et des revues, où quelques coups de crayon bleu marqueront les passages significatifs. Mais c'est en lui-même que le maître d'école trouvera la meilleure réponse. Il ne balancera pas, s'il faut choisir entre la position la plus facile et la tâche la plus utile. Lui, qui demeure alors que passent les politiques, lui qui dans son entêtement paysan ne s'est résigné ni à la fatalité de la guerre ni à la victoire du totalitarisme, il rejoindra les mineurs, les postiers, les cheminots, les métallurgistes, qui bousculant les prudences bureaucratiques, se sont révoltés contre la dictature de la matraque !

Roger HAGNAUER.

La nouvelle Centrale syndicale

Nombre de camarades ont été surpris de constater l'ardeur avec laquelle de vieux militants comme Monatte avaient déclaré, sans hésitation, qu'il fallait rejoindre la nouvelle Centrale syndicale.

Une telle déclaration avait d'autant plus d'importance que l'on connaît depuis l'annonce de la scission plusieurs hésitations, reculs, et finalement soumissions.

Mon but, dans ce modeste papier, sera de montrer que Monatte a raison et pourquoi il a raison.

Pour plusieurs militants l'annonce de la scission a été une surprise.

Lors de la première conférence de « Force Ouvrière », le 12 novembre, c'est une majorité de l'ordre de 90 % qui estimait pouvoir mener le bon combat, à l'intérieur de la C. G. T.

Le 18 décembre, la proportion était inversée et bien peu de militants soutinrent la thèse du redressement au sein de la C. G. T.

Cette cassure à la base se caractérise à mon avis :

1° par toute absence de préméditation de la part des militants confédéraux ;

2° par la réserve et même l'hostilité de Jouhaux à toute séparation ;

3° par la volonté tenace de trois corporations (mineurs, postiers, cheminots) de ne plus rien avoir de commun avec la C. G. T. colonisée. Faut-il souligner que les plus combattifs furent les mineurs — non pas honoraires, comme l'ex-président Duguet ou le « fils du peuple » — mais de véritables travailleurs ayant quitté le puits la veille de la conférence ?

On l'a dit et redit ; il convient de le répéter : les secrétaires démissionnaires s'ils n'avaient pas suivi les directives de la conférence n'auraient pratiquement représenté qu'eux-mêmes, et chaque jour la C. G.-T. se serait vidée de ses effectifs, las d'être à la remorque du parti stalinien.

La rupture consommée, quelles sont nos craintes, mais surtout quels sont nos espoirs ?

Les problèmes à résoudre présentent divers aspects :

Pratiques tout d'abord. — On ne monte pas une nouvelle Centrale par un coup de baguette magique alors que tout manque : locaux, argent, personnel, matériel.

Personnels ensuite. — Bien des camarades hésitent, sont sensibles aux épithètes de diviseurs et scissionnistes ; d'autres manquent de courage et ne « s'en sentent pas » pour aller en découdre dans les différentes réunions ou assemblées.

Faut-il rappeler en outre que ce sont toujours les mêmes qui se font tuer et que les militants ne sont pas en nombre suffisant ?

Politiques aussi. — Si le Français resté un animal essentiellement religieux et politique il n'empêche que sur le plan syndical il reconnaît qu'il n'a rien à gagner à introduire les querelles de boutiques dans l'organisation professionnelle.

Un très grand nombre d'ouvriers refusent leur confiance à la C. G. T. S'ils ne la donnent pas encore à la nouvelle Centrale c'est qu'ils craignent de la voir au service d'un autre parti ; la peur d'être « coyonnés » les range dans le camp des « attentistes » ou des autonomistes.

Géographiques. — Il est facile de constater que les départements où la grève a pris un caractère particulièrement âpre sont ceux où la nouvelle Centrale est en plein développement.

Par contre, les salariés des départements à l'abri des derniers soubresauts ne sentent pas autant la nécessité du choix à eux imposé.

Corporatifs. — Les mêmes considérations se retrouvent sur le plan strictement professionnel.

Si chez les postiers et les cheminots la vie était depuis longtemps impossible, elle apparaissait seulement difficile dans l'Enseignement.

Sentimentaux enfin. — On ne joue pas impunément avec la mystique de l'unité ; et bien des syndicalistes sont sensibles à l'unité organique, dont ils n'aperçoivent pas la confusion qu'elle a pu engendrer.

Tout ceci pour affirmer que sur les différents plans : de l'organisation, de l'indépendance, de la région, de la profession ou des réactions sentimentales, tout le monde ne marche pas du même pas, il s'en faut !

Est-ce à dire qu'il convenait d'attendre benoîtement la décantation ?

Au contraire « l'engagement » de certains militants, la prise de position courageuse — mais démocratique — de certaines organisations nous permettent de fonder de grands espoirs sur la nouvelle Centrale.

Car il me paraît évident que se tromperaient lourdement ceux qui s'imagineraient que débarrassés des « emmerdeurs » on pourra faire sa C. G. T. bien à soi.

Il faut savoir au contraire que cette espèce de libération qu'a été pour le mouvement syndical l'annonce de la courageuse rupture a soulevé de légitimes et fervents enthousiasmes.

Si la nouvelle C. G. T. comprend des travailleurs moins évolués et venant chez nous par dégoût des méthodes stalinienne, par contre nombreux seront les militants, qui non moins dégoûtés des farces politiques, donneront toute leur énergie à un syndicalisme rénové.

Dans ce mouvement qui s'organise, je crois pouvoir dire que la majorité des militants regardent avec méfiance le parti socialiste ; instinctivement on craint qu'il ne veuille recommencer, à son profit, l'opération du parti frère.

Faut-il préciser que cela ne nous fait guère peur ? Il n'en a ni les moyens ni l'esprit ; il manque d'hommes disciplinés — et n'en a même peut-être pas l'intention se contentant de voir une partie importante de la classe ouvrière hors de l'emprise varsoviennne.

Nombre de jeunes militants d'après la libération ont cru à l'action des partis dans le cadre gouvernemental ; bien des yeux se sont ouverts et ce ne sont pas les palinodies des parlementaires qui sont susceptibles d'attirer de neuves énergies.

Réduits au rôle de spectateurs dans les « assemblées d'information » où les ténors viennent lire, au milieu d'une attention soutenue, d'importants rapports, riches d'enseignements, ils comprennent autrement leur rôle de syndicalistes.

Aussi sont-ils heureux de n'avoir plus à ingurgiter pendant des heures entières les laïus reprenant invariablement les thèmes de l'Humanité, établis dans les officines du parti.

Et c'est avec un sympathique élan qu'ils viennent à cette nouvelle maison, que nous avons entièrement à rebâtir, certains de pouvoir être des hommes... et non des robots.

Ceux qui pensent que « Force Ouvrière » risque d'être gouvernementale auront vite la preuve du contraire. Si nous sommes assez forts, et solidement organisés, c'est plutôt le gouvernement qui suivra « Force Ouvrière », car il ne pourra pas tenir devant un mouvement nettement déterminé faisant la démonstration éclatante de son indépendance et du caractère sérieux de ses revendications.

Réussirons-nous ?

Adversaires, sceptiques, désabusés font ressortir les faiblesses, les difficultés, les impossibilités. Cer-

tains prétendent que les cadres sont trop vieux, fatigués, usés.

D'autres estiment que le manque de moyens aboutira à des compromissions, et montent en épingle l'affaire des 30 millions.

Quelques-uns voient une Centrale bureaucratique, centralisatrice, et formée en majorité de fonctionnaires.

Il nous appartient d'éviter les dangers signalés. S'il y a toujours le cas Jouhaux — fort discuté et discutable — le maintien à la trésorerie confédérale de militants comme Neumeyer est un gage de sécurité ; ce qui n'empêche pas que toutes les opérations financières doivent être faites — et surtout celle des subventions — avec le maximum de franchise et de publicité.

En bref, nous avons à refaire un syndicalisme vivant, correspondant au tempérament de la classe ouvrière de notre pays.

Il ne sera pas un syndicalisme d'Etat ou de parti comme en Russie ; il ne sera non plus un syndicalisme centralisateur, uniquement revendicatif et pratiquement installé dans le capitalisme comme en Amérique.

Les militants de Force Ouvrière partent avec confiance car ils savent qu'ils vont se trouver entre camarades ayant une même conception et un même respect de l'homme, malgré les divergences entre réformistes et révolutionnaires.

Et il est réconfortant qu'ils trouvent sur leur route les encouragements d'un Monatte qui pourtant aurait bien des raisons personnelles de rester sceptique et désabusé.

Roger LAPEYRE

L'opinion d'un syndicaliste

Pour les élections au Conseil syndical des Instituteurs de la Seine, trois listes de tendances se présentaient. Mais un « ancien », Henri Blutte, qui fut un des premiers organisateurs du syndicalisme de masse dans la Seine n'a pas voulu « s'engager » sur une liste. Sa déclaration de candidature symbolique (*Ecole du Grand Paris*, de janvier 1948) contient des notations assez originales :

L'an dernier, l'idée de la grève a subi des fluctuations comme le mercure dans le baromètre, selon les températures politiques. Un parti au gouvernement retient le gréviste sur la pente pendant qu'un autre, son rival, qui est aussi au pouvoir, tente de l'y glisser. Le premier, quittant le gouvernement, pousse à son tour à la grève, tandis que le second, resté dans le gouvernement, s'y oppose.

Le malheur est que cette tragi-comédie ait eu ses répercussions sur notre vie syndicale, que l'attitude de militants, par ailleurs excellents, ait été influencée par les oscillations du jeu byzantin où se complait notre petite bourgeoisie politique.

Et voici des extraits du programme « très schématique » de Blutte :

— Abandon des manœuvres, des insultes, des troubles d'assemblées qui jettent sur nous le plus grand discrédit.

— Restauration d'une morale syndicale qui s'appuie, pour tout militant, sur le « refus de parvenir », le dévouement, la primauté de la culture professionnelle.

— Retour à d'irremplaçables valeurs : respect de la pensée d'autrui, droit d'opinion, camaraderie fraternelle des catégories comme des générations.

— Crainte vigilante de s'enliser dans une bureaucratie syndicale, qui finirait par se transformer en une administration supplétive plus lourde que l'autre.

— Pour un syndicalisme traditionnel fédéraliste avec larges et fréquentes consultations à la base.

— Contre un centralisme excessif en exigeant une refonte de tous les statuts syndicaux, fédéraux et confédéraux et en améliorant un suffrage électoral à de trop nombreux degrés isolant complètement de la base les états-majors syndicaux.

Même Varga

Varga est, à Moscou, un des rares survivants des premiers congrès de l'Internationale communiste. Les Tito et consorts sont de fabrication plus récente et exclusivement stalinienne. D'un naturel prudent, Varga s'était tôt installé dans un secteur tranquille : celui de la statistique, et il s'y enfonça d'autant plus profondément que la situation politique devenait plus dangereuse. Sa tâche consistait, avant tout, à fournir sur commande des statistiques destinées à meubler d'ennuyeux rapports et à pronostiquer des crises dans l'économie des régimes capitalistes où il ne courait aucun risque de se tromper talistes où il ne courait d'autre risque que de se tromper sur les dates. Dès la fin de la guerre, répondant aux impatients désirs d'en haut, il annonça que dans l'année à venir l'économie des Etats-Unis allait être bouleversée par une dépression profonde, dépassant en gravité celle de 1929-1933 parce qu'il était impossible d'imaginer que la reconversion des industries de guerre pourrait s'opérer sans de terribles remous.

Mais cette année critique a passé, puis une autre, la troisième s'achèvera bientôt, et les symptômes de la crise ne se manifestent toujours pas. Bien au contraire, production et revenu national ne cessent d'augmenter ; ce chiffre de soixante millions d'emplois que même des Américains considéraient utopique a été atteint. Sans doute on ne risque rien à prédire que ce développement et cette prospérité économiques ne dureront pas toujours, mais enfin il faut bien constater qu'à la fin de la troisième année de l'après-guerre, l'Amérique est encore incapable de satisfaire aux demandes de son marché intérieur.

Comment n'en pas tenir compte ? Surtout quand on a quand même une réputation d'économiste à défendre. Pour faire oublier son fâcheux pronostic, Varga écrivit donc un livre où il étudie d'une manière moins sommaire les « changements dans l'économie capitaliste comme conséquence de la seconde guerre mondiale ». Selon lui, un des résultats de la guerre est une intervention croissante de l'Etat dans l'économie des régimes capitalistes ; son pronostic, plus réservé, accorde une décennie auxdits régimes avant qu'ils soient secoués par une crise décisive.

Sa constatation est d'évidence, et son pronostic plausible. Mais ce sont des choses qu'il ne faut pas dire. Une attaque contre Varga a été déclenchée dans le numéro de septembre de la revue du parti communiste russe « le Bolchéviek », et elle vient d'être reprise dans la « Pravda », par l'expert de la maison : Varga est dénoncé pour « avoir violé la doctrine marxiste-léniniste », et son cas s'aggrave du fait que ses vues dangereusement erronées étaient parfois exprimées dans la littérature soviétique, mais fort heureusement, ajoute-t-on, « la science économique soviétique ne manque pas d'hommes capables d'accomplir les tâches à eux confiées par le parti et par le gouvernement ».

Comme toujours il y a, derrière ce jeu de massacre, une raison politique dominante. La situation de la Russie est sensiblement différente de ce qu'en disent les staliniens. Ses dirigeants, qui n'ignorent rien de ses difficultés intérieures et extérieures, sont suspendus à l'éclatement d'une crise aux Etats-Unis qui obligerait ce pays à se replier sur lui-même et à se cantonner dans ses propres affaires. Celui qui n'annonce pas cette crise pour demain est un individu dangereux qu'il faut dénoncer et, au moins, réduire au silence. — A. R.

Détense de parler d'indépendance

Notre ami Ahmed Ben Milad, Tunisien musulman, passe en correctionnelle à Tunis, ce 24 février.

Son crime ? Avoir réclamé publiquement, dans un article de journal, l'application à son pays du principe fondamental de la Charte de l'Atlantique et de celle des Nations Unies : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il avait osé écrire que le temps était fini des petites combines et des roueries à l'aide desquelles l'Etat français maintient sa domination sur l'Afrique du Nord, et que, très franchement, très nettement, le gouvernement français devait entrer en pourparlers avec les représentants de la population de ses « protectorats », Tunisie et Maroc, pour fixer les conditions de leur indépendance. Lèse-majesté ! Ben Milad est poursuivi, en vertu d'un décret tunisien que nous connaissons bien, pour « attaques contre les droits et les pouvoirs de la République française en Tunisie ».

Si nous n'étions pas fixés sur le degré invraisemblable d'incohérence auquel est parvenue dans tous les domaines la politique de ce qui nous sert de gouvernement, et cela plus particulièrement encore dans le domaine de la politique coloniale, nous pourrions nous étonner qu'on poursuive en Tunisie cela même qui est prôné au Maroc par le résident général de France lui-même. « Le protectorat n'est pas éternel », déclarait solennellement le général Juin, le 23 janvier dernier. Et Ben Milad est poursuivi pour avoir demandé qu'en ce qui concerne son pays cette promesse ne soit pas elle-même éternelle ! Les revendications des nationalistes marocains, déclarait également le même général, sont « légitimes et compréhensibles ». Et Ben Milad n'a pas d'autres revendications à formuler pour son pays que celles que formulent les nationalistes marocains pour le leur. Au Maroc c'est la plus haute autorité française qui parle : c'est par fait ; en Tunisie on exprime la même chose, mais on n'est pas résident général, on n'est qu'un musulman : attaque contre les droits de la France !

Mais le plus extraordinaire, ou, tout au moins, ce qui paraîtrait le plus extraordinaire à qui ne jugerait que par les étiquettes, c'est que si le résident qui fait part de sentiments si libéraux est un général, sans doute réactionnaire, le résident qui fait poursuivre les mêmes sentiments est un... socialiste. Mieux qu'un socialiste : un syndicaliste. Un ancien membre de cette Fédération autonome des fonctionnaires qui avait donné, un moment, tant d'espoir. Tel est, en effet, le cas de M. Mons, l'actuel résident général de Tunisie.

Or, Ahmed Ben Milad n'est pas qu'un militant de sa cause nationale, il est autant et je dirais même davantage, un militant socialiste, non comme ceux qui déshonorent ce mot, mais dans toute la haute acception du terme. Il ne sépare pas l'émancipation sociale de l'émancipation nationale, qui, aux colonies, nul n'ose que chercher à prétendre les impérialistes camouflés, sont inséparables l'une de l'autre. La première fois qu'il fut arrêté, il y a une vingtaine d'années, c'était pour avoir crié « Vive la paix » au passage d'une manifestation belliqueuse ; depuis, non seulement il s'est voué, grâce à sa profession de médecin, à un véritable apostolat parmi la population musulmane de Tunis, mais il n'a pas hésité, à maintes reprises, et, une fois au moins, au péril de sa vie, à se séparer de ses amis tunisiens lorsque ceux-ci lui semblaient vouloir sacrifier le social au national.

Aujourd'hui, il est poursuivi pour avoir réclamé

pour la Tunisie ce que l'Angleterre vient d'accorder à la Birmanie, à l'Inde, à Ceylan. Au lendemain du jour où Gandhi a été assassiné, et où sa mémoire vient de recevoir un hommage presque universel, alors que la Chambre française s'est, sauf les czaristes, tout entière levée en son honneur, quelle honte et quelle hypocrisie que les gouvernants français fassent poursuivre un homme qui n'a réclamé pour son pays que ce que Gandhi avait obtenu pour le sien, et qui, pour la même cause que Gandhi, celle de l'indépendance et de la fraternité de tous les peuples, lutte avec un courage, une ténacité et un désintéressement égaux aux siens.

R. L.

La guerre en 1948 ?

Eh bien, ce ne semble pas être l'avis des Américains puisque, le 1er janvier de cette année 48, ils ont abandonné aux Français leur base de Port-Lyautey, qui était leur dernière base non seulement en Afrique du Nord, mais en territoire français, ou sous contrôle français.

Je ne pense pas cependant qu'il faille chercher dans cet épisode une indication des perspectives politiques que peuvent avoir les milieux dirigeants américains. J'y vois plutôt une illustration de la grande différence de phase qu'il y a en Amérique entre la direction politique et l'administration. A l'heure où visiblement la direction politique envisage la possibilité d'opérations militaires dans lesquelles elle aura besoin de l'Afrique du Nord, l'administration militaire poursuit l'exécution d'un plan d'évacuation élaboré en 1945.

La conséquence peut d'ailleurs être fâcheuse pour l'Amérique. Quand elle voudra débarquer de nouveau des troupes, ce ne sera peut-être pas facile.

Curieux tout de même que les Américains ne se souviennent pas qu'en novembre 42, les quelques jours pendant lesquels la tourelle de 380 du « Jean-Bart » a tiré sur eux ont failli être décisifs pour leur entreprise. Car tandis que Noguès et Michelier tiraient sur les Américains tentant de débarquer à Casa, Esteva ouvrait tout grand à von Arnim l'accès de la Tunisie. L'affaire pouvait très bien dès lors prendre l'allure d'une deuxième Norvège. En tout cas ça nous a valu une campagne de Tunisie qui n'aurait pas dû avoir lieu et dont les gens de Bizerte, sinistrés à 100 %, n'ont pas lieu de se féliciter.

L'évacuation de cette dernière base en Afrique du Nord fait assez curieuse figure quand on entend répéter partout : « impérialisme américain ».

L'impérialisme américain, bien sûr nous croyons qu'il existe. Il ne peut pas ne pas exister. Mais il faut reconnaître que les impérialistes en question sont bien décidés à ne pas adopter la forme XIX^e siècle de l'impérialisme : la forme coloniale et la constitution d'empires. La forme de ce nouvel impérialisme est d'ailleurs difficilement discernable. Il semble qu'il leur suffirait que les gens des pays extérieurs considèrent Washington comme une sorte de super-capitale. Objectif totalement réalisé à Cuba par exemple.

La distribution de cadeaux (prêt-bail), le comblement de tous les budgets est une des manières d'arriver à ce but. Mais il ne semble pas que ce soit un moyen qu'on puisse employer indéfiniment... et il semble bien évident que l'impérialisme américain n'a pas encore trouvé sa formule.

J. P.

Notes d'Economie et de Politique

DE LA FAUSSE MONNAIE AU VOL PUR ET SIMPLE

Si un bandit quelconque vous arrête sur le grand chemin et vous oblige à lui remettre votre portefeuille, même s'il déclare qu'« un jour » il vous remboursera, vous le traiterez de voleur, et vous aurez raison ! Or c'est exactement ce que vient de faire l'Etat français avec les billets de 5.000 francs, et cependant, à ma connaissance, personne, bien que chacun ait maugré, ne l'a traité de voleur ! C'est que, ainsi que l'avait fortement remarqué Fustel de Coulanges, tout ce que fait l'Etat, fussent les pires saloperies, du moment que c'est l'Etat qui le fait, prend aux yeux des hommes un caractère sacré et légitime.

Mentalité religieuse ! L'Etat, comme l'Eglise, ne peut pas pécher. Pour le fidèle, quand les curés troussent les filles, ils n'en restent pas moins des modèles de vertu ; pour le citoyen, l'Etat a beau le détrosser, il n'en demeure pas moins le défenseur de l'ordre et de la propriété.

Afin d'empêcher de tels vols, si fréquents sous l'ancien régime, la Déclaration des Droits de l'Homme avait solennellement stipulé en son article final que nul ne peut être privé de sa propriété, « si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ». Toute expropriation sans indemnité préalable est, en effet, un vol pur et simple, puisqu'elle vous prive d'user et de jouir de la chose, élément essentiel du droit de propriété. Or, notre Quatrième République, qui s'est fondée sous l'égide des Droits de l'Homme, n'en vient pas moins de priver de leur propriété, pour un temps indéfini, tous les possesseurs de billets de 5.000, sans aucune indemnité préalable.

On aurait mauvaise grâce à s'en étonner. Voici plus de trente ans que, d'une façon presque ininterrompue, l'Etat français fabrique de la fausse monnaie, en émettant, sous le nom de billets de banque, et en les imitant parfaitement, des billets qui ne sont pas des billets de banque, puisqu'ils ne correspondent pas à l'escompte d'un effet de commerce émis en contre-partie de la mise en vente d'une marchandise. S'étant ainsi comporté exactement comme le faux-monnayeur professionnel qui émet des pièces ayant le même aspect et portant les mêmes marques que les pièces d'ar, bien qu'elles n'en soient pas, quoi d'étonnant à ce que, faisant un pas de plus, ce même Etat se fasse voleur pur et simple, voleur sans camouflage ?

Cela étonne d'autant moins que la fausse monnaie commençait à ne plus rendre. Si les faux-monnayeurs émettaient suffisamment de fausses pièces pour qu'il n'y ait plus que des fausses en circulation, il ne leur servirait à rien d'en émettre de nouvelles ; mais il leur resterait la ressource d'enlever les fausses de force, aux porteurs, afin de récupérer au moins le cuivre dont elles sont faites. Or nous avons vu, dans la dernière R. P., pourquoi l'émission de faux billets de banque par l'Etat n'est maintenant plus payante, il ne restait donc à M. Mayer que de récupérer, par la force, une partie des faux billets émis. C'est ce qu'il a fait.

Et il n'a fait que cela !

Car, surtout, qu'on ne vienne pas nous parler ici de socialisme ! L'acte de banditisme perpétré par

notre ministre des Finances n'a pas plus à voir avec le socialisme que n'importe quel autre acte de banditisme. L'« expropriation des expropriateurs » a comme but d'enlever leurs biens à ceux qui les ont acquis en vertu d'un régime de propriété qu'on supprime pour en instituer un autre à sa place ; l'opération des billets de 5000 laisse, au contraire, intact le régime de propriété sous lequel ceux-ci ont été acquis, elle n'y en substitue pas un autre, elle se contente de procéder, à l'intérieur du même régime de propriété, à un déplacement de biens : Faire passer dans la poche de l'Etat ce qui était précédemment dans la poche des particuliers, tout comme le portefeuille du pant dévalisé passe dans la poche de celui qui l'assaille. L'expropriation révolutionnaire diffère de celle de Mayer-Schuman-Pineau autant que la démolition d'une machine ancienne qu'on remplace par une machine neuve et supérieure diffère du faussage des rouages d'une machine dont on continue à se servir. Lorsqu'il s'agit de la machine sociale, on est, dans le premier cas, en présence d'une révolution, et, dans le second, d'une décomposition.

APRES LE VOL, LE CHANTAGE

Il y a une chose plus répugnante encore que le vol, c'est le chantage. Devant lui, cependant, l'ancien employé de M. de Rothschild n'a pas reculé.

Il avait décidé qu'il ferait un emprunt qui devait rapporter au moins 100 milliards. Les guichets ont ouvert le 15 janvier : personne ne s'est présenté, malgré la menace du « prélèvement exceptionnel ». Alors, il a imaginé d'y faire souscrire de force les porteurs de billets de 5.000, mais Ramadier a fait voter par la Chambre que ces billets ne pourraient pas être employés à un emprunt forcé.

Il ne restait donc à M. Mayer que la ressource du chantage : il vient d'y recourir.

Si vous souscrivez à l'emprunt pour la moitié de vos billets de cinq mille, on vous rendra l'autre moitié. Sinon, vous n'en toucherez aucun, jusqu'à une date indéfinie. Ou vous verserez dans le tonneau des Danaïdes du Trésor la moitié de vos billets, ou vous serez remboursés... aux calendes !

C'est la menace sous condition dans toute sa pureté ; bien que non explicite, elle n'en est pas moins formelle ; c'est ainsi que sont opérés les chantages bien faits.

On est toujours en deçà de la vérité.

J'ai souvent indiqué aux lecteurs de la R. P. que mon sentiment était que notre civilisation, en général, et la France en particulier, étaient entrées dans leur phase de décadence. J'avoue que, cependant, je ne pensais point que celle-ci était si avancée que de tels procédés puissent être employés, dans la gestion des affaires publiques, sans soulever une vague d'indignation et de dégoût qui balayerait instantanément ceux qui s'en seraient rendus coupables.

Je ne sais si ce que je viens d'écrire sera qualifié d'« atteinte au crédit de l'Etat », mais ce que je sais bien, c'est que c'en est tout le contraire. Ce qui tue la confiance dans l'Etat ce sont les procédés de gangster employés par ses ministres pour en remplir les coffres ; ceux qui, en protestant contre ces procédés, tentent, au contraire, de ramener l'Etat aux règles d'honnêteté élémentaire qui sont indispensables pour rétablir la confiance en lui, sont, en fait, les seuls qui luttent pour la restauration de son crédit.

L'OPERATION DES BILLETS DE 5.000 FRANCS TENDRA A ACCELERER LA HAUSSE DES PRIX

Le retrait des billets de 5.000 francs, en diminuant au moins temporairement la quantité totale des billets en circulation, fera baisser les prix, lit-on dans la presse officieuse ! On se demande vraiment à quel degré d'indigence intellectuelle ce pays est tombé, pour qu'on puisse tenter de lui faire croire de telles bourdes.

Qu'est-ce qui va se trouver retiré de la circulation ? Non point les billets qui servaient à la circulation. Il va bien falloir qu'on rende, et rapidement, aux entreprises l'argent qui leur servait à payer leurs ouvriers, aux banques celui qui leur est nécessaire pour honorer les chèques de leurs déposants, et aux marchands de bestiaux celui dont ils ont besoin pour régler leurs achats. Les seuls billets qui peuvent être retirés de la circulation pour un temps notable — si l'on ne veut pas arrêter net la machine économique — sont ceux qui, précisément, ne circulaient pas : les billets thésaurisés.

Or ceux-ci n'ont point d'influence sur les prix.

Lorsque nous disons que la hausse des prix provient de l'accroissement des billets émis sans couverture, et que cet accroissement entraîne une élévation proportionnelle des prix, il ne s'agit là, en effet, que d'une première approximation. La valeur totale des marchandises offertes à la vente et la valeur totale des moyens d'achat doivent forcément être en équilibre, mais tous les billets ne sont pas destinés à l'achat. Une partie en est mise en réserve par leurs propriétaires pour n'être utilisés, éventuellement, que plus tard ; c'est ce que l'on appelle l'épargne ou, si l'on préfère, la thésaurisation. Or il est bien évident que ce n'est qu'à la partie restante, à la fraction de billets dont on a l'intention de se servir dès maintenant pour acheter que doit s'égaliser le prix des marchandises. La fraction thésaurisée, si importante qu'elle soit, est donc sans influence sur les prix ; elle se trouve stérilisée, elle est, pour le moment du moins, comme si elle n'existait pas.

La suppression des billets de 5.000 francs thésaurisés, fût-elle même définitive, serait donc sans effet direct sur les prix. Par contre, elle exercera un effet indirect, qui sera sans doute considérable, mais qui est en sens inverse de celui souhaité. Si, en effet, malgré la cadence de 200 millions d'inflation par an, la hausse des prix n'a pas été jusqu'ici plus rapide, c'est qu'une quantité non négligeable des billets émis était thésaurisée, et, en conséquence, n'influaient pas sur les prix. Loin de vitupérer contre la thésaurisation, nos inflationnistes auraient dû la bénir ; c'est elle qui ralentissait la hausse des prix qu'entraînait leur émission de fausse monnaie.

Or il est bien probable qu'après le vol dont ils viennent d'être victimes, les thésauriseurs, dont la confiance persistante dans le billet tenait du prodige, vont avoir désormais, plus que par tout raisonnablement, les yeux ouverts. Fini le bas de laine ! Finie la lessiveuse ! Plus personne, pas même le paysan des montagnes les plus reculées, ne va encore s'aviser de garder des billets. Tout sera employé à acheter. A acheter n'importe quoi, mais acheter ! En conséquence, l'inflation jouera à plein. Lorsque l'Etat lançait sur le marché 100 milliards de faux billets, il n'y en avait peut-être que 50, 60 ou 80, je ne sais, qui devenaient des moyens d'achat et entraînaient une hausse de prix correspondante ; ce seront maintenant les 100 milliards tout entiers qui seront moyens d'achat et la hausse des prix sera proportionnelle à ces 100 milliards et non plus seulement à la moitié ou aux trois quarts.

Deux minutes de réflexion permettaient de prévoir cette conséquence, mais allez donc demander de réfléchir, si peu que ce soit, à des ministres ou à des députés !

LES « QUARANTE CENTIMES » ET LES CINQ MILLE FRANCS

Si c'était trop demander à ces messieurs que de leur demander quelque intelligence de l'économie, on aurait pu penser qu'ils avaient tout de même une certaine intelligence politique. Qu'ils auraient pu se souvenir qu'ils s'approprièrent à célébrer le centenaire de février 48, et que cette Seconde République, qu'ils honorent sans la connaître, est morte d'une opération à laquelle celle des billets de cinq mille ressemble, politiquement, comme un frère.

En 48, le gouvernement provisoire venait à peine de s'installer qu'il s'empressait de décréter une augmentation de 40 p. 100 des impôts directs, ou, comme l'on disait alors, de « 40 centimes par franc ». Le principal impôt direct étant alors l'impôt foncier, le paysan se trouvait particulièrement frappé, aussi devint-il immédiatement hostile au nouveau régime. et, peu après, votait en masse pour Louis-Napoléon.

L'opération des 5.000 francs aura le même résultat. Ce sont les paysans, et pratiquement eux seuls, qui ont été touchés. Soyez sûrs qu'ils s'en souviendront ! S'il y avait demain des élections, les partis actuels de la majorité ne recueilleraient pas 10 p. 100 des voix paysannes. On aurait voulu apporter de l'eau au moulin de de Gaulle, qu'on n'aurait pas agi autrement. Peut-être, d'ailleurs, est-ce pour cela que, très consciemment, Mayer, qui passe pour un crypto-gaulliste, a décidé l'opération, mais on ne saurait comprendre pourquoi les socialistes l'ont appuyée, sinon même inspirée, si l'on ne connaissait l'état d'extrême débilite intellectuelle qui caractérise les dirigeants de ce parti.

UNION DOUANIERE AVEC L'ITALIE ET LE BENELUX ?

N'y aurait-il plus que l'Eglise catholique pour avoir des tendances internationalistes ?

Le seul pas positif, ou, pour être plus exact, la seule tentative de faire un pas positif qui ait été effectuée par l'Etat français, depuis la fin de la guerre, est celle qui est faite maintenant pour réaliser une union douanière entre la France et l'Italie, et, peut-être, entre ces pays et le Benelux. Or l'inspirateur de cette tentative semble bien être Bidault, M. R. P.

Disons-le franchement ! Nous ne pensons pas que les pourparlers actuellement en cours puissent aboutir. Trop d'intérêts particuliers seraient lésés par la suppression des barrières douanières entre la France et l'Italie pour qu'un accord puisse se faire volontairement. Dès qu'il s'agira de mettre les choses noir sur blanc, et, surtout, dès qu'il faudra décider des droits de douane à instituer à l'entrée de ce nouveau Zollverein, rien n'aboutira, à moins qu'une main de fer, celle des Etats-Unis, n'impose l'accord.

Mais, par le temps qui court, il ne faut pas être trop exigeant. La moindre bonne intention doit être respectueusement saluée au passage. Saluons donc avec joie — sans trop y croire — l'annonce d'une prochaine unité économique franco-italienne.

Il est évident que si le parti socialiste avait gardé la moindre trace d'internationalisme, c'est lui qui aurait pris l'initiative d'une telle union, mais il s'en est bien gardé.

R. LOUZON.

L'expérience Berliet

et son sabotage par les politiciens

On n'a prêté en général que peu d'attention au conflit des Usines Berliet qui présentait cette originalité d'avoir été provoqué par la révolte des cadres et agents de maîtrise contre une administration « politisée » utilisant les ouvriers comme masse de manœuvre.

Il nous a paru nécessaire de profiter de cette crise, qui a failli aboutir à la fin de l'expérience, pour documenter nos camarades sur cet essai de « gestion » entreprise avec la collaboration des salariés. La monographie que nous publions aujourd'hui est tirée d'une brochure encore inédite et des circulaires rédigées par le Comité de grève des Cadres de l'Entreprise. Elle pose les problèmes des conditions d'une gestion directe et du rôle des cadres qui appellent un examen sérieux. Elle pose aussi indirectement le problème de « l'étatisme », et directement celui des ravages causés dans tous les domaines, dans toute l'activité économique comme dans le mouvement ouvrier, par la politique d'un parti corporatiste. On peut faire des réserves pour certaines opinions exprimées par les « cadres » de Berliet. On peut même regretter certaines de leurs réactions. Encore faut-il connaître opinions et réactions et rechercher les responsabilités initiales du conflit et du sabotage de l'expérience, même si on n'approuve pas celle-ci dans son principe.

Historique de l'entreprise Berliet

L'entreprise Berliet a été fondée par M. Marius Berliet en 1899. Elle comprenait un atelier de 90 mètres carrés occupant 5 ouvriers. Avec l'ensemble de l'économie française, la maison se développait rapidement et, après 7 années d'efforts, en 1906, l'usine couvrait à Lyon-Monplaisir 120.000 mètres carrés.

Onze ans plus tard, à la fin de la première guerre mondiale, en 1917, un bond important était réalisé dans la voie de l'extension. Une société anonyme, au capital de 50 millions de francs, était créée, qui achetait à Vénissieux, dans la banlieue sud-est de Lyon, un domaine de plus de 400 hectares. Un groupe d'usines était édifié, dans une enceinte de 70 hectares. Autour de celles-ci, se situaient les cantines, le service des transports, la cité ouvrière et une ferme importante.

Les nouvelles usines comprennent les ateliers de fonderies, de forges, d'emboutissage, d'usinage, de montage et de carrosserie. Elles peuvent occuper de 12.000 à 15.000 travailleurs avec plus de 6.000 machines. La réalisation de ces vues grandioses, que les circonstances avaient favorisées, dotait le pays d'un nouveau centre industriel de première importance.

Après les difficultés financières, survenues au cours de 1920 et des années suivantes, la société anonyme était transformée en société en commandite par actions. En 1944, le gérant en est toujours Marius Ber-

liet, le capital est de 156 millions, répartis en 62.400 actions de 2.500 francs.

La gestion du gérant est contrôlée par un conseil de surveillance de trois membres : un neveu et deux gendres.

L'un de ces derniers, M. Winckler, brasseur à Lyon, est président de ce comité. C'est lui qui apparaîtra, désormais, dans la défense des intérêts de la famille Berliet. Malgré les confiscations de l'Etat en 1946, celle-ci en effet possède encore 80 % des actions de la société. La raison en est dans les précautions financières que le potentat de Vénissieux avait prises, avant la guerre, sachant à quels égarements son caractère pouvait l'entraîner.

Peu à peu Marius Berliet s'entourait de ses fils dans la direction des usines. Si le grand patron de combat, Marius Berliet, pouvait encore apparaître à certains comme un grand bonhomme, ayant du moins beaucoup travaillé, la présence de sa quadruple géniture aux postes essentiels amena bientôt un climat intolérable. Formés aux rudes disciplines d'un père autoritaire, les fils acceptèrent avec soumission ses idées obtuses sur l'évolution sociale. Leur jeunesse, leur incompetence et le souci de n'être pas au-dessous de la tâche qu'on attendait d'eux amplifièrent la malfaisance de leur comportement antisocial.

C'est ainsi que le mépris de la classe ouvrière devint le premier article de leur credo. Pour eux, le travail était une marchandise, comme les autres, que l'on rejetait quand elle n'était plus nécessaire. Indifférents à l'avalissement de la personne humaine, ils imposèrent la passivité, suscitérent la délation et firent éclore çà et là cette fleur vénéneuse : la servilité.

Dans cette atmosphère de crainte, de terreur même, qui pesait sur l'usine entière, la défense des intérêts des différentes catégories de travailleurs était malaisée. Les syndiqués, considérés comme des conspirateurs, étaient pourchassés. Malgré cela, des réactions individuelles se firent jour, et les cadres particulièrement surent faire respecter la dignité de leurs fonctions.

Quelques mois avant les grands mouvements de 1936, les ouvriers avaient fait une grève éclatante, pour répondre à des tentatives de licenciements massifs, suivis en général de réengagements avec diminution de salaire. Un lock-out patronal avait été la contre-attaque à cette manifestation de mécontentement.

Néanmoins, ouvriers, techniciens et employés constituaient, dès juin 1936, de fortes sections syndicales, qui imposèrent l'application des conventions collectives. A la faveur de la « pause », les avantages consentis la veille étaient en partie repris, et les militants syndicalistes licenciés progressivement, notamment à la suite de l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938.

En 1939-1940, l'autoritarisme vindicatif de Marius Berliet le mit en opposition avec le ministre de l'Armement de l'époque, M. Dautry. N'ayant pas compris que l'importance de ses usines en faisait une richesse nationale, qui justifiait les directives de l'Etat, son esprit absolutiste se dressa contre cette ingérence. L'obstruction qu'il fit au démarrage d'un programme de fabrication d'obus amena le ministre

à le remplacer par M. Roy dans la direction de l'entreprise.

En 1940, après la débâcle, le patron et ses fils reprirent la direction de l'usine. Les tragiques événements, qui meurtrissaient le cœur de tous les Français, les laissèrent indifférents. La tourmente passait sans rien leur apprendre. N'ayant eu aucune révélation du lien qui les unissait à leur personnel, ils s'engagèrent à nouveau dans cette conception moyenâgeuse qu'un grand patron peut se permettre toutes les exactions. S'opposant aux augmentations de salaires, même lorsqu'elles étaient accordées par le syndicat patronal, les Berliet s'installèrent dans la collaboration et recherchèrent les commandes allemandes. La poursuite du profit primait le devoir patriotique de résistance à l'occupant.

Ne s'arrêtant pas à moitié chemin, ils facilitèrent le départ des ouvriers et techniciens pour l'Allemagne hitlérienne. Deux des fils, Henri et Maurice, accompagnèrent même spectaculairement un convoi, revenant bien vite toutefois dans le giron paternel. A l'intérieur de l'usine, des résistants étaient traqués, les fils étant tout heureux de montrer une servilité autoprotectrice envers la Gestapo.

Par un accord secret avec nos alliés, l'usine eût pu être épargnée, si Marius Berliet avait accepté sa neutralisation. Ayant systématiquement refusé d'entrer dans cette voie, un bombardement très sévère fut réalisé le 2 mai 1944. La cité ouvrière fut en grande partie détruite ; les fonderies, les forges et l'emboutissage sérieusement endommagés ; d'autres bâtiments furent touchés plus légèrement.

Le résultat d'ensemble fut une mutilation de cette perle de l'industrie lyonnaise, qui, au delà du présent, atteignait la France, dans ses forces vives.

C'est dans ces conditions que M. Yves Farge, Commissaire de la République à la libération de Lyon, faisait emprisonner Marius Berliet et ses quatre fils.

La trahison n'enrichissait plus !

Ce que fut l'expérience Berliet depuis la libération

Des directions, genre Berliet, étaient marquées du sceau de la collaboration. Quelques-unes même avaient des dénonciations à leur actif. Elles furent impitoyablement châtiées. Se substituant à elles, de véritables comités de gestion, composés d'une représentation des différents éléments du personnel, et assurant la direction effective des entreprises, surgirent un peu partout en France.

Ces comités, couronnés d'un administrateur-séquestre, contribuèrent grandement à la reprise de l'activité industrielle du pays, par l'espérance de démocratie économique qu'ils apportaient.

Chez Berliet, le secrétaire de l'Union départementale des syndicats, Dediou, fut chargé de proposer l'administrateur-séquestre. C'est ainsi que Bardin, ingénieur et secrétaire du syndicat des techniciens de la métallurgie, fut consulté, mais il se refusa. M. Yves Farge pressentit alors M. Mosnier, membre de son cabinet et secrétaire de l'Union des cadres et ingénieurs de la France combattante (U. C. I. F. C.), qui devait devenir l'U. N. I. T. E. C. Mosnier accepta et demanda à Bardin d'assurer la direction technique.

Le 5 septembre 1944, par arrêté du commissaire de la République, Mosnier Marcel était nommé administrateur-séquestre des usines Berliet. L'arrêté précisait en outre qu'un comité consultatif de gestion serait désigné.

Par un arrêté du 28 septembre 1944, le préfet M. Longchambon fixait à quatre membres la composition du comité.

Depuis le 5 septembre 1944, la justice s'est prononcée. Le Comité de confiscations des profits illicites du Rhône a décidé, le 23 mai 1945, une confiscation de 106.753.000 francs auxquels s'ajoute une somme de 37.000.000 de francs, soit un total de 143.753.000 francs, frappant la société des automobiles Berliet. Il a toutefois été demandé que ce prélèvement ne vienne pas paralyser les efforts de la nouvelle gestion. Cette affaire sera vraisemblablement réglée par la décision de l'Assemblée nationale concernant le statut définitif de l'entreprise.

D'autre part, la cour de justice a condamné en 1946 Marius Berliet et ses deux fils, Paul et Jean, à la confiscation de leurs biens et à des peines de prison : deux ans pour le premier, 5 ans pour les deux autres. Les fils, Henry et Maurice, ont eu des condamnations légères à la chambre civique. Ces confiscations n'ont cependant amené, dans les mains de l'Etat, que 12 % environ des actions.

Reconstruction et production

La nouvelle gestion a dû assurer, en même temps que le démarrage d'un programme de fabrication, la reconstruction des bâtiments endommagés ou détruits.

Après l'agitation consécutive à la libération et à l'épuration, un climat favorable était créé et chacun cherchait à travailler mieux et plus vite.

La reconstruction des ateliers, des succursales : Paris, Nantes, Dijon, Rouen était entreprise, et parallèlement des démarches étaient effectuées pour obtenir les accords nécessaires des services du ministre compétent.

La reconstruction est sur le point d'être achevée pour les usines ; elle ne l'est pas encore pour les succursales, et déjà 175 millions ont été dépensés à ce titre. Pour donner une idée de l'importance des travaux, effectués uniquement avec les moyens et les services de l'entreprise, voici quelques chiffres : la couverture et la fermeture des ateliers nécessitaient 75.900 m² de verre, 3.500 tonnes de tuiles, 1.000 tonnes de bardeaux. La réfection des murs et des installations a englouti plus de 1.300 tonnes de ciment, chaux et plâtre, et plusieurs centaines de tonnes de fers profilés.

Les maisons de la cité, entièrement détruite, ne sont pas toutes reconstruites, un projet d'urbanisation ne l'ayant pas encore permis.

Au fur et à mesure que les ateliers se remontaient, la remise en route de la production s'effectuait rapidement. Le 7 septembre 1944, l'usine était ouverte avec un effectif de 3.200 personnes. L'effort se portait sur le type de camion qui s'imposait à l'époque, le 6 tonnes 5 de charge utile. Le 20 septembre, le premier véhicule sortait : il était dénommé symboliquement « Grégoire », nom de M. Yves Farge dans la résistance.

La production de 20 camions, en septembre, passe à 70 en octobre. Rapidement, le point d'équilibre de la gestion était atteint, puis dépassé. Les difficultés furent grandes. Il faut rappeler l'insuffisance des approvisionnements en matières premières et produits divers, le rude passage de l'hiver 1944-45, les journées pluvieuses, pendant lesquelles les ouvriers ont fait preuve d'une volonté, d'un courage admirables, travaillant même sous la pluie et la neige. Par ailleurs, il a fallu orienter les fabrications, en fonction des programmes et des cadences fixés par la direction des industries mécaniques.

La production s'est stabilisée quelques mois en 1945 à 8 véhicules par jour, en 5 et 7 tonnes de charge utile. Dans le deuxième semestre 1945, le démarrage

de la fabrication des moteurs Diesel était assuré. En octobre 1947, la production était de 16 véhicules par jour, en canions de 5, 7 et 10 tonnes de charge utile et en autobus urbains et interurbains. Il faut ajouter à cette cadence, la fabrication de trolleybus, qui sortaient à raison de 8 par mois. La production des pièces détachées a plus que doublé par rapport à 1938, pour atteindre 350 tonnes par mois.

L'effectif du personnel est passé à près de 7.500 personnes. Les services techniques ont eu à étudier, en même temps que la reconstruction des installations, leur modernisation. Il a fallu aussi adapter les ateliers aux programmes de fabrication, ceux-ci ne comportant plus de voitures légères ou de véhicules utilitaires de petit tonnage. Les ateliers d'outillage ont été organisés pour construire et réparer les machines en service, pour préparer l'outillage indispensable aux nouvelles fabrications.

Un effort important a été fait dans l'achat de machines et d'installations nouvelles, qui porte sur plus de 500 millions de francs, pour les années 1946-1947.

Les résultats de la gestion sont tels que les investissements ont été couverts sans apport de capitaux extérieurs, c'est-à-dire par autofinancement de l'entreprise, et que les bilans des années 1945 et 1946 ont été clos avec des résultats positifs.

Fonctionnement de la démocratie

En septembre 1944, l'ancien comité social fut dissous, tandis qu'un comité d'épuration était constitué par les délégués du personnel et présidé par une personnalité n'appartenant pas à l'usine. Ce comité a fonctionné avec objectivité dans l'ensemble, se gardant de donner suite à des frictions antérieures personnelles. Il a décidé des séparations rendues indispensables par des comportements individuels inacceptables au cours de la période 1940-1944. La direction générale a sanctionné ces décisions en les respectant.

Le comité a cessé de fonctionner, après quelques mois, estimant sa tâche terminée. Il est donc parfaitement incompréhensible que des éléments, animés par des préoccupations s'opposant souvent à la bonne marche de l'entreprise et les absorbant au point de se superposer totalement à l'activité professionnelle normale, cherchent à diviser les ouvriers d'avec les agents de maîtrise et les cadres. Sur une base de calomnies, ils font appel à cette très ancienne réaction des ouvriers, qui voit chez ceux qui les commandent une émanation du patron.

Après la libération, les délégués élus par le personnel, conformément aux dispositions des conventions collectives, étaient remis en fonction.

Parallèlement à cette institution, et après une période de tâtonnements, des « comités de bâtiment » étaient créés qui permirent d'associer plus étroitement tous les travailleurs à la marche de chaque grand service. Quatorze comités de bâtiment fonctionnent : Fonderies, Forges, Emboutissage, Usinage, Carrosserie, Entretien général, Service électrique, Service bois, Grands Bureaux, Usine de Monplaisir, Service des pièces détachées, etc.

Chaque comité de bâtiment est présidé par un cadre supérieur, chef du service considéré. Les délégués ouvriers, techniciens et employés sont élus au vote secret. Le comité est informé par son président de la gestion du service, du programme de travail, des prix de revient, des difficultés diverses. Les membres du comité formulent les suggestions, critiques ou réclamations du personnel.

Dans le domaine de la production, un élan enthousiaste a pu être obtenu, en cristallisant dans ces organismes les aspirations légitimes des travailleurs.

Le comité central d'entreprise doit coordonner et

impulser l'action des comités de bâtiment. Il comprend les 14 représentants de ces derniers, plus deux représentants des cadres. La proportion des ouvriers et mensuels a fait l'objet d'accords entre les délégués de ces catégories. La législation a subi, chez Berliet, une adaptation qui, jusqu'ici, a recueilli l'approbation des diverses organisations syndicales.

Le premier mercredi de chaque mois, le comité central est informé par l'administrateur provisoire, entouré du comité consultatif de gestion, de la situation financière, de la marche de l'entreprise et des projets.

Dix commissions de travail ont été créées, qui sont présidées par un membre du comité central. Leur rôle est de faire bénéficier tout le personnel d'avantages matériels, intellectuels et moraux qu'un groupement collectif uni peut seul procurer. Ces commissions sont contrôlées financièrement par un petit comité de quatre membres. La trésorerie du comité central d'entreprise est assurée par un versement non obligatoire, de tous les salariés de l'usine, égal à 0,5 % du salaire. La trésorerie de l'usine donne une somme égale à la somme des versements individuels.

Ces dix commissions sont les suivantes :

Ravitaillement, Cantines, Sports et Loisirs, Jardins ouvriers, Formation professionnelle, Hygiène et Sécurité, Entraide, Gestion de la ferme, Cité ouvrière, Action sociale et professionnelle. Elles comportent chacune 6 à 10 membres pris parmi les délégués. Elles peuvent, en outre, faire appel à des conseillers techniques extérieurs.

Un journal mensuel « Contact » aurait dû refléter toute cette vie intérieure. En fait, il n'a pas atteint son but et n'en a été que le pâle reflet.

Les cantines en gestion directe ont progressivement offert un repas d'autant plus acceptable que la gestion de la ferme devenait plus judicieuse.

D'autre part, le comité d'entreprise a acquis en 1946 un château et ses dépendances situé à 40 km. de Lyon, à Léirat, dans le Beaujolais. Un centre de repos pour les convalescents et une colonie de vacances de 300 à 400 enfants ont été aménagés. Cette belle réalisation a pu se faire grâce aux versements du personnel et à des prélèvements effectués sur les bénéfices.

D'autre part, un club sportif a été organisé : le Stade-Auto Lyonnais (S. A. L.), qui compte plus de 800 membres et qui dispose d'un stade dont l'inauguration a eu lieu au début d'octobre 1947. Un groupe artistique a donné des fêtes très appréciées et organise chaque année un arbre de Noël pour les enfants. Les jouets sont fournis en grande partie par le travail bénévole des menuisiers et de leurs chefs. Dans ces commissions et groupes, les cadres ont su prendre une large place. Ils y font preuve d'un grand dévouement.

La gestion, avec un administrateur-séquestre, devenu administrateur provisoire par un arrêté du ministre de la Production industrielle, en juin 1947, a fait des bénéfices. Ceux-ci ont été répartis partiellement en 1945 et 1946 en fonction de 4 coefficients : personnel, assiduité, ancienneté, fonction. A partir de fin 1946, le système de répartition a été modifié. Il a été remplacé par un pourcentage, établi mensuellement, en fonction de la production et de la gestion de l'avant-dernier mois et s'exprimant par la formule suivante :

$$X \% = \frac{1}{3} \times 100/42 \times 100 (A/A + B (V/R - 1) + B/A + B (V'/R' - 1))$$

La formule paraît compliquée. En fait, elle ne l'est pas. 100/42 est le rapport des dépenses totales à la somme de tous les salaires et appointements ; A & B sont les poids de la production châssis et pièces détachées ; V' et V sont les prix de vente Usine châssis et pièces détachées ; R & R' sont les prix de revient châssis et pièces détachées. Il est distribué 1/3 de

la marge bénéficiaire, ainsi calculée. Cette formule a fait l'objet de plusieurs mises au point, avant de se présenter ainsi. Le X % a varié avec les modifications de prix et de salaires entre 9 et 16 %.

Chaque membre du personnel est intéressé à percevoir un X% le plus élevé possible. Les facteurs sur lesquels il peut agir sont : l'augmentation de la production, l'amélioration de la qualité, la recherche de l'abaissement du prix de revient, par les économies qu'il peut réaliser ou faire réaliser.

Pour que la démocratie soit réelle, il faut que l'accessibilité à un poste plus élevé soit possible à n'importe quel salarié suivant ses qualités. L'existence d'une école d'apprentissage, d'ateliers de perfectionnement, d'ateliers de promotion ouvrière, de cours spéciaux adaptés aux élèves, rendent de grands services. Ces institutions sont à compléter.

Réflexions

Les avis sont bien différents sur la valeur de l'expérience Berliet. Le but étant clair pour chacun, un rapprochement de toutes les catégories du personnel aurait pu se faire aisément. Il n'est cependant pas facile d'unir dans un but commun ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, cadres et ingénieurs. Les fonctions différentes dans la production ne sont pas bien comprises par tous. Le développement du sens des responsabilités, à travers une gestion qui se voulait plus démocratique, n'a pas toujours permis les relations souhaitables, qui auraient pu naître, entre les différentes catégories de salariés.

Bien des difficultés s'opposent à cette compréhension réciproque. Tout d'abord, les conditions générales n'ont pas aidé à clarifier l'atmosphère ; le personnel a été constamment agité par les problèmes du ravitaillement et des salaires. En janvier 1946 et septembre 1947, de courtes grèves éclatent, motivées par les restrictions sur le pain. De très nombreuses grèves partielles, en général de quelques heures, ont lieu à partir de fin 1945, dans le but d'obtenir des augmentations de salaires. Des systèmes de prime au rendement sont appliqués cependant partout où cela est possible. Le service du chronométrage rencontre des difficultés très grandes à imposer des temps corrects. Peu à peu le chronométrage se fait sur des moyennes horaires, exprimées en nombre de minutes, de plus en plus élevées.

Le déséquilibre constant, entre les salaires et les prix, n'a pas encore permis d'arriver à cette phase essentielle, qui démontrerait l'intérêt de l'expérience Berliet : *Un taux des salaires supérieur à ceux des travailleurs des autres entreprises.*

Politisation progressive

On a vu, dans les pages précédentes, le climat de méfiance et de crainte qui régnait dans les usines au temps de Marius Berliet. A la libération, une détente enthousiaste des esprits se manifeste. Chacun pense que c'en est fini, désormais, de travailler dans une atmosphère pesante et artificielle, où le travailleur ne livre de lui-même que l'indispensable et juggle l'essentiel. La liberté d'expression renaissait. Sans contrainte, on allait enfin pouvoir s'exprimer et les initiatives allaient pouvoir être libérées. La prise de responsabilités devenait un devoir agréable, que chacun allait s'honorer de rechercher. En fait, il en fut ainsi dans une période d'euphorie, qui dura près de deux années.

Un tandem uni, Mosnier-Bardin, menait le peloton. Le personnel, tout entier, heureux de cette impulsion, accordait une confiance enthousiaste à la direction nouvelle. Il était ainsi à même de fournir l'ef-

fort exceptionnel qui lui fut demandé pour la reconstruction d'une usine dévastée.

Mais les jours passèrent, et la politique, ce virus filtrant, pénétra les esprits.

C'est ainsi que d'une œuvre commune, on a tenté de faire une œuvre communiste.

Au surplus, il est à noter que la politisation d'une entreprise, aussi importante que la nôtre, n'aurait pu s'effectuer, avec la persévérante continuité qui frappe l'observateur objectif, si une coordination des activités d'investissement n'avait été réalisée.

Ce fut là, le rôle essentiel de l'administrateur provisoire. Examinons maintenant, avec objectivité, les faits patents et tout d'abord accordons une mention particulière au service de surveillance.

Service de surveillance

Ce service doit assurer normalement le contrôle des entrées et des sorties du personnel et des véhicules. Il doit faire appliquer les consignes concernant la discipline générale. Il doit, enfin, dépister les voleurs de matériel. Le chef de ce service est Minet.

Il a succédé à Barrier qui fut éliminé, soi-disant pour manque d'énergie, mais, en réalité, afin de réserver cet emploi à un homme de confiance du parti communiste.

Ce poste, donnant autorité sur un groupe de gardes armés, disposant pratiquement de tout leur temps, constitue, en effet, une position stratégique de première importance. Il permet de jumeler facilement une activité apparente de surveillance et une activité politique cachée. Eventuellement, d'appuyer cette action politique par une force organisée et armée.

Cette action a pris, jusqu'ici, les formes suivantes :

a) Utilisation du local de ce service (pièce du fond, à droite en entrant) pour le stockage des journaux du *parti communiste*, et de tous documents imprimés à distribuer ou à afficher. Sert également de salle intime de réunion pour les militants *communistes* du sommet, les réunions de cellule se faisant dans l'ancienne conciergerie de la porte C.

b) Utilisation des voitures et du personnel de l'usine, pour le transport des journaux.

c) Distribution des documents (tracts, circulaires, journaux), du *parti communiste* pendant les heures de travail, par certains gardes du service, dont on maquille la silhouette traditionnelle en les coiffant d'un béret basque, au lieu de la casquette réglementaire. Ces mêmes gardes assurent, en outre, le transport des messages politiques à l'intérieur de l'usine.

d) Racolage d'ouvriers « *Qualifiés politiquement* » le 21-5-47 par le sieur Thévenet du service de surveillance, afin de participer à une manifestation « spontanée » contre le préfet que l'on obligera à démissionner. Débauchage de cette main-d'œuvre à l'usine, sans le consentement d'aucun chef qualifié. Transport de cette équipe de choc par les cars de l'usine.

e) Menaces et violences de langage du sieur Minet sur les ouvriers qui résistent à la pression *communiste*. Voies de fait le 2 septembre 1947 sur un ouvrier rétif, lors de la grève pour la ration de pain.

f) Calomnies et menaces larvées contre les cadres, du même sieur Minet dans le « *Mécano* », *journal communiste de l'entreprise*.

g) Action coercitive d'une équipe de *militants communistes* contre nos trois camarades Bardin, Benoit et Planté, renvoyés abusivement, sans aucune garantie légale, par l'administrateur provisoire *communiste*.

Action communiste au sein des syndicats

Le désir d'avoir en main les leviers de commande syndicaux, afin d'abriter leur activité politique derrière une apparence de démocratie, a conduit les militants du *parti communiste* à l'action suivante :

I. — L'organisme supérieur, vraiment représentatif de l'autorité syndicale dans l'usine, doit être constitué d'éléments syndicaux appartenant aux différentes catégories du personnel et même aux différentes obédiences.

En fait, étant donné la fusion syndicale techniciens-ouvriers, il suffisait, pour réaliser un comité inter-syndical, d'avoir le concours de représentants ingénieurs et cadres dont le syndicat jouit d'une certaine autonomie au sein de la Fédération des Métaux.

Ce comité fut bien constitué, mais on ne le réunit jamais.

Le syndicat ouvrier neutralisant d'une part, en son sein, les éléments techniciens, ignore systématiquement, d'autre part, le Syndicat ingénieurs et cadres que l'on savait rebelle aux directives *communistes*.

Il devenait ainsi le seul maître des décisions à intervenir, ce dont il ne se priva pas, malgré les protestations véhémentes des ingénieurs et cadres.

II. — En 1946, le congrès Berliet, c'est-à-dire en fait la même minorité agissante (les cadres étant absents), décida que la fonction de membre ouvrier du comité de gestion était incompatible avec celle de secrétaire de section syndicale. Un excellent élément, Besson, d'esprit objectif, mais d'appartenance *non communiste*, tenait ce double poste, depuis la libération, à la satisfaction de tous.

Les aigures, ayant décidé de l'éliminer, l'opération se fit en deux temps. En application du principe précédent, on le laissa à la gestion et on nomma Pontal, *communiste*, secrétaire syndical. Quelque temps après, ce dernier devenait permanent, *appointé par l'entreprise*.

Au congrès de 1947 (où les cadres furent violemment attaqués) malgré l'approbation du rapport moral présenté par Besson, on élimina celui-ci de la commission exécutive : Besson, militant intègre et de noble conscience, se retira de la gestion, persuadé qu'un vote ultérieur de ses camarades de base montrerait l'inanité de cette mise en minorité. On ne le lui permit pas et un *communiste* fut désigné (et non élu) par la section syndicale pour le remplacer.

Comme en musique, ou une blanche égale deux noires, cette équivalence, flatteuse pour Besson, amenait deux *communistes* aux postes les plus responsables.

Désormais, le représentant des cadres et ingénieurs était pratiquement isolé au comité de gestion.

La tête de Besson étant tombée, on pouvait œuvrer maintenant pour obtenir celle de Bardin.

On verra plus loin que celle-ci était plus solidement attachée.

Permanents syndicaux

Un noyautage systématique a été effectué, au sein de l'entreprise, par la désignation de permanents connus et surtout déguisés, ceux-ci n'ayant qu'en apparence un emploi effectif, mais se livrant en fait à une intense propagande *communiste*. Leur audace s'accroît, par la sécurité que l'administrateur provisoire leur procure. L'un d'eux, permanent syndical et *communiste*, eut même le front de convoquer des chefs de service pour se faire rendre compte directement de l'état de la production. Fort heureusement, des refus cinglants arrêterent cette tentative de direction occulte.

Réunions syndicales

La fréquence des réunions de délégués, de membres des commissions ou spécifiquement syndicales, augmente exagérément, créant une perturbation sérieuse à l'activité essentielle de l'entreprise. La tenue des réunions syndicales devrait se faire après les heures de travail, la tolérance consentie de les

tenir pendant le travail ayant conduit à des abus non réprimés.

Ces réunions ne sont pas toujours représentatives du personnel intéressé. Des militants *communistes*, sans fonction, y assistent et y sont tolérés, parce favorables aux idées que l'on veut y voir prévaloir.

A la forge, deux membres du *parti communiste* se sont même arrogés le droit de participer aux travaux de la commission exécutive, sans y avoir été élus.

Sans vouloir d'aucune façon limiter le contrôle indispensable des vrais responsables, il est à signaler que la passion partisane nuit à leur travail effectif.

Meetings d'usine

La tenue de meetings à l'intérieur de l'usine revêt un caractère *communiste* marqué, les orateurs étant, à de rares exceptions près, tous de la même obédiense (MM. Mosnier, Cagne, Pontal, Viala, etc.). Leur coût est de 600.000 francs l'heure et ils durent souvent deux heures.

Il est impossible au personnel de quitter l'usine l'obligeant ainsi à absorber le flot de l'éloquence *communiste*.

Des protestataires ayant voulu marquer leur désapprobation, en tentant de quitter l'usine par la porte A, les gardes s'y sont opposés jusqu'à l'heure légale de départ.

C'est là une contrainte intolérable, contraire à la liberté des gens.

Réunion publique extra-muros

Elles ont ordinairement lieu à 12 h. 45 à la hauteur de la porte d'entrée dite porte B. Elles se prolongent parfois jusqu'à 13 h. 15 alors que la rentrée légale est à 13 h. 5.

Là encore, les portes fermées obligent le personnel à une écoute sans doute distraite, mais obligatoire.

A noter que les parois extérieures du mur de clôture servent à accrocher les haut-parleurs et que le courant d'alimentation est fourni par l'usine. Ces mêmes parois sont, en outre, couvertes d'affiches du *parti communiste*.

Mouvement anormal des cars

Dans le cas de réunions intra-muros, les cars n'assurent le retour du personnel qu'en fin de réunion, même si celle-ci dépasse l'heure réglementaire de départ. Dans le cas de réunions à la Bourse du Travail, les cars amènent le personnel directement à ce lieu, sans souci de l'opinion des voyageurs.

Il y a là une incontestable pression qui n'est au reste pas profitable au recrutement syndical.

Utilisation abusive des locaux d'usine

Citons :

- 1) La salle de cantine qui sert de lieu de réunion au *parti communiste* lors des élections municipales ;
- 2) La Maison du Peuple Berliet où les convocations aux réunions de cellule sont en bonne place et où l'on vend des journaux du parti ;
- 3) La salle de réunions de l'Unitec de Monplaisir où l'on projette des films *communistes* ;
- 4) L'installation sonore, à la cantine. Celle-ci ne sert pas seulement à la diffusion des nouvelles sociales et syndicales, mais à une propagande politique non voilée. Au moment des élections municipales, on a pu y entendre des appels en faveur du *parti communiste*.

Divers faits d'ingérence communiste

1) Le bulletin de l'entreprise « Contact » publie des articles tendancieux. La vérité qu'il propage ne souffre aucune contradiction. C'est ainsi que des militants de la C. F. T. C. ne purent jamais faire insérer certaines rectifications nécessaires ;

2) Certains militants communistes, sûrs de l'impunité, vendent à guichets ouverts, pendant les heures de travail, des périodiques communistes, comme *France-U. R. S. S., France nouvelle* ou *la Vie ouvrière* ;

3) Un cadre supérieur, ayant besoin d'un chef de secteur demanda à un collègue de lui muter un élément qu'il avait remarqué dans son service. Cet employé, Pouzols, n'étant pas « persona grata » auprès de la cellule communiste, l'organisation syndicale mit son veto, entériné par la direction générale ;

4) La fête de notre colonie de vacances de Létrat était prévue pour le 3 août. C'était également la date de fermeture de l'usine pour les congés payés. Il se trouva qu'une grande fête communiste fut décidée pour ce même jour. Afin d'en assurer le succès, par l'apport massif d'éléments Berliet, la direction communiste reporta au 10 août ses propres engagements ;

5) Quête, au profit du parti communiste, organisée par Minet, dans les maisons de la Cité ouvrière, en vue des élections d'octobre 1947.

Utilisation abusive de l'expérience Berliet

Lors d'une fête communiste, au parc de la Tête d'Or, des panneaux publicitaires et photographiques, prêtés par la direction de l'usine, démontraient la belle évolution de notre entreprise. Malheureusement, on y précisait, abusivement, que cette réussite n'avait été possible que grâce aux communistes.

Au congrès de la Fédération du Rhône du parti communiste, qui eut lieu ultérieurement, les mêmes faits se renouvelèrent. On voit que l'esprit partisan se marie difficilement à la modestie.

Conditions de travail

Les conditions de travail se sont modifiées, surtout dans la dernière année. Chez les ouvriers et techniciens, la démocratie n'est plus qu'un leurre. Les élections des délégués se font sur des listes préparées par le sommet et la base n'a plus la latitude de désigner ses responsables. C'est ainsi qu'aux Grands Bureaux, des employés adhérents à la C. G. T. ont été amenés à voter pour les candidats de la C. F. T. C. parce qu'ils ne voulaient pas des communistes présentés par leur section syndicale, contre le sentiment de la majorité.

Dans cet investissement général, le club sportif résiste, malgré le président actif qui est lui aussi communiste. Le président d'honneur Bardin s'attire là encore des rancunes qui éclateront plus tard. D'ailleurs dans les usines, les militants communistes mènent une lutte sourde, tendant à mettre sous la responsabilité du directeur technique, Bardin, toutes les décisions impopulaires, notamment celles qui concernent les primes et les salaires, la discipline générale, tandis que l'administrateur Mosnier est couvert de louanges. Bien entendu, ce dernier laisse faire.

Dans les services, les chefs ne savent plus quels sont les délégués. Il en naît constamment et tout contrôle est devenu impossible. La direction générale ne décide d'aucune mesure pratique ; seule, une affiche invitant à la discipline a été apposée dans les ateliers.

Justice communiste

1) Un délégué ouvrier, membre du comité central d'entreprise, se faisait payer des bons pour des travaux qu'il n'effectuait pas. Son chef d'atelier, respon-

sable, est renvoyé, mais l'intéressé, étant communiste, n'est pas inquiété ;

2) Un employé du service comptabilité est renvoyé brutalement de l'usine, pour déclarations injurieuses envers l'administrateur provisoire. Ce renvoi justifié est à rapprocher du maintien de Minet, communiste, auteur de calomnies sur nos camarades Bardin, Benoit et Planté.

Statut Berliet

Il est, d'autre part, bien certain que l'attente d'un statut a favorisé les menées communistes. Au cours de son long séjour au ministère de la Production industrielle, il est inconcevable que Marcel Paul n'ait fait aucune tentative pour doter l'entreprise d'un statut démocratique. Connaissant les conditions dans lesquelles il pouvait être adopté à l'Assemblée nationale, il a sans doute préféré conserver à son parti le rôle plus facile de critiqueur.

Contrairement à ce que pense la grande majorité du personnel, il n'est pas simple de mettre fin au provisoire. Les intérêts sont contradictoires, entre les salariés et les actionnaires qui, eux, veulent reprendre le pouvoir pour garantir leurs capitaux et leur rémunération. Aussi, les projets se sont-ils succédé à la commission de la Production industrielle de l'Assemblée nationale. Un projet moyen a été retenu qui sera soumis prochainement au vote des députés.

★★

Par les faits sus-indiqués, l'influence croissante du parti communiste au sein de l'entreprise ne saurait être contestée. La faveur dont jouissent leurs militants auprès de la direction générale est un secret de polichinelle dans l'usine. Les chefs de service ne sont soutenus que dans la mesure où ils ne s'opposent pas à la direction occulte qui semble superviser la direction apparente.

Les conditions de travail ainsi créées causent un malaise général qui nuit à la production. Le découragement gagne les esprits des ingénieurs, chefs de service et techniciens responsables.

Ceux-ci ont fourni un effort énorme dans la reconstruction et la remise en route de l'entreprise. Si leurs tâches actuelles tendent à redevenir normales après trois ans de surmenage, ils mettent en garde les inconscients contre l'illusion qu'elles sont terminées.

Hostiles à la politisation et connaissant la stérilité des menées partisans, les ingénieurs, cadres et techniciens veulent travailler en paix, dans un climat nouveau de liberté et de tolérance mutuelles.

Le conflit

Le mouvement des cadres et techniciens a été déclenché par la parution, dans le journal de la section communiste Berliet d'octobre 1947, *Le Mécano*, distribué le samedi 18 octobre, de deux papiers calomnieux — dont un « pavé » menaçant les « fascistes... anciens larbins de Berliet » et un article attaquant grossièrement, sans le nommer, Planté, chef du service du chronométrage, secrétaire de la section syndicale C.G.T., délégué des cadres au Comité central d'entreprise ; Benoit, chef de la comptabilité, membre du bureau de la section syndicale C.G.T. ; Bardin, directeur technique, secrétaire départemental du S.N.C.I.M. (syndicat national des cadres), délégué des cadres au comité de gestion.

Le 21 octobre, Bardin demande à l'administrateur provisoire et aux délégués ouvriers au comité de gestion de dénoncer ces calomnies. Ceux-ci refusent. Bardin se retire provisoirement du comité,

et le soir même une assemblée des cadres se solidarise avec lui. Le mouvement provoquera la grève des cadres auxquels se joindront les techniciens et par réaction une grève des ouvriers.

Le comité de grève des cadres a exposé dans une circulaire les faits les plus importants du conflit :

Voyons les faits, et dès l'abord, distinguons les causes immédiates et apparentes, des causes lointaines et cachées. L'immédiat est la parution, dans le journal communiste de l'entreprise, « Le Mécano », d'entrefilets calomnieux signés du chef des gardes, et même à discréditer deux chefs d'importants services, MM. Benoit et Planté, ainsi que le directeur technique M. Bardin. A noter que ces trois cadres supérieurs sont d'indiscutables militants syndicalistes C. G. T., le dernier nommé, particulièrement chevronné, étant secrétaire départemental des ingénieurs et cadres de la Métallurgie pour la Région lyonnaise. Ils n'ont qu'une tare rédhibitoire : ils ne vont pas aux ordres. L'émotion causée par ce papier diffamatoire pouvait cependant être aisément apaisée. Il eût suffi que monsieur l'Administrateur provisoire, d'obédience communiste, — ce qui est son droit, — chassât un instant le partisan qui habite en lui et désavouât l'auteur de l'article. Celui-ci écrivit-il par ordre ? Il est permis de le supposer. Peut-être le saura-t-on un jour, mais, quoi qu'il en soit, monsieur l'administrateur provisoire ne voyant pas là un motif de désordre dans l'usine, observa de Conrart le silence prudent, prétextant, après réflexion, l'incompétence de sa juridiction ! Dès lors les choses devaient aller leur train, comme un film à épisodes dont le dernier ne sera pas le moins réussi.

1° Assemblée protestataire des ingénieurs et cadres qui se solidarisent unanimement avec leurs trois collègues calomniés, devant monsieur l'Administrateur provisoire qui, au titre de syndiqué cadre, est présent dans la salle ! Ce dernier peut constater le bloc compact que forment les ingénieurs et cadres adhérents aux trois centrales syndicales (C. G. T., C. F. T. C., C. G. C.) avec les indépendants, lorsqu'il s'agit de défendre les conditions morales, nécessaires à leur activité dans l'usine.

2° Réaction, deux jours après, de monsieur l'Administrateur provisoire, vexé de cette prise de position, qu'il n'avait pas prévue et qui le dérouta. Accumulant dès lors les erreurs psychologiques, celui-ci va s'enfoncer dans une action qui attriste profondément tous ceux qu'une estime sincère liait à lui. Par affiches apposées à l'usine, il va crier à la division, souffler sur le feu qu'il eût pu éteindre facilement et, dans une harangue de foire, vitupérer ses meilleurs collaborateurs d'hier, donnant ainsi au personnel étonné le triste spectacle d'un partisan déchainé ! Son humeur atrabilaire trouvera enfin un exutoire dans une dernière affiche sur laquelle on lira que deux cadres seront invités à démissionner.

3° Les démissions n'arrivant pas, et pour cause, une grève partielle spontanément organisée, sera déclenchée pour exiger le départ des trois indésirables qui ont eu le front de s'exprimer librement dans une réunion syndicale. Obéissance passive de monsieur l'Administrateur provisoire qui, oublieux de la légalité républicaine, violera sans vergogne les droits imprescriptibles que la Constitution accorde à chaque citoyen.

4° Arrivée de l'équipe de choc dans les différents bureaux des cadres qui, sans voies de fait, mais sous contrainte, seront obligés de quitter l'usine. Coupables d'avoir enfreint les règles du savoir-vivre communiste, ils obtempéreront, suivis bientôt de l'ensemble des cadres et ingénieurs, qui reformeront immédiatement le bloc sans faille, nécessaire à la sauvegarde des droits de leurs collègues.

La grève était déclenchée.

Le ministre de la Production industrielle a été saisi du conflit le lendemain même de son déclenchement. Nos délégués l'ont informé objectivement et lui ont remis un dossier complet sur la situation. Après avoir reçu M. l'Administrateur provisoire et une délégation ouvrière que l'on jette sans vergogne dans cette affaire, le ministre a envoyé un délégué à Lyon, M. Le Quellec, avec la difficile mission de trouver un terrain de conciliation. Aux dernières nouvelles, cette mission n'a pu aboutir. Les ingénieurs et cadres ont fixé leurs conditions de reprise du travail en six points dont il est à souligner qu'aucun n'apporte d'avantages matériels à leur situation.

Les voici :

1° Réintégration de chaque ingénieur, cadre, technicien et employé à son poste et annulation de toute nomination ou engagement survenus depuis le 4 novembre ;

2° Les jours de grève ne donneront pas lieu à retenue ;

3° Désaveu par voie d'affiches apposées dans l'usine et signées de M. Mosnier de toutes les contre-vérités émanant de lui. Le texte sera soumis préalablement au comité de grève. Insertion dans « Contact » du dernier communiqué du comité de grève ;

4° Déplacement de Minet (1) avec rétrogradation ;

5° Contrôle de l'activité de l'usine et des résultats depuis le mardi 4 novembre sous l'autorité d'un représentant des pouvoirs publics ;

6° Constitution d'un jury d'honneur devant lequel les accusateurs, autres que M. Mosnier, viendront justifier leurs affirmations. Les sanctions ne pourront être que des blâmes publics.

Parallèlement au mouvement cadres et, au bout de quelques jours, un mouvement de grève s'est déclenché chez les employés, techniciens et agents de maîtrise. Décidé souverainement et en toute liberté par les intéressés eux-mêmes, ce magnifique mouvement de solidarité n'en acquiert qu'une signification plus grande, et les ingénieurs et cadres remercient leurs camarades qui ont senti combien leur cause était juste. Les techniciens et les cadres décideront immédiatement d'avoir un comité de grève commun et de constituer des délégations communes qui assureront l'homogénéité de pensée et d'action.

La solution du conflit

Une délégation des grévistes s'est rendue à Paris, au ministère de la Production industrielle, et y est demeurée du 21 au 30 novembre. Elle a obtenu l'assurance que le statut sera discuté par l'Assemblée nationale en janvier 1948.

On envisage au ministère de charger Bardin et ses deux collègues de missions extérieures, afin d'apaiser les ouvriers — ce qui provoque la réaction indignée des cadres.

Cependant la tentative de grève généralisée et la crise ministérielle retardent la solution du conflit. Les cadres, en approuvant les revendications générales des salariés, se sont élevés unanimement contre le caractère politique de l'opération menée par les stalinien.

Le 10 décembre, le ministre décide de remplacer M. Mosnier par M. Ansay, en qualité d'administrateur provisoire de l'entreprise. Il réintègre Bardin, Benoit et Planté et affirme la nécessité de respecter la liberté d'association et d'expression. Mais il écarte provisoirement M. Mosnier et Bardin de la direction de l'entreprise.

Bardin adjure l'assemblée des cadres de s'incliner,

(1) Chef du service de surveillance, auteur de deux articles calomnieux, contre les cadres, publiés dans « Le Mécano » (octobre 1947), journal de la section communiste Berliet.

malgré l'injustice dont il est personnellement victime. Et la reprise du travail est décidée.

Mais l'agitation ouvrière ne cesse pas. M. Ansay, le nouvel administrateur, ne peut prendre possession de ses fonctions. La presse communiste se déchaîne contre la réintégration des trois agents victimes de la calomnie.

Le 20 décembre, le ministre, Robert Lacoste, reçoit une délégation ouvrière et appelle le 21 décembre une délégation des cadres. Il annonce à celle-ci qu'il maintient sa décision, que Bardin exercera les fonctions d'ingénieur-conseil et que Benoit et Planté attendront pour rentrer à l'usine que l'agitation soit calmée.

Cette victoire incomplète montre que le droit est toujours impuissant devant la force.

Le conflit a donc été réglé, selon les conclusions suivantes :

1°) Bardin est réintégré. Il est suspendu de ses fonctions de direction.

Il peut être affecté à des fonctions à l'extérieur, comme d'ailleurs M. Mosnier.

2°) Planté et Benoit sont réintégré.

Leur rentrée effective à l'usine est différée jusqu'au vote du statut.

Benoit pourra exercer ses fonctions de l'extérieur. Planté, ne pouvant exercer ses fonctions de l'extérieur, sera provisoirement pourvu des fonctions d'ingénieur-conseil, avec le même traitement.

La résolution est votée à l'unanimité par l'assemblée des cadres :

L'assemblée générale des Cadres et Ingénieurs du 23 décembre 1947 enregistre la proposition de règlement du conflit Berliet émanant du préfet et ayant obtenu l'accord de l'administrateur et de la délégation ouvrière au cours de l'entrevue du 22 décembre 1947.

L'assemblée déclare que les cadres et techniciens ne sont plus en grève depuis le 10 décembre 1947 et restent décidés à exécuter les ordres de l'administrateur.

Elle considère que la sanction concernant leurs trois camarades délégués ou responsables syndicaux constitue une profonde injustice.

A la suite de cette résolution le travail reprend sans incident le mercredi 24 décembre. L'arrêt du travail aura duré du 4 novembre au 23 décembre et la question du paiement des jours de grève n'est pas réglée malgré que sa durée soit imputable aux représentants du gouvernement impuissants à faire respecter la Constitution.

Attitude de la presse

Dès qu'il fut connu, le conflit Berliet suscita un très gros intérêt, non seulement en France, mais dans d'autres pays tels l'Angleterre, les Etats-Unis. Aussi, quotidiens de toutes tendances et hebdomadaires publièrent-ils de nombreux articles. Bien entendu, le comité de grève n'est responsable que de ses propres communiqués. La plupart des journaux eurent le souci d'informations exactes. Il faut cependant excepter la presse d'extrême droite et la presse communiste.

L'Humanité et son succédané lyonnais *la Voix du Peuple* se sont particulièrement distingués.

Il n'est pas possible de tout citer. Voici quelques extraits de *la Voix du Peuple* :

Le 5-11-47. — « Aux ordres du traité Berliet, pour défendre les agents de Winckler, les cadres de l'usine provoquent une grève de sabotage. »

Le 6-11-47, à propos d'un buste de Marius Berliet qui portait l'inscription : « A Marius Berliet, ses chefs de service », on lit : « Ceux qui eurent cette

idée lumineuse d'offrir un buste en reconnaissance au plus représentatif des patrons de combat lyonnais ne sont-ils pas les mêmes aujourd'hui qui suivent le directeur technique Bardin ? » Le rédacteur ne dit pas que ce buste a été inauguré en 1920 au lendemain de la guerre au cours de laquelle les camions C. B. A. avaient rendu de grands services à l'armée française. Les chefs de service de cette époque ont 27 ans de plus et ils ont tous fini de travailler.

Ce serait trop long de tout citer.

Il est cependant utile de dire que Cagne, secrétaire général de l'Union des Métaux, au cours d'une réunion tenue à l'extérieur de l'usine de Vénissieux le 24 décembre 1947, a affirmé que Bardin, Benoit, Planté, avaient écrit aux fournisseurs de Berliet pour arrêter les livraisons. Pour mieux faire absorber son mensonge, il brandissait une feuille que personne n'a vue, bien entendu : « Non, les travailleurs des usines Berliet ne sont pas prêts d'oublier non plus l'infâme lettre du 19 novembre écrite par Bardin et ses acolytes aux fournisseurs, leur demandant d'interrompre leurs envois. » Dans le même article autre contre-vérité dirigée contre M. Ansay, le nouvel administrateur, qui a arrêté l'usine pendant deux jours pour faire un inventaire, journées qui seront d'ailleurs récupérées : « Ajoutons que cet inventaire est le premier qu'aient connu les Etablissements Berliet, et que cette mesure ne fut pas jugée utile, même lors de leur mise sous séquestre. » En fait, à la prise de gestion Mosnier, il y eut évidemment un inventaire, contradictoirement avec un représentant de la famille Berliet. Chaque année, le 31 décembre, il y a un inventaire pour permettre d'arrêter le bilan et personne ne l'ignore, sauf le rédacteur de *la Voix du Peuple*.

Cette revue de presse est écœurante, mais il était indispensable de la faire rapidement pour montrer comment on trompe le lecteur, comment on a tenté de créer une agitation dans la population pour essayer de faire pression sur les cadres. Ceux-ci ont fait appel, avec de faibles moyens, aux travailleurs honnêtes pour les appeler à les aider dans leur lutte pour que soit respecté le droit syndical.

Les syndicats devant notre mouvement

La grève des ingénieurs et cadres Berliet ayant été une réaction de défense contre des exactions déterminées par la politisation de l'entreprise, il était à prévoir que certaines organisations syndicales, elles-mêmes politisées, glisseraient sans appuyer sur un conflit qui les gênait.

Si, dans la région lyonnaise, les sections départementales C. G. T., C. F. T. C., C. G. C., ont, avec vigueur, appuyé moralement et financièrement notre action, le comité de grève a déploré l'attitude passive au bureau national du S. N. C. I. M.

N'osant toutefois désavouer un mouvement dont les raisons morales entraînaient irrésistiblement la sympathie de tous, il l'ignora ou presque, se contentant de voter une motion que nous reproduisons ci-après :

« Le bureau du S. N. C. I. M., en attente d'éléments d'information précis qui nous permettront de prendre ultérieurement position sur les incidents Berliet, s'élève unanimement contre le fait que des cadres supérieurs puissent être licenciés à la suite d'une consultation par vote secret du personnel placé sous leurs ordres. Question de principe sur laquelle il ne saurait transiger. »

Les « éléments d'information » n'étaient sans doute pas encore rassemblés, puisque aucune prise de position n'a eu lieu sur les points essentiels, à savoir :

renvoi de trois cadres, délégués syndicaux, à la suite de comptes rendus de mandat ; renvoi arbitraire avec le motif, illégal et scandaleux, par la forme qu'il a revêtue : des partisans ayant appliqué, par la force, une décision obtenue d'un administrateur docile au mépris des garanties des délégués.

Venu à Lyon, le 8 novembre, Stremetz, secrétaire général du S. N. C. I. M., n'apporta à l'assemblée des grévistes qu'une solidarité réticente, celle-ci s'appuyant uniquement sur les termes de la motion précitée qui feint d'ignorer les divers aspects d'une illégalité manifeste.

Le comité de grève Berliet regrette sincèrement, pour l'avenir du S. N. C. I. M., que son bureau national n'ait pas eu le sursaut d'indignation qui, par delà les appartenances politiques, est le fait d'hommes libres, soucieux du respect de la dignité humaine.

Le bureau de la section technique lyonnaise de l'Union syndicale des Métaux (C. G. T.) a eu lui, malgré les circonstances défavorables, cette prise de conscience, qui honorera longtemps ceux qui ont eu le courage de s'y associer !

L'Union syndicale des Métaux n'avait pourtant pas négligé de faire connaître sa position.

Ignorant sans doute que le S. N. C. I. M. appartient, comme elle, à la Fédération des Métaux (C. G. T.) et qu'un différend, au surplus artificiellement créé, entre les cadres et les ouvriers devait être résolu en son sein, elle inonda les entreprises de tracts infâmes et couvrit les murs de la ville d'affiches du même ordre.

Peut-être est-ce là, ce que l'on comprend en disant que du « manœuvre à l'ingénieur » l'unité de pensée et d'action existe au sein de la C. G. T.

Le comité de grève des ingénieurs et cadres Berliet laisse à ceux qui l'ont déclenchée la responsabilité d'une pareille action.

Le silence qu'il a observé, sur ces attaques, lui permet de demander aujourd'hui, avec force : « Où sont les diviseurs ? »

Avec le temps, qui ne désagrègeait pas le bloc des ingénieurs et cadres, l'inquiétude augmentait à l'Union syndicale des Métaux. Beaumont, ténorino de la Fédération, fut dépeché à Lyon. Il ne se haussera pas à la compréhension objective du problème. Peut-être, au fait, ne le pouvait-il pas. Il isolera simplement le cas des trois cadres, les considérant comme des indésirables que les ouvriers rejettent ; opinion qu'il demandera d'entériner. Il négligera la solidarité, que l'unanimité des cadres leur manifeste ; il négligera le fait essentiel du renvoi abusif de trois délégués syndicaux qui, s'il s'était produit chez les ouvriers, aurait déterminé, avec raison, une action d'envergure.

Ambroise Croizat vint lui-même à Lyon, non pour arbitrer le conflit entre des éléments appartenant tous à la Fédération syndicale qu'il dirige, mais pour exciter la passion partisane de ses amis. A son tour — et avec quel éclat — il dénonce la « manœuvre politique » (! ?) de Bardin, Planté et Benoit dont le « but évident est le retour des Berliet » (! ?) et dont l'attitude relève du « plan des adversaires de la classe ouvrière qui projeteront Peclatement de la C. G. T., en comptant sur la division des travailleurs ouvriers, techniciens et cadres » (sic !)

Croizat dirigera une délégation ouvrière au ministère de la Production industrielle, réclamant — lui, secrétaire général de la Fédération des Métaux — le renvoi de trois responsables syndicaux de sa Fédération.

Nous donnons ci-après le texte de la résolution votée par la commission exécutive de la section départementale du Rhône du Syndicat national des cadres et ingénieurs de la Métallurgie (C. G. T.) :

Après avoir entendu les explications des délégués C. G. T. du comité de grève des ingénieurs et ca-

drés Berliet, la commission exécutive de la section départementale du Rhône S. N. C. I. M. s'élève contre le renvoi abusif de responsables syndicaux et décide de demander à toutes les sections syndicales d'entreprise de soutenir les camarades en grève.

Proteste contre le fait que l'Union syndicale des Travailleurs de la métallurgie lyonnaise prend position au nom des ouvriers pour le renvoi de trois cadres du S. N. C. I. M. et les procédés de force qui furent employés à leur égard, accréditant dans un tract public les calomnies visant à diviser les ouvriers et les cadres.

S'étonne que notre Fédération des Métaux ne se soit pas élevée contre cette atteinte à la liberté syndicale.

Demande au bureau du S. N. C. I. M. d'intervenir d'urgence auprès de toutes les sections départementales pour déclencher une action de solidarité jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications.

Enregistre la résolution votée par le bureau du S. N. C. I. M. à sa réunion du 7 novembre et demande que cette résolution soit communiquée au plus tôt aux dirigeants de la Fédération des Métaux à seule fin qu'il en soit tenu compte.

Demande que le cas de M. Mosnier syndiqué « cadres » ayant assisté volontairement à une assemblée d'information « cadres Berliet » soit examiné par une commission de discipline.

En effet, ce cadre supérieur n'a voulu aucunement reviser sa position après le vote massif de 104 voix contre 2 abstentions (dont la sienne), mais a cru devoir porter le différend devant une assemblée d'ouvriers qui n'étaient nullement informés pour discuter de la question.

Conclusion

Les violentes oppositions qui se sont manifestées entre organismes syndicaux, appartenant à la même Fédération, posent de graves problèmes de structure. La preuve est administrée que le mouvement syndical ingénieurs et cadres est traité en mineur au sein de la C. G. T.

Le flakant s'il couronne une action ouvrière, on déchire ses militants à belles dents si ceux-ci cessent d'être des béni-oui-oui.

Comment les cadres et ingénieurs trouveront-ils le point d'équilibre ne les séparant pas de la masse ouvrière et leur permettant une action propre, qui soit en même temps efficace ?

Comment, parallèlement, créeront-ils cette puissance de qualité qui les libérera de la loi du nombre, lorsque celle-ci s'égarera dans l'injustice et l'arbitraire, comme notre conflit en est l'illustration ?

Les cadres devront-ils d'abord trouver le chemin de leur unité syndicale pour constituer la force capable de résoudre le problème essentiel de la liaison avec les autres travailleurs ?

Il est urgent aussi que l'élite qu'ils constituent puisse faire entendre loin et fort la voix sérieuse de leurs esprits libres et créateurs.

L'écrasement de la hiérarchie est-il autre chose qu'un piétinement des valeurs ? Ne paralyse-t-il pas les efforts, et les économies apparentes ne masquent-elles pas d'énormes pertes cachées ?

Devant l'incompréhension qu'on leur manifeste, les ingénieurs et cadres ne pourront forcer la place qu'on leur conteste s'ils n'ont pas un mouvement syndical uni et homogène.

C'est pourquoi les problèmes de structure et d'organisation doivent être à la pointe de leurs préoccupations actuelles. Il faut toutefois que soit brisé le joug politique qui, çà et là, les enserre et que seuls les soucis professionnels dans le cadre de l'intérêt général servent de guides à leur action.

FAITS et DOCUMENTS

Au pays du socialisme

Pour les ouvriers russes eux-mêmes le régime soviétique réalise-t-il le régime socialiste ? A cette question, voici une réponse rapportée par un Français qui a travaillé dans les mines du Donetz. (D'après les *Etudes matérialistes* de novembre reproduisant un article de *New Views*) :

Une fois j'essayai d'expliquer à mes camarades de travail ce que l'Union soviétique signifie pour les travailleurs du monde : « Vous ne semblez pas comprendre que vous devez aimer votre pays. L'Union soviétique est connue dans le monde entier comme le paradis des travailleurs. »

On se mit à rire. On me dit que je voulais plaisanter et qu'ils ne savaient ce qu'ils devaient admirer le plus : l'habileté des gens qui trompaient les travailleurs du monde ou la stupidité des travailleurs du monde.

Jusqu'au dernier jour que je passai à la mine, ils me firent une scie avec « la patrie des travailleurs ». Chaque fois que nous avions à nous plaindre de quelque injustice ou de quelque difficulté dans le travail, ils me répétaient : « Eh bien, à quoi t'attendais-tu donc ? N'est-ce pas ton paradis ? »

La différence essentielle qui sépare l'ouvrier des pays capitalistes est la suivante : le premier attend beaucoup d'une révolution ou de l'évolution ; il rêve parfois de s'emparer du pouvoir ou il songe à des réformes qui apporteraient des changements fondamentaux dans sa condition sociale. L'ouvrier soviétique, au contraire, a cessé d'espérer. Il ne s'attend à rien de bon pour l'avenir. Il se nourrit par contre d'un regret nostalgique du passé. Il se rappelle les années de la Nep. Il pense que Lénine lui avait alors donné la liberté. Cette liberté lui a été enlevée et il ne voit plus aucune chance de la retrouver. Lui, ouvrier, est prisonnier de la société soviétique. Il est mobilisé, pour sa vie, à un travail déterminé. Il ne peut le quitter sans encourir de graves pénalités. Un de mes camarades de travail, jeune homme de 18 ans, fut condamné à six ans de prison parce qu'il s'était absenté trois jours du travail.

« Salut aux marins américains »

Dans *l'Humanité* du 22 novembre 1947, Frachon adressa un salut fraternel aux marins américains qui, se trouvant dans les ports français, avaient refusé de servir de briseurs de grève. Mais il éprouva le besoin d'ajouter que les marins américains avaient affirmé leur accord avec la lutte contre « l'impérialisme du plan Marshall ».

Le 4 décembre, le *Sud-Ouest* publiait la mise au point suivante :

A la suite d'un article publié par « La Gironde Populaire », les membres de l'équipage du navire américain « Halton-R. Carey », qui s'étaient solidarisés cordialement avec les marins du port de Bordeaux, tiennent à préciser qu'ils avaient demandé aux délégués syndicaux la promesse verbale que les phrases condamnant le plan Marshall seraient rayées du communiqué destiné à être publié.

L'article qui a été inséré l'a été sans notre consentement ou sans notre connaissance.

Nous répétons que nous sommes pour l'ouvrier français et ses revendications, mais que nous refusons de nous mêler à des controverses politiques. Nous savons qu'il nous est impossible de nous attendre à ce qu'un journal du genre de celui qui a publié cet article se rétracte. Pourtant, nous espérons que le peuple français verra notre position sous un meilleur jour.

La Gironde Populaire, qui est l'organe régional du parti communiste à Bordeaux, n'a jamais rectifié. *L'humanité* non plus..

Le Conseil d'Etat et l'épuration syndi- cale de 1944

Paul Mangin, président de la Chambre syndicale des Voyageurs-Représentants, avait été condamné par la Commission d'épuration syndicale à l'exclusion à vie de toute organisation syndicale. Cette commission, on le sait, avait été instituée en vertu d'une ordonnance du gouvernement d'Alger. Elle avait eu pour président Capocci, puis Jayat ; pour secrétaire Sémat ; parmi ses membres figurait Ouradou.

Paul Mangin avait porté la condamnation qui le frappait devant le Conseil d'Etat. Celui-ci vient de se prononcer et d'annuler la décision Jayat-Sémat-Ouradou. Voici, d'après *Le Front syndicaliste* de janvier, le texte de cette décision :

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux (Section du Contentieux 2^o, 4^o s/sections réunies) :

Sur rapport de la 4^e sous-section de la section du Contentieux.

Sur le duplicata de la requête présentée par le sieur Mangin Paul, demeurant à Paris, 46, rue de Paradis, ladite requête enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, le 13 juin 1945, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir la décision en date du 20 décembre 1944 par laquelle la Commission nationale de reconstitution des organisations syndicales des travailleurs l'a exclu à vie de toutes organisations syndicales.

Vu l'ordonnance du 27 juillet 1944 modifiée par l'ordonnance du 26 septembre 1944 et par la loi du 25 février 1946,

Où M. Jaconnet, auditeur, en son rapport, Où Maitre Hersant, avocat du sieur Mangin, en ses observations,

Où M. Detton, maître des Requêtes, commissaire du gouvernement, en ses conclusions,

Considérant qu'en prononçant par la décision attaquée en date du 20 décembre 1944 l'exclusion à vie du sieur Mangin de toutes organisations syndicales, la Commission nationale de reconstitution des organisations syndicales de travailleurs a entendu interdire au requérant non seulement de faire partie des bureaux ou organismes directeurs de ces organisations, mais aussi d'y adhérer comme simple membre,

CONSIDERANT QU'AU CUNE DISPOSITION LEGISLATIVE N'AUTORISE LADITE COMMISSION A PRONONCER A L'ENCONTRE DE QUELQUE PERSONNE QUE CE SOIT L'INTERDICTION D'APPARTENIR A DES ORGANISATIONS SYNDICALES, QUE, DES LORS, LA DECISION ATTAQUEE EST ENTACHEE D'EXCES DE POUVOIR EN TANT QU'ELLE PRONONCE A L'ENCONTRE DU REQUERANT UNE INTERDICTION DE CETTE NATURE,

Décide :

LA DECISION SUSVISEE DE LA COMMISSION NATIONALE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE TRAVAILLEURS EST ANNULEE EN TANT QU'ELLE PRONONCE A L'ENCONTRE DU SIEUR MANGIN L'INTERDICTION D'APPARTENIR A DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

Elections caractéristiques

Le 5 janvier, le personnel des P.T.T. a élu ses représentants aux commissions paritaires.

Ces élections marquent un important succès pour la Fédération syndicaliste F. O. qui sur 152.239 inscrits, groupe 40,28 % des voix contre 38,22 % à la C.G.T. et 19,93 % à la C.F.T.C.

Notons quelques résultats par catégories :

Chez les commis : 16.323 voix à F. O. contre 9.831 à la C. G. T. et 11.634 à la C. F. T. C. — Chez les facteurs : 10.284 voix à F. O. contre 14.953 à la C. G. T. et 4.645 à la C.F.T.C.

La section syndicale des instituteurs de la Seine a réélu son conseil syndical. Les stalinien ont mené une campagne forcenée, à la suite du mouvement de grève, contre le secrétaire général sortant E. Breuillard. Celui-ci l'emporte largement. Sur la liste générale, sa liste obtient 14 sièges contre 8 aux stalinien et 3 à l'Ecole Emancipée. Sur 19 représentants de circonscription, 17 seront de la tendance Breuillard.

Le Manifeste a cent ans

Il créa, dans l'élan génial de sa grandiose conception, un manifeste qui pouvait se réclamer en même temps de l'exposé historique, de l'analyse critique, du programme et de la prophétie. Un programme classique d'un seul jet ; un chef-d'œuvre quant à l'originalité des idées, la substance de la pensée, la fermeté du dessein, la force de la langue.

Otto RUHLE, « *Karl Marx* », Grasset édit., 1933.

Marx non plus ne nous est pas aussi cher que la vérité.

« *Allons-nous vers la révolution prolétarienne ?* »

Simone WEILL,

R.P. n° 158, 5 août 1933.

A quelques mois de la Révolution de 48, paraissait une brochure annonçant une révolution prochaine qui amènerait le règne des prolétaires.

Il a donc cent ans, ce *Manifeste Communiste* qui est la pièce élémentaire et la pierre angulaire de toute étude du marxisme.

Or, cent ans après la promesse, dans presque tous les pays d'Europe, le marxisme est aux plus hauts postes du pouvoir.

Mais les prolétaires ne règnent nulle part. Ils n'ont pas « gagné de monde », ni même « perdu leurs chaînes ».

Y a-t-il, dans cette contradiction, un accident fortuit ?

C'est ce qu'admet la foi, non la raison.

I

“L'idée maîtresse” du Manifeste

Engels formule l'« *idée maîtresse* » du Manifeste dans l'émouvante préface de la troisième édition (en 1883, peu après la mort de Marx) :

« *L'idée maîtresse qui traverse le Manifeste — à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment à chaque époque historique la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque; que par suite (depuis la disparition de la primitive propriété commune du sol), toute l'histoire a été une histoire de lutte de classes, de luttes entre classes exploitées et exploitantes, entre classes dominées et dominantes, aux différentes étapes de leur développement social, mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie) sans libérer en même temps, et pour toujours, la société tout entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes — cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx.* »

Le style de Marx est souvent extrêmement touffu. Pour dégager l'essentiel de la pensée, le lecteur se trouve alors obligé de procéder tout d'abord comme le voyageur qui s'engage dans la brousse tropicale, c'est-à-dire au sabre d'abatis, couchant à droite et à gauche tout ce qui, de sujet à verbe et complément, n'est pas le squelette de la proposition principale.

Il en est beaucoup moins souvent ainsi avec les phrases d'Engels. Mais, pour celle-ci c'est presque le cas.

Le dépouillement donne :

La structure sociale qui résulte de la production forme la base de l'histoire politique; En d'autres termes, depuis que la société comporte des classes, l'essentiel de son histoire est la lutte de celles-ci;

Mais, dorénavant, la classe exploitée ne peut plus renverser la classe qui l'exploite sans libérer pour toujours la société de l'exploitation.

Il y a là trois idées, en trois paragraphes, mais non pas une par paragraphe : la première tient dans une simple proposition relative, tandis que la deuxième chevauche sur deux paragraphes :

I. — La structure sociale résulte de la production;

II. — La structure sociale est la base de la politique; en d'autres termes, depuis qu'il y a des classes, l'essentiel de l'histoire est leur lutte;

III. — Mais, dorénavant... (gomme ci-dessus).

I. — « *La structure sociale résulte de la production économique.* »

Elle en résulte même « *nécessairement* ».

Comment entendre cela ?

Devons-nous comprendre que la structure sociale résulte de la *technique* productive ? Evidemment non. Car si une certaine structure sociale était nécessairement liée à une certaine technique, il serait tout à fait vain qu'il y eût des communistes, qu'il y eût des gens prétendant changer la structure sociale.

La proposition ne peut donc se rapporter qu'à la *forme sociale* de la production : la structure sociale résulte des rapports sociaux dans la production; la division de la société en classes résulte d'une *différenciation* parmi les personnes occupées à la production (1).

(1) En quoi consiste cette différenciation ?

A priori, il peut s'agir soit d'une différenciation dans les **fonctions productrices elles-mêmes** (direction et exécution), soit d'une différenciation dans la **répartition du produit**. (Le revenu d'un homme peut être représentatif d'une valeur qu'il a créée lui-même, ou d'une valeur que d'autres ont créée.)

Or, de ces deux éléments de différenciation, le deuxième se trouve impliqué par le premier.

En effet, qui dirige la production a tôt fait de **diriger aussi la répartition du produit** — ce qu'il fait, naturellement, à son avantage. Les éléments qui dirigent l'économie deviennent automatiquement des éléments « privilégiés ».

Par contre, l'inverse de ce que nous venons de dire n'est pas vrai : le deuxième élément de différenciation n'implique pas le premier. Une couche sociale peut vivre de la plus-value, sans pour cela, diriger la production. Exemples : la plèbe romaine et l'aristocratie post-féodale. Mais on a, alors, une couche **parasitaire** et condamnée à disparaître.

L'élément constitutif des classes durables, des classes dignes de ce nom est donc la **différenciation dans les fonctions productives**. Une « classe » est la **couche sociale où se recrutent les gens qui ont la même fonction dans la production**.

La classe dirigeante (et privilégiée) fournit les dirigeants de la production. La classe exploitée (et dirigée) fournit les exécutants. La société sans classes sera celle qui réunira dans les mêmes personnes les fonctions d'exécution et de direction.

Si étonnant que cela paraisse, Karl Marx n'a ja-

II. — La deuxième idée ne présente pas de difficulté. Des groupes humains ne se disputent pas de façon durable à propos de parties de cartes. Pour une opposition durable, il faut que des intérêts durables soient en jeu. Or une « classe » réunit des gens dont beaucoup d'intérêts sont les mêmes et, de classe en classe, beaucoup d'intérêts sont en antagonisme. Depuis qu'il y a des classes, elles sont en lutte.

III. — Avec la troisième idée, nous avons l'élément basal de tout le programme politique marxiste :

Dorénavant, la classe exploitée ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite sans libérer définitivement la société de toute exploitation.

C'est une idée bien faite pour enflammer les cœurs.

Mais c'est UNE IDÉE QUI N'EST DEMONTREE PAR RIEN.

Dans son résumé, en une phrase, de la doctrine, Engels ne nous donne pas la raison de cette proposition essentielle. La rédaction eût singulièrement gagné en force s'il l'avait fait. Mais nous pouvons admettre qu'il ne l'ait pas fait, vu le désir de faire vite.

Reportons-nous donc au développement lui-même, au *Manifeste*.

Eh bien, le point qui nous occupe ici n'y est abordé que de façon fort brève :

« Toutes les classes qui, dans le passé, s'emparaient du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société à leur propre mode d'appropriation. *Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci et, par suite, tout mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours.* Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée existante. »

Cette rédaction est étrange.

mais donné de définition de la classe. Dans le seul *Manifeste*, le mot est, appliqué tantôt à des classes civiles (patriciens, chevaliers, plébéiens), tantôt à des classes économiques (bourgeoisie, prolétariat), tantôt à de simples couches : lumpenprolétariat et « les classes moyennes ». Combien y a-t-il de classes dans ce pluriel ? Le *Manifeste* se contente de dire « petits fabricants, détaillants, artisans, paysans » ; cela fait quatre, ce qui est évidemment trop ou trop peu.

Marx apporte cependant, surtout dans le *Capital*, des éléments d'une définition. Ce sont :

a) l'élément relatif à la répartition du produit ;
b) un élément que nous n'avons pas encore examiné, élément relatif à la position particulière qu'occupent les dirigeants par rapport aux moyens de production ; relatif à la *tenure* des moyens de production.

Marx dit : c'est la tenure des moyens de production qui implique la direction de la production.

Nous disons : les gens qui dirigent la production sont, du fait même de cette fonction, dans une position particulière vis-à-vis des moyens de production.

Le fond du débat est probablement la question de l'organe et de la fonction. Qui a la primauté ? Il me paraît plus satisfaisant que ce soit la fonction. (Une même fonction crée des organes différents aux différents degrés de l'échelle des êtres.) Mais il est possible, aussi, que la question n'ait pas de sens.

Quoi qu'il en soit de ce point théorique, si, pour élément déterminatif de la « classe », on veut choisir non pas la fonction dans la production, mais la position par rapport aux moyens de production, on devra dire : la société sans classes sera non pas celle d'où aura disparu telle position privilégiée par rapport aux moyens de production, mais celle où les hommes disposeront dans une même mesure des forces productives.

Première proposition : une constatation historique.

Par exemple, la féodalité naît du mode d'appropriation dit « *beneficium* » (bien cédé en jouissance usufruitière). Toute autre forme de revenu devient inconcevable.

Il en est de même, plus tard, de la tenure seigneuriale, de droit quasi divin en laquelle s'est muée la tenure bénéficiaire. « *Nulle terre sans seigneur* » devient une règle de la société.

Puis la règle change encore. La liaison tenancier-chose tenue est considérablement assouplie. Une révolution économique abolit presque la chose tenue, puisque, à la chose concrète, elle substitue une simple forme, un quantum vide. On ne tient plus une terre particulière, on « possède » une « fortune » de matière variable, pouvant être composée de terres quelconques, d'entreprises diverses ou de titres, nominatifs ou anonymes.

On constate donc, à certains moments de l'histoire, des *épidémies de forme de propriété*. « Dans le passé, toutes les classes qui s'emparaient du pouvoir soumettaient la société à leur propre mode d'appropriation. »

Deuxième proposition. Ce qui s'est toujours produit ne se produira plus. La propriété privée des forces productives disparaissant, le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci disparaîtra.

Voyons les choses.

Le mode d'appropriation particulier aux forces productives modernes n'est pas unique, mais double. C'est le profit, pour les entrepreneurs, et c'est le salaire, pour les exécutants. La disparition de l'entrepreneur privé entraîne la disparition du profit privé (mais non obligatoirement de tout profit), mais elle n'entraîne pas du tout nécessairement la disparition de l'appropriation *salariée*.

Au contraire, une révolution dans laquelle le prolétariat fournirait la troupe et les marxistes l'état-major serait susceptible d'aboutir à une *généralisation du salariat*, plutôt qu'à la suppression de ce mode d'appropriation. Comme « dans le passé », la classe révolutionnaire « soumettrait la société tout entière à son propre mode d'appropriation ».

Or, nous allons le voir, c'est précisément une révolution de ce type qui constitue le programme marxiste.

Les moyens

a) *L'Etat*. — Il s'agit donc d'exproprier les actuels propriétaires des moyens de production, les propriétaires « privés ».

Comment y parviendra-t-on ?

Par *l'Etat*, appareil politique que l'on aura préalablement conquis.

Il s'agit, dit le *Manifeste*, de « *centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat* ».

... « Pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

» 1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat ;

» 2. Impôt fortement progressif ;

» 3. Abolition de l'héritage ;

» 4. Confiscation de la propriété de tous les émigrés et de tous les rebelles ;

» 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un monopole exclusif ;

» 6. Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport ;

» 7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan général ;

» 8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles (1), particulièrement pour l'agriculture ;

» 9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne ;

» 10. Education publique et gratuite de tous les enfants ; abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui (2). Combinaison de l'éducation avec la production industrielle, etc. » (3)

Nous aurons donc, d'une part, une masse de travailleurs sans propriété, libres ou liés dans des « armées », d'autre part, la gestion de la production par un certain nombre d'hommes formant les cadres de l'Etat.

La société ne sera plus divisée en patrons et salariés.

Mais elle le sera en exécutants et directeurs de la production, sans qu'on discerne de force tendant à la fusion de ces catégories.

Au contraire, pour toutes sortes de raisons techniques et humaines, il y aura tendance à ce que les directeurs soient recrutés parmi les fils de directeurs ; les catégories initiales deviendront des classes et plusieurs des organes de l'Etat, comme la police et les prisons, retrouveront leur fonction habituelle de défense de la classe dirigeante.

La perspective n'est pas emballante pour les travailleurs !

Marx le sent bien. Aussi, l'énoncé du programme d'étatisation est-il immédiatement suivi du développement suivant, qui forme la conclusion de la deuxième partie du *Manifeste*.

« Les antagonismes de classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression des autres. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante, détruit violemment l'ancien régime de

(1) Canal de la mer Blanche et chantiers du transsaharien ; captifs de guerre au fond des mines ; armées concentrationnaires de la N.K.V.D. ; Todt et S.T.O., notre temps a réalisé ce huitième point du programme... Mais n'y a-t-il pas une contradiction presque bouffonne dans la constitution de travailleurs en « armées » et l'affirmation concomitante qu'on en fait des dirigeants ?

(2) Le vague de la rédaction n'est pas le fait du hasard. Marx écrira dix-huit ans plus tard (in « Critique du programme de Gotha ») : « Une interdiction générale du travail des enfants est incompatible avec l'existence de la grande industrie. »

(3) En mars 48, la Ligue des Communistes publie un document relatif aux revendications des communistes en Allemagne. Voici l'essentiel :

« ...5 — Les domaines princiers, féodaux et autres, toutes les mines, carrières, etc., deviennent propriété de l'Etat... »

6. — Les hypothèques grevant les biens des paysans sont déclarées propriété de l'Etat ; les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'Etat ;

7. — Dans les régions où le régime du bail à ferme est en vigueur, la rente foncière ou le fermage sera payé à l'Etat sous forme d'impôts ;

8. — Tous les moyens de transport : chemins de fer, routes, canaux, bateaux à vapeur et postes reviennent à l'Etat. Ils deviennent propriété de l'Etat et sont mis à la disposition des classes dépourvues de moyens (???) ;

9. — Fondation d'ateliers nationaux. L'Etat assure l'existence à tous les travailleurs et prendra à sa charge ceux qui sont frappés d'incapacité de travail... »

production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là-même, sa propre domination de classe.

« A la place de l'ancienne société bourgeoise avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une société où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. »

Ces deux paragraphes prétendent résoudre une très grave difficulté.

Or, pour commencer par le premier, il est constitué : 1° par une pirouette ; 2° par un raisonnement qui ne gagne pas à être regardé de près.

La pirouette est de se placer subrepticement dans des conditions autres que celles qu'on a posées. « Toute la production étant concentrée dans les mains d'individus associés... » Pardon ! le programme qui vient d'être énoncé concentre toute la production dans les mains de l'Etat et, à aucun moment, dans celles d'individus associés !

Quant au raisonnement, il se présente ainsi :

Prémisse. — Le pouvoir public est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression des autres.

Conséquence implicite. — Si les classes disparaissent, le pouvoir public disparaît.

Proposition. — Or, avec l'opération que je propose, les classes vont disparaître.

Démonstration de cette proposition, qui est la mineure du syllogisme : « Si le prolétariat détruit l'ancien régime de production, il détruit les conditions de l'antagonisme des classes, les classes en général. »

Mais la logique permet seulement de dire : « Si le prolétariat détruit l'ancien régime de production, il détruit les conditions de l'ancien antagonisme des classes, il détruit les anciennes classes. »

Nous avons là un exemple typique de raisonnement dont la lourdeur ne doit pas être prise pour du poids (1).

Emailée de mots aimables, comme « libre développement », « chacun » et « tous », la dernière phrase survient alors pour calmer l'inquiétude. Elle n'a malheureusement pas de signification réelle, revenant à dire : s'il y a libre développement pour chacun moins un, il n'y aura pas libre développement pour tous. Brillante et sonore, elle est le coup de

(1) Sur ce point particulier, qui est évidemment névralgique, l'œuvre de Marx n'est pas pauvre en raisonnements de ce type. En voici un antérieur au *Manifeste* (in *La Sainte Famille*) :

« La révolution communiste... abolit la suprématie de toutes les classes en même temps que les classes elles-mêmes... parce qu'elle est la classe qui est l'expression même de l'abolition de toute classe. »

Vous n'avez pas compris ?... Essayons donc d'un texte postérieur au *Manifeste* (Préface de Critique de l'Economie Politique — Berlin, 1859.) :

« ...On peut distinguer les formes de production suivantes : asiatique, ancienne, féodale et modernobourgeoise comme autant d'époques progressives de la formation économique de la société. Les rapports de production bourgeoise sont la dernière forme antagoniste du processus social de production — forme antagoniste non pas au sens d'antagonisme individuel, mais d'antagonisme qui jaillit des conditions de la vie sociale des individus — mais les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre ces antagonismes. Avec cette organisation sociale se termine la préhistoire du genre humain. »

La dernière phrase indique clairement qu'il faut prendre « dernière » non pas dans le sens de « la dernière en date », mais dans le sens absolu : la dernière de toutes. Mais la démonstration n'est pas apportée. Pourquoi la résolution de « ces » antagonismes (bourgeois-prolétaires) serait-elle la résolution de tout antagonisme ?

cymbales qui ponctue le tour du prestidigitateur et empêche de le détailler (1).

b) **UN PARTI.** — L'expropriation des propriétaires privés sera donc faite par l'Etat.

En conséquence, « le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique ».

Il ne fera cette conquête qu'après une « lutte nationale à direction centralisée ».

Cela nécessite « l'organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique ».

Les marxistes s'attacheront ainsi à la constitution d'un « parti de classe » du prolétariat. (2)

Contrairement aux précédentes, cette dernière expression entre guillemets n'est pas dans le Manifeste. Elle appartient aux marxistes de la génération suivante. Mais on ne peut pas dire qu'elle ne soit pas dans l'esprit du Manifeste.

L'opération que le *Manifeste Communiste* vient, en 1847, proposer à la classe ouvrière des divers pays d'Europe est donc une opération politique dont la direction sera fournie par les marxistes, et les masses exécutantes par les ouvriers. (Ou plutôt, c'est une série d'opérations de ce genre, puisqu'il s'agit de la conquête de l'Etat dans chaque pays.)

(1) Il est un autre procédé que les propagandistes marxistes ont beaucoup employé. Pour que l'attention ne se fixe pas sur le programme, ils déclaraient que ledit programme ne devait pas être pris trop au sérieux, qu'étant donné les « circonstances historiques existantes », au moment où les marxistes seront au pouvoir, on fera, sans doute, de l'étatisation, mais que ça ne sera pas comme si on faisait de l'étatisation. Vous avez entendu cela cent fois !

Dans la préface de la deuxième édition du Manifeste (1872), Marx et Engels eux-mêmes écrivent : « Il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II... Ce programme est aujourd'hui vieilli en certains points. La Commune, notamment, a démontré qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat et la manie à ses propres fins. » (Voir la *Guerre civile en France*, adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, où cette idée est plus longuement développée.)

Or, ladite Adresse ne traite pas de la question qui nous occupe ici ! Elle dit que la Commune a désiré créer une machine d'Etat différente de la machine antérieure ; mais la question : « A qui doivent être attribués les moyens de production ? » n'est pas abordée.

S'il est donc une chose qu'on ne doit pas prendre trop au sérieux, c'est le demi-riement des marxistes relativement à leur programme inaugural. Ils n'en ont jamais formulé d'autre et, dans la pratique, ils l'appliquent. Ils ont eu beau, pendant des décades, par opportunisme, le déclarer « vieilli », ce programme d'étatisation des moyens de production est, depuis 1918, de pleine actualité.

Certains des marxistes l'appliquent avec enthousiasme. Les autres s'y résignent. C'est toute la différence qu'il y a, au XX^e siècle, entre socialistes et communistes.

Les socialistes actuels sont des marxistes qui redoutent les conséquences du programme marxiste, qui vivent dans une certaine nostalgie du temps où la liberté de produire assurait la liberté de penser ; qui vivent dans une contradiction insoluble entre leur théorie intellectuelle et l'aspiration de leur cœur.

Ils sont condamnés ou à devenir conservateurs de la production bourgeoise, c'est-à-dire contre-révolutionnaires, ou à se faire les auxiliaires plus ou moins honteux d'une immense entreprise d'abaissement de l'homme.

(2) L'idée d'un « parti de classe » paraît très logiquement déduite du grand fait de la lutte des classes. Cependant, l'a-t-on remarqué ? Il n'y a pas, dans les autres classes, de « parti de classe ». La bourgeoisie, par exemple, a partout plusieurs partis, au moins deux.

A quoi elle s'oppose

Un ouvriérisme constructif

Or, en ce milieu du XIX^e siècle, la classe ouvrière, surtout en France, est devenue tout à fait méfiante devant ce genre d'opérations politiques.

Elle vient d'en connaître tant !

Pour résumer les choses d'un mot — du mot qu'elle emploie elle-même — elle est guérie du jacobinisme.

Elle a conçu son émancipation selon des lignes différentes

En défiance résolue des politiciens, c'est un ouvriérisme. Et, en défiance résolue des jeux de la politique, c'est une construction.

Un ouvriérisme constructif, c'est en effet ainsi qu'apparaît ce mouvement, que les ouvriers de l'époque appellent « socialisme ».

Pour illustrer ce qu'est ce « socialisme », je citerai quelques documents.

Qu'on ne me chicane pas s'ils sont postérieurs d'une quinzaine d'années au Manifeste. Ils sont de bons éléments pour comprendre la tendance, puisque la création de l'Association internationale des travailleurs marque l'apogée de celle-ci. Et, de toute façon, pour juger de l'influence du marxisme sur le mouvement ouvrier, il n'est pas mauvais d'avoir une vue cavalière de la période qui va du Manifeste à la fin de l'Internationale.

L'« enfant des ateliers parisiens »

L'Internationale est, comme on sait, « un enfant né dans les ateliers parisiens et mis en nourrice à Londres ». (1)

Ces partis se séparent sur des questions secondaires. Ou bien, comme en Amérique, ils ne se séparent sur rien quant au programme.

Dans les deux cas, le rôle de leur dualité, ou de leur multiplicité, est de permettre le renouvellement des équipes au pouvoir, ce qui est une condition élémentaire de la démocratie.

Attention ! L'idée d'un « parti de classe » contient en germe le parti unique des régimes totalitaires. Le parti unique dans l'opposition risque fort de devenir le parti unique tout court, une fois le pouvoir conquis.

...Lorsque j'adhérai au Parti Socialiste Unifié, l'excellence de l'unification était un dogme. En effet, elle facilita les carrières : huit ans après des socialistes étaient ministres.

Mais peut-être le mouvement ouvrier perdit-il en diversité, et en vie. La faculté créatrice, l'« élan vital » à des productions de type non pas unitaire, mais « buissonnant », remarquait très justement Leroy, successeur de Bergson au Collège de France. Quand, de ce qui fut un buisson touffu, vous voyez surgir une seule tige, vous comprenez que le jardinier est passé, avec son sécateur. Quand une classe ne nourrit plus qu'une organisation, unique et très grande, c'est qu'elle a trouvé un maître.

(1) Pourquoi cette mise en pension lointaine ? Par esprit internationaliste ? Bien sûr ; mais ce n'est pas la seule raison, ni, sans doute, la raison déterminante.

En ce milieu du XIX^e siècle, où l'esprit national n'était pas exacerbé comme aujourd'hui, où il allait, au contraire, en s'effaçant, avec l'internationalisation de la production, l'internationalisme des révolutionnaires n'avait pas non plus le caractère qu'il a aujourd'hui (caractère de chose qui est, par elle-même, un élément de lutte et, donc, de chose nécessaire). L'internationalisme de l'époque est surtout un humanisme, le rappel du principe que « tous les hommes sont égaux ».

Il n'est donc pas étonnant que son premier document soit d'esprit très « ouvrier parisien ». (2)

« PRELIMINAIRES »

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges ; mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national ; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels d'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et conseille de combiner tous les efforts encore isolés ;

Pour ces raisons, le congrès de l'Association internationale déclare que cette association ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité ;

Le congrès considère comme un devoir de réclamer non seulement pour les membres de l'association les droits de l'homme et du citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs :

« Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits. »

C'est dans cet esprit que le congrès a adopté définitivement les statuts suivants de l'Association internationale des travailleurs :

Art. 1. — Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les travailleurs des différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le

(Le Manifeste Communiste lui-même, avant la dernière phrase, n'exprime **aucune** idée d'internationalisme ouvrier ; il parle au contraire de luttes ouvrières nationales ; en sorte que la dernière phrase vient comme un cheveu sur la soupe si on la prend dans le sens que nous lui donnons aujourd'hui. Le sens original est : prolétaires, dans tous les pays, unissez-vous.)

Dans la mise en nourrice à l'étranger de l'enfant parisien, un élément très occasionnel a été déterminant. L'Empire interdisait les associations de plus de vingt personnes. Mais les textes visaient les associations françaises, les associations de sujets de l'empereur. En donnant à leur association un caractère étranger, les ouvriers tournaient la loi. Il fallait, dit Fribourg, « profiter du silence des Codes sur ce fait nouveau ».

(2) « Chaque phrase de ce document a été consentie par les fondateurs », écrit Fribourg — in « L'Association internationale des travailleurs, par E.-E. Fribourg, l'un des fondateurs », Paris 1871.

L'auteur revendique le titre de fondateur, et avec raison (Tolain, Fribourg et Limousin furent les premiers « secrétaires correspondants » pour Paris.) Mais il ne fit pas partie de la délégation (Tolain, Perrachon, Limousin) à la réunion constitutive du 28 septembre 1864, à Londres.

progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.

Art. 2. — Le nom de cette association sera Association internationale des travailleurs.

Signé : Odger, Wheeler, Cremer, ouvriers anglais. (1)

Remarquez :

I. — « L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Les Parisiens prennent ça au sérieux. A la première réunion internationale qui suivit la fondation, c'est-à-dire à la conférence de Londres de septembre 1865, le premier accrochage fut provoqué par la délégation française (Tolain, Fribourg, Limousin, Varlin) sur la question : « Qu'est-ce qu'un travailleur ? »

« Devait-on admettre tous ceux qui revendiqueraient cette qualification ? A Paris, la question avait été résolue. Dans les séances du Jeudi, les Gravielliers s'étaient formellement prononcés pour l'exclusion formelle de ce qu'on appelle les travailleurs de la pensée. » (2)

II. — « Ne pas constituer de nouveaux privilèges ».

Ce n'est pas une clause de style. Au congrès de Lausanne (1867), le troisième point de l'ordre du jour sera la question : « Les efforts tentés aujourd'hui pour l'émancipation du quatrième état (classe ouvrière) ne peuvent-ils pas avoir pour résultat la création d'un cinquième état dont la condition serait beaucoup plus misérable encore ? » (3)

Scrupule, à la vérité bien étonnant, quand on vient de lire Marx.

III. — « L'asservissement au capital, source de toute servitude ».

L'idée n'est pas particulière aux marxistes. Elle est née de l'expérience ouvrière.

IV. — « La subordination de tout mouvement politique à l'émancipation économique. »

« En lisant ce passage, raconte Fribourg, Tolain ne put se défendre d'un mouvement de joie. « En fin, dit-il à ses collègues, on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout. »

V. — « La vérité, la justice, la morale. »

Les ouvriers prennent cela très au sérieux. Les

(1) Nous pouvons penser que c'est par diplomatie que les Français n'ont pas signé. Ils tenaient beaucoup au caractère étranger de l'Association. (Le bureau parisien insistait, par exemple, pour que les cartes d'adhésion distribuées en province fussent rédigées en anglais.)

(2) Fribourg (loc. cit.).

Le bureau parisien initial était composé de Tolain, ciseleur ; Fribourg, graveur ; Limousin, margeur ; Debock, typographe ; Bourdon, graveur d'armoiries ; Héligon, papiers peints ; Culleter, corroyeur ; Perrachon, Camélinat, Guyard, monteurs ; Fournain, opticien ; Murat, mécanicien ; Varlin, relieur ; Bellamy, robinetier ; Delorme, cordonnier ; Mollin, doreur ; Laplanche, carrossier ; Delahaye, serrurier.

(3) L'idée était celle-ci. Les ouvriers organisés en coopératives sont indépendants et deviendront riches. Mais, tous ne sont pas organisés ainsi, surtout au début du mouvement. Il y aura donc, d'une part, des ouvriers dirigeant leur entreprise, d'autre part des ouvriers dirigés ; d'une part des ouvriers riches, d'autre part des ouvriers prolétaires. Comment éviter cela ?

La réponse du Congrès est embarrassée. Dans son troisième paragraphe, elle tient cependant l'élément véritable de la réponse :

« ...3° Le Congrès pense néanmoins que les efforts des associations ouvrières doivent être encouragés, sauf à faire disparaître le plus possible de ces associations le droit de prélèvement du capital sur le travail, c'est-à-dire y faire pénétrer l'idée de mutualité et de fédération. »

Eh oui ! Tout est là ! Interdiction aux coopérateurs de pratiquer le salariat, même avec des collaborateurs occasionnels. Nul ne pourra travailler avec des coopérateurs autrement que comme coopérateur.

marxistes n'y voient que « grues métaphysiques » et « préjugés bourgeois ». (1)

VI. — « Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits. »

L'idée, à base de réciprocité, est très nettement proudhonienne. (2)

« Preamble » de Genève

Bien significatif est encore le « préambule » aux travaux présentés par les Français au congrès de Genève (1866).

Il a malheureusement plus de deux pages.

Voici l'essentiel :

« ...Ce qui distingue essentiellement la période actuelle de celles qui l'ont précédée, c'est que le Travail s'affirme l'égal des autres forces, et veut conquérir sa place dans le monde moral et matériel, par sa seule initiative et en dehors de toutes les influences qu'il a, jusqu'en ces derniers temps, subies et même recherchées.

« ...La Démocratie a été jusqu'ici continuellement vaincue.

« ...Cependant, si épais qu'on suppose le crâne du prolétaire, il y pénètre bien, de temps en temps, quelques idées... Le prolétaire se recueille et cherche les causes de ses défaites...

« Les plus arisés fouillent l'Histoire et découvrent que, pendant trois siècles, la bourgeoisie, elle aussi, s'est trouvée refoulée chaque fois qu'elle s'est soulevée. Arrive 89 ; elle se présente et prend, presque sans obstacles, sa place dans l'Etat. Pourquoi pas cent cinquante, cent ou même cinquante ans plus tôt ? A cette question l'Histoire répond : elle n'était pas digne !

« Tout le XVIII^e siècle fut employé par elle à conquérir, par l'étude et le travail, la capacité qui lui manquait et, quand vint 89, elle était en talents, en science, en richesse, au moins l'égal de l'aristocratie : là est le secret de son triomphe.

« Cette histoire est la nôtre, s'écrient les travailleurs.

« ...D'après ce qui vient d'être dit, le but de l'Association internationale est nettement défini : réunir, grouper, pour les rendre plus fructueux, tous les efforts individuels tentés jusqu'ici en vue de l'émancipation du prolétariat par le prolétariat lui-même... »

En résumé, les ouvriers estiment que leur émancipation est conditionnée par une augmentation de leur « capacité ». (Encore une fois le mot est de Proudhon.) Et cela, à tous les points de vue : non seulement intellectuellement, mais aussi en richesse. Nous dirions aujourd'hui : pour qu'une classe fasse une révolution qui ne soit pas illusoire, cette classe doit, d'abord, diriger l'économie. (Le Tiers n'a fait sa révolution politique que lorsqu'il eut acquis cette direction.)

Coopération et mutualité

Comment les ouvriers entendaient-ils parvenir à cette direction ?

Par la coopération, dans le domaine de la production et la mutualité dans le domaine de la répartition.

(1) Il est inutile de discuter sur la valeur et l'origine de la morale. Mais il faut remarquer qu'il ne peut pas y avoir de démocratie sans elle. La loyauté est la condition sine qua non d'un fonctionnement démocratique. La démocratie meurt dans une association dès qu'un groupe fait passer son intérêt avant la loyauté pure et simple.

(2) Après le Congrès de Genève, les Internationaux firent une sortie sur le lac, à bord du yacht *Le Chablais*. Au-dessus des divers pavillons nationaux, un drapeau rouge portait la devise : « Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits ». Le fidèle Pottier ne l'a pas inventée.

Par la création d'entreprises ouvrières de production destinées à concurrencer et vaincre les entreprises bourgeoises ; par la substitution à l'échange marchand d'organismes d'échange « service pour service ».

« Coopération » et « mutualité », les deux mots se retrouvent dans presque tous les documents de l'Internationale débutante.

Au Congrès de Genève, les Parisiens déposent le projet d'une « société coopérative universelle » ; « elle fera le crédit mutuel à ceux de ses membres qui seront éloignés momentanément de leur centre habituel » ; « elle ouvrira des magasins dans lesquels les associés mettront en pratique l'échange des marchandises ou des services contre des marchandises ou des services d'une valeur équivalente, sans autre prélèvement que les frais d'enregistrement desdits services ou marchandises » ; « enfin, elle commanditera les sociétés coopératives qui lui sembleraient réaliser l'idée de justice et de solidarité entre tous leurs membres ».

Les travaux du Bureau de Paris sont également bien intéressants.

« ...L'examen de la possibilité d'établir des comptoirs d'échange retint longtemps la Commission parisienne ; puis lorsqu'il fut bien avéré que la réalisation d'un tel projet n'était possible qu'après que l'Internationale compterait réellement ses membres par millions, on se préoccupa du crédit mutuel appliqué à l'émancipation du prolétariat.

« Sur ce sujet, voici quel était le plan que se proposait d'exécuter l'Internationale (section française) : demander à chacun de ses adhérents une cotisation hebdomadaire de 0 fr. 10 c., et faire servir ces fonds à mettre tout un groupe professionnel en possession de ses outils de travail, et à le soutenir pendant que la concurrence des capitalistes rendrait le travail rare ou peu lucratif ; puis, lorsque ce groupe serait assez fort pour vivre par lui-même, procéder de même à l'égard d'un autre groupe, puis d'un troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que, dans chaque profession, un groupe de production étant constitué, on pût songer à l'ouverture de magasins de vente au prix de revient, en faisant coïncider cette fondation avec la création d'un papier d'échange primant la monnaie métallique dans les magasins de l'Association. » (1)

« Socialisme » et communisme

On voit l'opposition de ce « socialisme », de cet ouvriérisme constructif et des révolutionnarismes politiques, dont fait partie le marxisme.

L'essentiel n'est pas que, contrairement à ceux-ci, le « socialisme » est an-étatique et a-politique.

Le point capital est que le « socialisme » est essentiellement élévation de la classe ouvrière alors que marxisme, blanquisme, etc., misent sur l'abaissement de la classe ouvrière, sur sa prolétarianisation. Plus elle sera prolétarisée et dégradée, pensent-ils, plus elle sera susceptible de se révolter, de servir à une révolution (2). A quoi les « socialistes » répondent qu'une classe dégradée peut, par sa révolte, faire

(1) Fribourg (loc cit). Nous publierons ultérieurement d'autres documents relatifs à l'activité des Parisiens. Nous verrons ceux-ci préfigurer le syndicalisme.

(2) Fribourg narre qu'il rencontre un jour des ouvriers blanquistes. Il manifeste son « chagrin de voir le travail si peu abondant ».

« C'est tant mieux », répondirent Meunier et Jenton, deux centurions (les blanquistes étaient organisés par dizaines et centaines) « plus il y aura de misère et plus nous serons contents, nous voudrions que l'ouvrier cessât de trouver à gagner son pain ; alors la faim ferait peut-être ce que n'ont pu encore faire les raisonnements... »

Vieille histoire !

un empereur, mais non se transformer en classe dirigeante.

Dans le marxisme, le prolétariat est une catégorie.

Les « socialistes » sont la classe ouvrière.

Le marxisme souligne dans sa théorie l'importance de la lutte des classes. Mais il a vite fait, dans sa pratique, de substituer une *lutte de parti* au mouvement de la classe.

Le « socialisme » n'a pas d'autre mouvement que celui de la classe ouvrière elle-même.

Ces ânes de « Tour de France »

— Bon. Nous voyons ce qu'était le « socialisme » aux environs de 64... Mais qui nous dit qu'il en allait de même en 47, au moment du *Manifeste* ?

— Qui nous le dit ?

Mais c'est d'abord la vraisemblance ! (La conception des fondateurs de l'Internationale est trop mûre pour être née de la veille !)

Et c'est, ensuite, Engels.

Engels en 46, 47, 48 est à Paris.

Il écrit à Marx la *déception* que lui cause son contact avec les ouvriers parisiens. Ceux qu'il appelle avec peu de considération les « Tour de France » n'ont pas du tout les conceptions qu'il voudrait qu'ils eussent :

« Je pense venir à bout des *Tour de France*. Ces gaillards-là sont évidemment dans l'ignorance la plus crasse... Les ébénistes eux-mêmes ont maintenant une crainte superstitieuse du « communisme de la cuiller » ; ils en ont peur comme d'un revenant... » (Octobre 46)

« La Ligue ici est pitoyable... Je n'ai jamais vu pareille mesquinerie. Weillingerie (1) et proudhonerie sont vraiment l'expression parfaite de l'anémie de ces imbéciles. » (14 janvier 48)

Sans nous arrêter à ce qu'a de peu plaisant ce jugement, sur l'effort d'ouvriers authentiques, d'un intellectuel nouveau venu au mouvement, retenons qu'il y avait heurt de deux conceptions : celle qu'avaient élaborée les deux jeunes gens (Marx et Engels ont moins de trente ans) et celle qui avait mûri dans les ateliers et dont Proudhon (ouvrier lui-même, typographe) est plus inspiré qu'élaborateur.

III

Par la bande

Sur les murs d'un palais officiel de Mexico, en une fresque monumentale, Karl Marx sert de guide aux foules ignorantes.

C'est de l'imagerie sainte.

La réalité est au contraire que Marx eut de la difficulté à insérer sa théorie dans le mouvement ouvrier et, de son vivant du moins, n'y réussit jamais que très mal.

Naissance du Manifeste

Les circonstances de la naissance du *Manifeste* sont exposées par Engels dans son introduction aux « *Révélations sur le procès des communistes de Cologne* », de Marx (2) :

(1) Weillling (1808-1871), ouvrier tailleur allemand. Marx et Engels ont eu, pendant un temps, grande considération pour lui et notamment pour son livre « *Garanties de l'Harmonie et de la Liberté* ». Puis ils se brouillèrent avec lui. Emigré en Amérique avant 48.

(2) Cette introduction est reproduite sous le titre « *Contribution à l'Histoire de la Ligue des Commu-*

« ...En 1836, les éléments les plus avancés, et pour la plupart prolétariens de la Ligue secrète des Bannis de tendance démocratique et républicaine, fondée à Paris en 1834 par des réfugiés allemands, se séparèrent d'elle et fondèrent une nouvelle association secrète, la Ligue des Justes. »

« ...La nouvelle Ligue se développa relativement vite.

« ...Mais, comme Paris continuait à rester le champ de bataille décisif, la Ligue n'était en somme guère plus que la branche allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la Société des Saisons, dirigée par Barbès et Blanqui, avec laquelle elle se trouvait en relations étroites. Les Français marchèrent le 12 mai 1839 : les sections de la Ligue firent cause commune et furent aussi entraînées dans la défaite commune.

« Parmi les Allemands, Karl Schapper et Heinrich Bauer furent pris. Le gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser après une assez longue détention. Tous deux s'employèrent à rassembler les fils éparpillés de la Ligue... Ils virent se joindre à eux Joseph Moll, horloger de Cologne. Ce dernier... égalait ses deux camarades pour l'énergie et la décision, mais les dépassait au point de vue intellectuel. Non seulement c'était un diplomate, comme l'ont montré les succès de ses nombreuses missions, mais il était de plus accessible aux idées théoriques.

« ...L'extension de la Ligue reconstituée devint importante. En Suisse particulièrement, Weillling, Auguste Becker... d'autres encore avaient créé dans ce pays une forte organisation...

« L'Allemagne possédait aussi de nombreuses sections, naturellement plus éphémères...

« A Paris où il se trouvait encore en 1840, Weillling avait également réuni tous les éléments dispersés, avant de partir pour la Suisse.

« Le noyau de la troupe était formé par les tailleurs. On trouvait des tailleurs allemands partout, en Suisse, à Londres, à Paris. Dans cette dernière ville, l'allemand était si bien la langue prédominante dans ce corps de métier que j'y connus, en 1846, un tailleur norvégien, passé par mer directement de Trondhjem en France, et qui, en dix-huit mois n'avait presque pas appris un mot de français, mais fort bien l'allemand. Parmi les communautés de Paris, en 1847, deux étaient composées surtout de tailleurs et une autre d'ébénistes...

« Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque précise qu'elle fût, n'en renfermait pas moins une grosse erreur provenant des circonstances mêmes. Ses membres, dans la mesure où il s'agissait de travailleurs, étaient pour la plupart, presque tous en fait, des artisans... La production de vêtements à une grande échelle, ce que l'on appelle maintenant la confection, où le travail d'artisan tailleur a été transformé en une industrie à domicile pour le compte d'un grand capitaliste, n'existait alors qu'en germe, même à Londres... Tous les ouvriers espé-

nistes » dans le « *Manifeste du Parti Communiste* », brochures des Editions Sociales, Paris, 1945.

L'éditeur du P. C. appelle donc *Manifeste du Parti Communiste* le texte aujourd'hui centenaire. Il n'a pas inventé l'expression. On la trouve avant 1914. (Elle me semble être de Laure Lafargue, fille de Marx, et dater de 1886.) Mais, depuis qu'il existe un « *Parti Communiste* », l'expression constitue un demi-mensonge. « *Manifeste de la Ligue des Communistes* » est tout ce qui serait permis. D'ailleurs, dans le texte lui-même de la brochure en question, Engels dit *Manifeste Communiste* (p. 63). Dans la « *Critique du programme de Gotha* » éditée par l'Humanité en 1922, nous trouvons des références au *Manifeste*. Chaque fois, Marx, ou Engels disent *Manifeste Communiste*. (Marx, cinq fois, dans le texte lui-même ; Engels, deux fois, dans les lettres à Bebel publiées en appendice.) Cette appellation, qui est la plus courante, est donc aussi la bonne.

raient en fin de compte devenir eux-mêmes de petits patrons. Par ailleurs, l'ouvrier allemand de cette époque ne pouvait se débarrasser d'une masse d'idées se rattachant au régime des vieilles corporations. Ces travailleurs n'étaient pas encore des prolétaires, au sens plein du mot... (1)

(Engels expose ensuite assez longuement comment « entre temps », Marx et lui, aux âges de 26 et 24 ans, avaient « élaboré, à côté du communisme professé par la Ligue et par Weitling, une seconde doctrine communiste essentiellement différente ».)

« ...Le manque de solidité des conceptions antérieures, les aberrations pratiques qui en découlaient prouvaient de plus en plus aux camarades de Londres que Marx et moi avions raison avec notre nouvelle théorie...

« Bref, au printemps de 1847, Moll vint à Bruxelles trouver Marx, puis peu après me rendit visite à Paris pour nous presser, au nom de ses camarades, d'entrer dans la Ligue... Si nous consentions à adhérer, on nous donnerait l'occasion de développer dans un manifeste notre communisme critique au sein d'un congrès général de la Ligue.

« Nous entrâmes donc dans la Ligue.

« ...Dans l'été de 1847, le premier congrès général de la Ligue se tint à Londres... La Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès. Elle s'appela depuis lors la Ligue des Communistes.

« ...Le second congrès se tint à la fin de novembre et au commencement de décembre de la même année. Marx y assistait également et y défendit au cours de débats prolongés — le congrès dura au moins huit jours — la nouvelle théorie. Toutes les objections et tous les doutes furent liquidés, les nouveaux principes furent unanimement adoptés et nous fûmes chargés, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes immédiatement... (2) »

Naissance de l'Adresse

Voici donc le jeune Marx entré dans le mouvement ouvrier, bien que par un petit côté.

Il n'y restera pas longtemps.

Dès 1850, la Ligue des Communistes était en pleine crise. « On finit par en venir aux injures les plus personnelles et aux haines les plus aiguës. Willich provoqua Marx en duel. La campagne se termina par une scission de la Ligue, qui se divisa en deux camps le 15 septembre 1850. » (3)

« L'association des ouvriers communistes de Londres » (ville où vivait Marx) « soutint le parti Willich à la presque unanimité. »

« Marx s'enfonça dans un isolement de plus en plus profond. D'après ce qu'il écrivait, il s'y trouvait de mieux en mieux. »

« J'aime beaucoup cet isolement public, cette solitude authentique dans laquelle nous nous trouvons tous les deux. Elle correspond parfaitement à nos principes et à notre situation. Nous en avons fini avec le système des concessions réciproques et des demi-mesures consenties par politesse. Nous échappons enfin

(1) Nous saisissons ici sur le vif l'opposition dont nous parlions plus haut : les ouvriers cherchent à éviter la condition prolétarienne; le théoricien souhaite qu'ils y tombent le plus complètement possible... L'artisan tailleur est un créateur; l'esclave de la « confection », une bête de somme. De l'un à l'autre la différence est considérable en confiance en soi, dignité et, forcément, capacité. Mais c'est sur le deuxième que mise le politicien, car, pour son opération politique, il a besoin, avant tout, d'exécutants.

(2) Quelle est la part respective des deux signataires ? Si l'on en croit Otto Ruhle (loc cit) et la vraisemblance, c'est Marx le rédacteur. « Aussitôt revenu de Londres, Engels rédigea un projet de vingt-

au devoir, d'assumer devant le public le ridicule de ces ânes. »

A quoi Engels répondait :

« Nous ne devons plus de comptes qu'à nous-mêmes et quand le moment sera venu où ces messieurs auront besoin de nous, nous pourrions leur dicter nos propres conditions. Jusque-là, nous aurons la paix. »

Las ! le moment de « dicter les conditions » ne vint jamais. Et il fallut attendre quatorze ans pour que quelqu'un des « messieurs » fit signe à Marx. Et, cette fois, Marx eut beaucoup plus de difficultés encore qu'en 47 à insérer sa théorie dans le mouvement.

C'est Marx, lui-même, qui va nous raconter, dans une lettre à Engels, la ruse qu'il a dû déployer pour arriver à rédiger l'Adresse aux classes ouvrières de l'Internationale.

Nous sommes en 1864.

Depuis leurs contacts de 1862, ouvriers anglais et français ont le projet d'une association internationale des travailleurs. Ce projet va se réaliser.

La réunion constitutive a lieu à St Martin's Hall, le 28 septembre.

Marx y assiste en spectateur. L'orateur pour l'Allemagne est le tailleur Eccarius, un ancien de la Ligue des Communistes, avec lequel Marx a conservé de bonnes relations.

A la fin de la réunion, Eccarius et Marx sont acceptés comme correspondants pour la branche allemande.

« ...Tout a donc été très bien jusque-là. J'ai assisté à la première séance du comité. On y a nommé un sous-comité (dont je fais également partie) pour élaborer une déclaration de principes et certains articles provisoires. Un malaise m'a empêché de prendre part à la séance de ce sous-comité et à celle du comité qui a suivi. A ces séances où je ne me trouvais pas, je le résume ce qui s'est passé :

« Le commandant Wolff avait communiqué, pour que la nouvelle association les utilise, les statuts des groupements ouvriers d'Italie (qui possèdent bien une organisation centrale, mais sont surtout fédératives, comme on l'a découvert plus tard.) J'ai vu ces paperasses par la suite. Elles correspondent visiblement à une machination quelconque de Mazzini, tu vois d'ici dans quel esprit et avec quelle phraséologie la vraie question, la question ouvrière peut être traitée là-dedans. Et comment les histoires de nationalités ont réussi à y passer. De plus, Weston, vieil owéniste, un brave homme et des plus aimables, avait élucubré aussi un programme d'une confusion et d'une longueur démesurées.

« A la séance générale du comité qui suivit cette réunion, en chargea le sous-comité de modifier le programme de Weston ainsi que les statuts de Wolff. Wolff lui-même alla assister au congrès des syndicats italiens pour les décider à se joindre à l'association centrale de Londres.

vingt-cinq points traités sous forme de catéchisme. Marx attendit un peu plus longtemps et proposa une autre présentation. Imitant en partie les programmes en usage dans tous les groupes politiques de cette époque, mais renouvelant l'originalité du genre et s'inspirant de la plus parfaite indépendance de pensée, il créa dans l'élan génial de sa grandiose conception un manifeste qui pouvait se réclamer en même temps de l'exposé historique, de l'analyse critique, du programme et de la prophétie... Avec une vie et une puissance plastique qu'il n'avait encore jamais eues et qu'il ne retrouva plus depuis, il y peignit l'évolution de la société des classes jusqu'au moment de son apogée... »

(3) Otto Ruhle, loc. cit.

« Nouvelle séance du sous-comité; on m'en prévint trop tard et je ne pus y assister. Le Lubez y soumit le projet d'une « déclaration de principes » et un remaniement des statuts Wolff, lesquels projet et remaniement furent acceptés par le sous-comité pour être présentés au comité général. Celui-ci siégea le 18 octobre, Eccarius m'ayant écrit qu'il y avait péril en la demeure (1), je m'y rendis en toute hâte et je fus vraiment épouvanté quand j'entendis le brave Le Lubez nous lire une horrible préface bourrée de phraséologie mal écrite, mal mise au point, qui se donnait pour une déclaration de principes et qui n'était que du Mazzini mal travesti avec les plus vagues hailons du socialisme français. Ajoute qu'en gros on avait adopté le règlement italien de Wolff... J'y fis doucement opposition et après bien des discussions, Eccarius proposa de rédiger le texte à neuf. Mais les « sentiments » exprimés dans la déclaration de Le Lubez furent approuvés par un vote.

« Deux jours plus tard, le 20 octobre, Cremer, Fontana et Le Lubez, représentant respectivement l'Angleterre, l'Italie et la France, se réunirent à mon domicile; Weston n'avait pas pu venir. Je n'avais pas encore eu les papiers sous les yeux (ceux de Wolff et de Le Lubez) et n'avais donc rien préparé, mais j'étais fermement résolu à ne pas en laisser subsister une seule ligne. Pour gagner du temps, je proposai de « discuter » les divers articles avant de rédiger la préface. C'est ce qu'on fit. Il était une heure du matin quand le premier article fut adopté. On en avait prévu quarante ! Cremer (c'est ce que j'avais cherché) dit que nous ne pourrions rien présenter au comité qui devait siéger le 25. Mais que le sous-comité pouvait se réunir le 27 et chercher à réaliser un résultat définitif. Les propositions furent acceptées et on me laissa les « papiers ».

« Je vis qu'il était impossible de faire quoi que ce soit de ces choses-là. Pour justifier l'étrange façon dont je songeais à rédiger les « sentiments » approuvés par le vote, j'écrivis une adresse aux classes ouvrières qui n'était pas prévue dans le premier projet et qui passait en revue l'histoire de la classe ouvrière depuis 1845; puis, prétextant que tous les « faits » étaient contenus dans cette adresse et que nous ne pouvions pas répéter trois fois les mêmes choses, je modifiai entièrement l'introduction, bifflai la déclaration de principes et remplaçai les vingt-quatre articles par dix. Toutes les fois que l'adresse a dû faire mention de la politique internationale j'ai parlé de pays, non de nationalités, et j'ai dénoncé la Russie et non pas les petits Etats. Toutes mes propositions ont été approuvées par le sous-comité. J'ai été obligé seulement de logger deux phrases sur le « devoir » et la « morale » dans l'introduction des statuts, mais je les ai placées de telle sorte qu'elles ne peuvent faire aucun mal.

« ...Il a été très difficile de présenter nos opinions sous une forme qui les rendit acceptables aux ouvriers en ce moment. Ce sont ces mêmes gens qui vont, dans quelque temps, faire un meeting avec Bright et Cobden pour obtenir le droit de vote. Il faudra bien du temps avant que le mouvement se réveille suffisamment pour permettre notre ancienne audace de langage. Soyons violents dans le fond, mais modérés dans la forme. »

(1) Ici et ci-dessous, c'est moi qui souligne.

A qui les « Considérants » ?

...Qu'on me permette ici quelques réflexions qui, pour être mineures, ne sont pas en dehors de mon sujet principal.

Au chapitre II, nous avons examiné les « préliminaires » (Considérants, etc...) de l'Internationale et nous les avons trouvés d'esprit très ouvrier parisien. Nous aurions pu remarquer aussi que leur style, plutôt léger, n'est pas celui de Marx.

Alors à qui les Considérants ? (1)

A Marx, ou aux ouvriers fondateurs ?

La lettre de Marx à Engels aide peut-être à résoudre la difficulté.

De cette lettre il résulte que Marx a :

1° rédigé l'Adresse ;

2° « modifié entièrement l'introduction ».

L'« introduction » (et que serait-ce sinon les « préliminaires » ?) a été « modifiée ».

Donc, elle existait avant de passer par Marx.

Voilà un premier point.

D'autre part, il y a deux choses dans la lettre à Engels : d'une part, l'aversion de Marx pour les rédactions qui précédaient la sienne (ceci n'est pas pour surprendre Engels); d'autre part, et surtout, les concessions que Marx a dû faire (« modérées dans la forme », « très difficile », « une forme qui fût acceptable aux ouvriers »).

De cela il résulte que, quoi qu'il écrive, épistolairement, et pas fier au fond, Marx n'a pas modifié « entièrement » l'introduction. Il l'eût plutôt supprimée. (Comme il a fait de la déclaration de Le Lubez.)

Et c'est là le deuxième point.

Au fond, les choses sont claires. Marx avait eu beau prendre tout le pouvoir du sous-comité de rédaction, il n'était que le porte-plume de mise au point d'un texte adopté antérieurement. (Le sous-comité n'avait à rédiger qu'une déclaration de principes et certains articles provisoires.) Pour noyer le morceau qui ne lui plaisait pas, Marx a mis après une sauce à lui, l'Adresse.

De là l'existence de deux couches si distinctes dans le document inaugural : un texte marxiste et des considérations « socialistes ». (Les marxistes ont, par la suite, surtout propagé l'Adresse. Les Considérants ont été répandus d'abord par le bureau de Paris, ensuite par le parti allemand, lequel faisait revivre l'esprit des ouvriers fondateurs de l'Internationale ; — les Considérants figuraient dans les livrets d'adhésion à ce Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire.)

En tout état de cause, on ne doit pas considérer que l'Internationale est l'œuvre d'un nommé Marx, lequel lui aurait donné esprit et formules.

J. PERA

(à suivre)

(1) Le texte, ainsi que celui du « règlement général », fut ensuite confirmé par le Congrès de Genève (1866).

La seule modification apportée par le congrès fut l'adjonction de deux paragraphes (a et b) au règlement général :

Règlement général

« Art. 1. — Le Conseil général est obligé d'exécuter les résolutions du Congrès :

a) Il rassemble dans ce but les documents que les sections centrales des différents pays lui enverront et ceux qu'il saura se procurer par une autre voie ;

b) Il est chargé d'organiser le Congrès et de mettre son programme à la connaissance de toutes les sections par l'intermédiaire des sections centrales des différents pays.

« Art. 2. — Le Conseil général publiera, autant et aussi souvent que ses moyens le lui permettront, un bulletin qui embrassera tout ce qui peut intéresser l'Association internationale, et qui doit s'occuper avant tout de l'offre et de la demande du travail dans les différentes localités, des sociétés coopératives et de l'Etat des classes laborieuses dans tous les pays.

- JEUDI 1er JANVIER.** — Prise de Konitza par les troupes gouvernementales grecques.
- DIMANCHE 4.** — Discours de De Gaulle à St-Etienne. Le Comité national de la C. G. T. remplace Jouhaux, Neumeyer, Bothereau, Bouzanquet et Delamarre par Le Léap, Jayat, Mariot, Duchat et Dellac.
- MARDI 6.** — 20.000 commerçants réunis au Vélodrome d'Hiver s'élèvent contre le plan Mayer. Jouhaux réélu président du Conseil National économique par 82 voix contre 28 à Racamond.
- JEUDI 8.** — A Sofia, des installations pétrolières anglo-américaines occupées par la milice.
- DIMANCHE 11.** — Vague de grèves en Italie.
- MARDI 13.** — Violents incidents provoqués par les communistes au cours de la séance d'ouverture de la session parlementaire.
En Grèce, offensive des troupes gouvernementales.
- MERCREDI 14.** — La presse anglaise publie un plan de sabotage de l'industrie minière de la Ruhr, attribué au Kominform.
- JEUDI 15.** — Trêve entre la Hollande et la République indonésienne.
- VENDREDI 16.** — Grèves dans la Ruhr.
- DIMANCHE 18.** — Elections de Malakoff. Les communistes gagnent quelques voix. Le R. P. F. perd un siège au profit de la Troisième Force.
Rencontres sanglantes entre Juifs et Arabes, en Judée.
- LUNDI 19.** — Mise en eau du barrage de Génissiat.
- MARDI 20.** — Arrêté ministériel fixant le plafond de la hausse des salaires. — Nouvelles grèves dans la Ruhr.
- SAMEDI 24.** — Décisions ministérielles relatives au marché de l'or et des devises.
Le Congrès socialiste italien se prononce pour l'unité d'action avec les communistes.
Les deux Fédérations des P. T. T. adhérentes à Force Ouvrière constituent un Comité national d'entente.
- DIMANCHE 25.** — La dévaluation du franc est officielle.
Appel de M. Spaak à Bruxelles en faveur de l'Union occidentale.
- JEUDI 29.** — Retrait des billets de 5.000 francs.
Arrestation à Paris du chef de la délégation du Viet Minh.
Démission de Louis Noguères, président de la Haute Cour.
- VENDREDI 30.** — Gandhi est assassiné à New-Delhi par un Hindou.

Tourisme et socialisme

Le maire de la ville de Menton, la commune limitrophe de l'Italie sur la Riviera, qui est un socialiste — et pas précisément un socialiste de la dernière cuvée ! — n'a pas hésité, au lendemain de la guerre, à réclamer publiquement l'annexion à la France de la vallée de la Roya, vallée italienne sise de l'autre côté de la frontière, afin de favoriser... le tourisme de Menton. C'est très bien pour un maire de s'occuper des intérêts de ses administrés, loin de moi la pensée de le lui reprocher, mais si cet ancien élève de Lafargue était resté tant soit peu internationaliste, il aurait pensé qu'il y avait, pour faciliter les circuits touristiques, un autre moyen que d'annexer à la France une province italienne, c'était d'abattre la frontière. Il a fallu que ce soit le catholique Bidault qui y songe pour lui !

36-356

Au service exclusif du syndicalisme révolutionnaire

Dissipons une fois de plus une confusion.

La R. P. n'est pas l'organe d'une tendance. Elle est une revue du mouvement ouvrier qui entend, par la libre discussion, préparer le regroupement des syndicalistes révolutionnaires, participer au redressement du syndicalisme et refaire une « opinion ouvrière ».

Que Monatte, Finidori, Chambelland, Hagnauer, que la majorité des membres du noyau soient partisans du regroupement dans la C. G. T. - F. O., cela ne signifie nullement qu'ils expriment l'opinion officielle de la R. P., car il n'y a pas d'opinion officielle de la R. P.

Nos amis ont parfaitement le droit de discuter toutes les opinions émises dans nos colonnes. Nous ne censurons pas les idées. Seules les nécessités techniques de notre publication, seul notre désir de présenter des papiers sérieux, dignes de notre public déterminent nos décisions et orientent le travail de la rédaction.

Quelle que soit l'orientation de chacun, quelles que soient les nécessités corporatives et syndicales fixant l'attitude de chacun, ce qui est essentiel c'est que les syndicalistes révolutionnaires puissent se retrouver, par delà les divisions organiques du mouvement ouvrier.

Il nous faut 48 pages

Nous sommes à l'étroit dans nos 32 pages. Ainsi, ce mois-ci, malgré notre pauvreté, nous en faisons 36 pour placer une partie du marbre ayant trait à des rubriques qui sans cela auraient été sacrifiées. Mais nous n'avons pu passer ni le Pera en entier, ni l'article du camarade Lacarce sur la scission, ni des faits et documents très intéressants... Il nous faut les 48 pages !

Il nous faut des listes de possibles

Depuis quelque temps nous ne recevons plus guère de listes de possibles. Elles contribuent pourtant à la montée des abonnements. Ainsi la progression sensible des derniers mois est due presque uniquement à ce moyen. Il est un peu coûteux par les frais de tirage supplémentaires, de circulaires et de timbres qu'il nécessite, mais le résultat est appréciable. C'est pourquoi il faut que nos amis nous envoient de bonnes et copieuses listes de possibles, pour le prochain numéro.

Aux nouveaux abonnés

Nous rappelons aux nouveaux abonnés que nos tarifs pour 1948 sont les suivants :

France, Algérie, colonies :	
Six mois	170 Fr.
Un an	300 Fr.
Extérieur :	
Six mois	200 Fr.
Un an	380 Fr.

Prière aux camarades qui ont réglé sur la base de nos tarifs de 1947 de vouloir bien compléter leur abonnement par un versement à notre compte de chèques postaux : Paris 734-99. Merci.

*
**

Pour permettre à des camarades de compléter leurs collections, nous demandons à ceux de nos lecteurs qui auraient en double des exemplaires de la R. P. ou de la Vie ouvrière (la vraie !) de nous les faire parvenir. Nous en ferions la distribution aux intéressés. Merci pour eux.

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI



D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN JANVIER

RECETTES

Abonnements :			
Ordinaux	28.350		
De soutien	2.750	=	31.100
Souscriptions 5.864			
Vente « R. P. » 5.013			
Vente brochure « Où va la C. G. T. ? » 487			
Publicité 250			
Divers (Louzon) 300			

Total des recettes 43.014
 En caisse au 1er janvier 91.701

DEPENSES

Frais divers 7.109			
Divers			
Louzon	650	=	7.759

SOLDE

En espèces	1.524		
Aux chèques postaux	125.432	=	126.956

Frais d'impression réglés en février :
 complément décembre 6.000
 N° de janvier 64.000 = 70.000
 Nombre d'abonnés à fin janvier : 1252.

SOUSCRIPTIONS

MOIS DE JANVIER. — P. Schuller (Finistère), 100; A. Barbé (Calvados), 50 S. Larcher (Paris), 100; Franc (Loire), 240; Broussaudier (Loir-et-Cher), 600; Martin (Paris), 500; M. Chambelland (cachet radiophonique sur G. Sorel), 2.564; M. G. (Loire), 300; M. Durand (Algérie), 250; E. Lagrange (Creuse), 200; G. Altman (Paris), 300; P. Boutin (Paris), 50; P. Soumet (S.-et-O.), 50; Mme Martinet (M.-et-L.), 200; Bettendorffer (Seine), 100; Chéron (Paris), 30; A. Gall (S.-et-O.), 30; Anderson (Seine), 200. Total : 5.864 francs.

Un ancien parle aux jeunes syndiqués, sans galons... et les « moins jeunes »... et les anciens, même s'ils sont légèrement galonnés, peuvent l'entendre...

OU VA LA C. G. T. ?

une brochure de Pierre MONATTE

L'exemplaire : 10 francs

En vente à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy - PARIS (2^e)

Chèque postal : 734-99

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
 157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV^e

Tél. SEGUR 89-81 Métro : Pasteur C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Syndicalisme

Paul Louis : *Histoire du Mouvement syndical en France*, tome I (1789-1918) 250 »

Politique

Rosa Luxembourg : *Marxisme contre dictature* 25 »

» » *La Révolution russe* 20 »

Victor Serge : *Le nouvel impérialisme russe* 25 »

Psychologie

Jean Piaget : *La Psychologie de l'intelligence* 120 »

Littérature

Arthur Koestler : *La Tour d'Ézra* 270 »

J. Galtier-Boissière : *Trois Héros* 180 »

Elio Vittorini : *Les hommes et les autres* 195 »

RECTIFICATIONS

Dans le numéro de la R. P. de janvier, tenir compte des rectifications suivantes :

Dolléans : *Histoire du mouvement ouvrier* (2 vol.) — 485 » au lieu de 475 »

Montreuil : *Histoire du mouvement ouvrier en France* 495 » » » 435 »

Koestler : *Le Zéro et l'Infini* 180 » » » 130 »

A. Rosmer : *Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre* 300 » » » 225 »

C. Talès : *La Commune de 1871* 100 » » » 75 »

Marcel Martinet : *Culture prolétarienne* 100 » » » 75 »

Rosa Luxembourg : *Accumulation du capital* 100 » » » 75 »

Rosa Luxembourg : *Lettres de la prison* 40 » » » 35 »

Demandez notre **Catalogue général** et notre **Bulletin mensuel**.

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

publie un recueil des

**textes clandestins
du parti communiste**

et une analyse des rapports de la politique de
ce parti avec celle de la Russie Soviétique
depuis 1920

*La trahison
permanente*

par Maurice CEYRAT

1 volume in-16 Jésus, de 168 pages : 100 francs
franco : 120 francs

J. LEFEUVRE, 15, rue de la Huchette
PARIS-V C. C. P. PARIS 633-75